

BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

MALI 2021



REPUBLIQUE DU MALI
Ministère de l'Economie et des Finances
Comité National de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

(Elaborée selon les principes et règles édictés par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI parue en 2009)

SECRETARIAT DU COMITE ASSURE PAR LA BCEAO
94, AVENUE MOUSSA TRAVELE
BP 206 - BAMAKO - MALI
TEL. (223) 20 22 37 56
FAX. 223) 20 22 47 86
WWW.BCEAO.INT

MALI 2021

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES.....	3
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
AVANT PROPOS.....	5
RESUME.....	6
INTRODUCTION.....	7
1. Conjoncture économique et financière internationale.....	7
2. Evolution de la situation économique, monétaire et financière au Mali.....	11
I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	16
1.1 Balance commerciale	17
1.1.1 Exportations de biens	18
1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens.....	18
1.1.1.2 Composition des exportations de biens.....	18
1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens.....	21
1.1.2 Importations de biens.....	23
1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens.....	23
1.1.2.2 Composition des importations de biens.....	24
1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens.....	26
1.2 Balance des services.....	28
1.2.1 Exportations de services.....	29
1.2.2 Importations de services.....	30
1.3. Compte de revenu primaire.....	30
1.4. Compte de revenu secondaire.....	31
II. COMPTE DE CAPITAL.....	32
2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	32
2.2 Transferts en capital.....	32
III. COMPTE FINANCIER.....	34
3.1 Investissements directs.....	34
3.2 Investissements de portefeuille	35
3.3 Dérivés financiers.....	35
3.4 Autres investissements.....	35
I.V CAPITAUX MONETAIRES.....	37
4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale.....	37
4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts.....	37
4.3 Actifs extérieurs nets des institutions de dépôts.....	38
V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	39
5.1 Evolution de la position extérieure globale.....	39
5.2 Structure géographique de la position extérieure globale	40
5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale	41
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	43
ANNEXES.....	44
Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali.....	46
Annexe 2 : Ajustements des données monétaires.....	53
Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes.....	54

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET ENCADRES

GRAPHIQUES		Pages
Graphique 1 :	Evolution du compte courant	16
Graphique 2 :	Structure du compte courant	17
Graphique 3 :	Evolution des exportations de marchandises	20
Graphique 4 :	Destination des exportations	21
Graphique 5 :	Commerce intra-UEMOA en 2021	22
Graphique 6 :	Structure des exportations vers les autres pays de l'UEMOA	23
Graphique 7 :	Evolution des importations de marchandises FOB	25
Graphique 8 :	Origine des importations	26
Graphique 9 :	Structure des importations en provenance des autres pays de l'UEMOA	27
Graphique 10 :	Evolution de la balance des services	29
Graphique 11 :	Evolution des envois de fonds des travailleurs migrants	32
Graphique 12 :	Répartition des dons projets par bailleur et secteur bénéficiaire	34
TABLEAUX		Pages
Tableau 1 :	Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins	8
Tableau 2 :	Balance des paiements en termes de transactions (présentation résumée)	14
Tableau 3 :	Balance des paiements en termes de transactions (optique BCEAO)	15
Tableau 4 :	Evolution du compte de transactions courantes	16
Tableau 5 :	Evolution du compte de biens	17
Tableau 6 :	Evolution des exportations de biens	18
Tableau 7 :	Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations	18
Tableau 8 :	Evolution des exportations par principal produit	20
Tableau 9 :	Evolution des importations de biens	23
Tableau 10 :	Evolution des importations par principal produit	25
Tableau 11 :	Evolution des exportations et importations de services	28
Tableau 12 :	Evolution de la balance des services	28
Tableau 13 :	Evolution du compte de revenu primaire	31
Tableau 14 :	Evolution du compte de revenu secondaire	31
Tableau 15 :	Evolution du compte de capital	33
Tableau 16 :	Evolution du compte financier	35
Tableau 17 :	Evolution des actifs et des engagements de la Banque Centrale	37
Tableau 18 :	Evolution des actifs et des engagements des autres institutions de dépôts	38
Tableau 19 :	Evolution des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts	38
Tableau 20 :	Variation de la position extérieure globale nette	40
Tableau 21 :	Orientation géographique de la position extérieure globale nette	41
Tableau 22 :	Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	42

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AP	:	Administrations publiques
ASECNA	:	Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
BAD	:	Banque Africaine de Développement
BADEA	:	Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	:	Banque Islamique de Développement
BIDC	:	Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	:	Banque Ouest Africaine de Développement
CAF	:	Coût, Assurance et Fret (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
CEMAC	:	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CMDT	:	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
DGD	:	Direction Générale des Douanes
DGDP	:	Direction Générale de la Dette Publique
DGCC	:	Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence
DNGM	:	Direction Nationale de la Géologie et des Mines
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
DNTCP	:	Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FAB ou FOB	:	Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
FAD	:	Fonds Africain de Développement
FED	:	Fonds Européen de Développement
FEM	:	Fonds pour l'Environnement Mondial
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	:	Fonds Monétaire International
ISBLSM	:	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
KFW	:	Établissement de Crédit pour la Reconstruction (institution de droit public allemande)
MINUSMA	:	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
ONAP	:	Office National des Produits Pétroliers
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	:	Pays Pauvres Très Endettés (Initiative)
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA	:	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	:	Union Monétaire Ouest Africaine
IDA	:	Association Internationale de Développement

AVANT PROPOS

L'élaboration de la balance des paiements des Etats membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a été confiée à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) aux termes des dispositions du Traité de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA. Dans ce cadre, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, régulièrement révisé pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

Avec l'adoption par le Fonds Monétaire International de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), la Banque Centrale a procédé à une refonte du dispositif qui vise, d'une part, la confection des comptes extérieurs par la prise en compte des changements introduits par le MBP6 et, d'autre part, l'amélioration du dispositif de collecte et d'analyse des données.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale prend en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales, après la parution de la cinquième édition dudit manuel (MBP5). Le Manuel permet aussi de renforcer l'intégration avec les autres comptes statistiques, qui ont connu des évolutions méthodologiques au cours des années récentes, notamment le Système de Comptabilité Nationale des Nations-Unies (SCN-2008), le Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP-2001/2014) et le Manuel de statistiques monétaires et financières (MSMF-2000/2014).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6^{ème} édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits.

Les autres révisions relatives au dispositif d'élaboration des comptes extérieurs visent à maintenir la conformité des statistiques sur les transactions extérieures dans l'UEMOA aux normes internationales. La refonte implique des modifications sur le système de collecte (questionnaire, échantillonnage, etc.) et sur l'application informatique dédiée à l'élaboration de la balance des paiements. Les améliorations concernent principalement (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activités des données, (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales, ainsi que des transactions des institutions sous-régionales avec des entités non-résidentes de l'Union.

Le nouveau dispositif prévoit également la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux ». Ces informations permettent d'évaluer la PEG d'ouverture et de fermeture, ainsi qu'une analyse de ses variations dues à des transactions et celles qui sont liées à des fluctuations des prix d'actifs, des taux de change ou de reclassification.

La prise en compte de ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes types et des principes d'élaboration.

RESUME

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, induite par la crise de la Covid-19. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,1% en 2021 après la contraction de 3,1% en 2020. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est tirée par le regain de vigueur de la demande consécutif à l'assouplissement des restrictions sanitaires et s'est accompagnée d'une rapide remontée de l'inflation partout dans le monde, portée notamment par la hausse des cours des produits pétroliers et alimentaires. Le taux d'inflation mondiale est ressorti en moyenne annuelle à 3,5% en 2021 après 1,9% en 2020, imputable à une dissociation temporaire des dynamiques d'évolution de l'offre et de la demande mondiale.

Après avoir montré des signes de résilience en 2020 face à la pandémie, les économies de l'UEMOA ont enregistré une reprise soutenue de l'activité économique en 2021. Cette reprise découle des effets d'entraînement d'une nette amélioration de la conjoncture économique internationale, de la conduite des projets de relance économique par les Etats ainsi que du redémarrage à un rythme inattendu des activités dans le transport, l'hôtellerie et la restauration. A ce titre, le taux de croissance économique réel est ressorti à 6,1% en 2021, après 1,8% en 2020, contre 4,0% pour l'Afrique subsaharienne. Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à +3,6% en 2021 contre +2,1% en 2020.

Au Mali, à l'instar des autres pays de l'UEMOA, une progression de l'activité économique a été observée en 2021, avec un taux de croissance du PIB de 3,1% après -1,2% en 2020, à la faveur de la hausse de la production de coton. Le taux d'inflation s'est établi à 3,9% en 2021 contre 0,5% en 2020, niveau supérieur à la norme de 3,0% maximum fixée par les critères de convergence de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, le déficit global, base engagements et dons compris, s'est amélioré en 2021, en s'établissant à 4,9% du PIB après 5,5% du PIB en 2020.

Les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde, au titre de l'année 2021, se sont traduites par un solde global de la balance des paiements déficitaire de 57,8 milliards de FCFA, après l'excédent de 450,8 milliards de FCFA de 2020. Le compte des transactions courantes a enregistré un déficit de 814,3 milliards en 2021 (7,7% du PIB), en détérioration par rapport à 2020 où il est ressorti à -218,5 milliards (2,2% du PIB). Le compte de capital s'est dégradé de 39,4%, pour ressortir à 76,6 milliards de FCFA.

Quant au compte financier, il a enregistré un solde de 657,9 milliards de FCFA, après 510,3 milliards de FCFA en 2020, en liaison avec l'évolution des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements.

Les créances nettes des institutions de dépôt sur les non-résidents, correspondant au solde global de la balance des paiements, se sont repliées de 57,8 milliards entre 2020 et 2021, du fait de la situation des Autres institutions de dépôts (-101,0 milliards), atténuée par celle de la Banque centrale (+43,2 milliards)

La position extérieure globale s'est chiffrée à -7.416,1 milliards après -6.703,3 milliards un an plus tôt, en raison d'une augmentation du stock de passifs financiers envers les non-résidents.

INTRODUCTION

1. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE¹

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, induite par la crise de la Covid-19. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est portée par le regain de dynamisme de la demande, induit par la réouverture des économies et les soutiens budgétaires et monétaires. Selon les estimations publiées en octobre 2022 par le Fonds monétaire international (FMI), l'économie mondiale a enregistré une croissance de 6,1% en 2021 après la contraction de 3,1% de 2020.

Pour les économies avancées, la croissance est ressortie à 5,2% en 2021, après une baisse de 4,5% en 2020. Aux États-Unis, l'activité économique s'est accrue de 5,7% après une contraction de 3,4% en 2020. Ce regain de vigueur de l'activité s'explique par les plans de relance massifs mis en place pour soutenir la reprise économique, ainsi que les avancées rapides dans la campagne de vaccination. En Zone euro, la croissance est passée de -6,4% en 2020 à 5,2% en 2021, portée par la réouverture des économies ainsi que le maintien des politiques économiques de soutien par les États et la Banque Centrale Européenne.

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance de l'activité économique est ressorti en moyenne à 6,6% en 2021, après un recul de 2,0% en 2020. En Chine, en dépit de la crise de l'immobilier, la croissance s'est accélérée, passant de 2,3% en 2020 à 8,1% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 8,7% en 2021 et celle du Brésil, 4,6%. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz induit par la reprise de la demande mondiale pour afficher un taux de croissance de 4,7% en 2021, après une contraction de 2,7% en 2020.

En Afrique subsaharienne, la croissance, après un recul de 1,7% en 2020, a connu une évolution positive en 2021. L'augmentation de la demande extérieure et des prix des produits de base s'est traduite, pour les économies d'Afrique subsaharienne, par un taux de croissance de 4,7% en 2021. En particulier, le Nigeria a enregistré une croissance de 3,6% en 2021 après -1,8% en 2020, en ligne avec la hausse des cours des produits de base, notamment le pétrole, tandis qu'en Afrique du Sud, elle s'est établie à 4,9% en 2021 après -6,4% en 2020.

L'inflation globale est en hausse d'une année à l'autre dans toutes les régions du monde. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 3,3% en 2021 contre 0,9% en 2020. Ce niveau d'inflation se situe au-dessus des objectifs fixés par les banques centrales. Dans les pays émergents et en développement, il est ressorti, en moyenne, à 5,5% en 2021 après 3,6% en 2020. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 10,7% en 2021, demeurant stable par rapport à 2020. La hausse de l'inflation résulte des déséquilibres entre l'offre et la demande, caractérisés par une demande vigoureuse face à une production contrainte, des perturbations sur la logistique et les chaînes d'approvisionnement mondiales consécutives aux mesures de restriction de mobilité adoptées par les États ainsi que les effets de base.

¹ Sources des données : World Economic Outlook, octobre 2021.

En 2021, les principales places boursières ont enregistré des évolutions à la hausse, dans un contexte marqué par la reprise de l'activité économique mondiale. En moyenne, l'indice MSCI World s'est amélioré de 30,0% en comparaison avec sa valeur moyenne de 2020, pour s'établir à 2.985,7 points. Aux Etats-Unis, l'indice de la bourse de New York, le Dow Jones, s'est renforcé de 26,4% en 2021 par rapport à l'année précédente. Dans la zone euro, l'Eurostoxx-50 a enregistré une forte hausse de 22,8% par rapport à son niveau moyen de 2020. Au Japon et au Royaume-Uni, les indices Nikkei-225 et FTSE-100 ont respectivement progressé de 27,1% et 11,6% en 2021. L'embellie générale sur les marchés financiers internationaux a également été observée sur les marchés boursiers africains. Les indices phares ont connu des évolutions à la hausse au cours de l'année 2021. Ainsi, en moyenne annuelle, les indices NSE du Nigeria et GSE du Ghana ont enregistré des hausses respectives de 48,0% et 27,9%. Dans la Zone UEMOA, après plusieurs années de baisse continue, les indices BRVM-composite et BRVM-10 se sont redressés, avec des hausses respectives de 20,7% et 6,3% sur un an.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2021. Le cours de l'euro s'est accru de 1,2% pour s'établir à 1,1835 dollar américain en 2021. La devise européenne est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+6,6%), à la livre turque (+30,1%) et face aux devises des pays émergents. En revanche, elle s'est dépréciée face au dollar australien (-4,9%), à la livre sterling (-3,3%) et au dollar canadien (-3,0%). L'euro s'est également replié de 6,9% par rapport au rand sud africain et de 3,0% face au yuan chinois.

Dans la zone UEMOA, le franc CFA s'est apprécié face à l'ensemble des monnaies des pays membres de CEDEAO au cours de l'année 2021, à l'exception du dollar libérien (-7,5%). Sur une base annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 10,0% face au leone sierra-leonais et de 7,5% face au cedi ghanéen. La plus grande progression est enregistrée face au naira nigérian, soit 22,5%. La monnaie commune des pays de l'Union a également pris de la valeur face au franc guinéen (+5,9%) et au dalasi gambien (+4,0%).

Tableau 1 : Evolution des taux de change annuels moyens des principales devises et des monnaies de pays voisins

Devises	Taux de change annuels moyens (unités monétaires étrangères pour 1.000 FCFA)		
	2020	2021	Variation (%)
Droit de tirage spécial	1,22	1,20	-1,6
Dollar des Etats-Unis	1,14	1,18	3,5
Franc suisse	1,07	1,08	0,9
Livre sterling	0,89	0,86	-3,4
Yen japonais	121,78	129,86	6,6
Dalasi gambien	88,53	92,05	4,0
Cedi ghanéen	9,74	10,47	7,5
Franc guinéen	16 648,60	17 629,73	5,9
Dollar libérien	332,59	307,61	-7,5
Naïra nigérian	585,69	717,68	22,5
Leone sierra-leonais	17 102,40	17 814,41	4,2

Source : BCEAO

S'agissant des produits de base, les cours se sont sensiblement raffermiss, à la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, dans un contexte où de multiples contraintes ont pesé sur l'offre et l'approvisionnement des marchés. La hausse des prix constatée concerne l'ensemble des produits de base importés, hormis le riz (-1,9%). Au niveau de l'Union, la hausse des cours des produits exportés porte essentiellement sur les produits énergétiques, dont notamment le gaz (+131,2%) et le pétrole (+66,3%), ainsi que le coton (+45,0%), le café (+29,0%), l'uranium (+8,1%), le bois grume (+8,1%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%). L'or est le seul produit de base exporté ayant enregistré une baisse de son cours (-0,1%). Les cours de l'or ont été affaiblis par la vigueur du dollar des Etats-Unis, la stabilisation des taux longs réels et la réduction des incertitudes, liée à l'ouverture des économies, après le recul de la pandémie de Covid-19.

Après le ralentissement enregistré en 2020, du fait de la Covid-19, les économies de l'UEMOA ont retrouvé, au cours de l'année 2021, leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques.

Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA s'est établi à 6,1% en 2021 contre 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire, avec 4,7% en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. Celles des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 0,1 et 1,3 pdp.

Le taux d'inflation s'est inscrit, en moyenne annuelle, à 3,6% en 2021, contre 2,1% en 2020. Cette remontée de l'inflation s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des denrées alimentaires et, dans une moindre mesure, par la hausse observée au niveau de la fonction logement. L'augmentation des prix de la composante alimentaire résulte essentiellement d'une baisse de la production céréalière dans l'Union, dans un contexte d'exacerbation des difficultés d'approvisionnement des marchés, en raison principalement des incidences des crises sanitaire et sécuritaire.

L'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA porte l'empreinte, au cours de l'année 2021, des actions de relance en vue de la reprise économique à la suite du choc de la Covid-19 en 2020.

Au titre des recettes budgétaires, les recouvrements se sont élevés à 16.114,4 milliards à fin décembre 2021, soit une hausse de 14,7% par rapport à l'année précédente. Cette performance est notamment liée à l'accroissement des recettes fiscales (15,0%) et à la hausse de 12,9% des autres recettes. Toutefois, le taux de pression fiscale (13,6%) demeure largement en deçà de la norme communautaire de 20% du PIB minimum, prévu par les critères de convergence de l'UEMOA. Quant aux dons, ils se sont élevés à 1.520,2 milliards, soit un recul de 14,1% par rapport à 2020.

Les dépenses et prêts nets ont progressé de 10,1% en atteignant 23.125,7 milliards en 2021, sous l'effet de la hausse des charges courantes (+8,1%) et des dépenses en capital (+13,0%). Les dépenses courantes se sont accrues, en liaison notamment avec la hausse des intérêts sur la dette des Etats

membres (+17,0%), de la masse salariale (+7,1%) et des autres dépenses courantes (+25,3%), dont l'impact a été atténué par la baisse des transferts et subventions (-6,9%). La progression des dépenses en capital est tirée par la mise en œuvre des actions de relance ainsi que la réalisation des investissements prévus dans les plans nationaux de développement.

En définitive, le déficit global, base engagements, dons compris, s'est légèrement amélioré de 0,1 point de pourcentage du PIB, pour s'établir à 5,5% du PIB à fin décembre 2021, 5,6% du PIB en 2020.

La situation monétaire de l'Union pour l'année 2021 a été marquée par une forte augmentation de l'agrégat de monnaie au sens large, dont le rythme de progression s'est établi à 16,3% après 16,5% en 2020. A la faveur de la politique monétaire accommodante, les acquisitions par les banques de titres de dettes émis par les Etats pour le financement des dépenses dans le cadre de la riposte contre la pandémie de Covid-19 ont fortement augmenté et contribué à cette expansion monétaire.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 8,5% pour ressortir à 7.746,6 milliards, à fin décembre 2021, à la faveur de la hausse de ceux de la Banque centrale de 10,0%. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a augmenté de 19,7% milliards pour se situer à 14.040 milliards à fin décembre 2021, à la faveur notamment de l'allocation générale de DTS d'un montant total de 1.302,6 milliards de FCFA au profit des Etats membres de l'Union, de la mobilisation d'importantes ressources extérieures par les Etats et d'une performance en matière de rapatriement des recettes d'exportation. Ce niveau des réserves de change assure un taux de couverture de l'émission monétaire confortable de 79,3% et 6,0 mois d'importations de biens et services contre 5,6 mois l'année précédente.

L'encours des créances intérieures a augmenté de 16,5%, par rapport à son niveau de fin décembre 2020, pour se situer à 43.080,3 milliards à fin décembre 2021.

La masse monétaire s'est consolidée de 16,3% pour ressortir à 41.459,1 milliards. Cet accroissement de la liquidité globale s'est traduit par le raffermissement de 17,2% des dépôts et de 13,2% de la circulation fiduciaire.

2. EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE AU MALI

A l'instar des autres pays, l'année 2021 a été marquée par la reprise de l'activité économique au Mali, après la récession enregistrée en 2020, à la suite de la crise sanitaire. Cette reprise a été portée par le regain d'activité, induit par la réouverture des frontières terrestres, les soutiens budgétaire et monétaire et par la réduction de l'insécurité dans certaines zones de production. En outre, la conclusion d'accords au plus tôt, entre le Gouvernement et les cotonculteurs, en vue de la fixation du prix au producteur et des prix de cession des engrais, a permis au Mali d'enregistrer une production record de 775.000 tonnes de coton graine, soit une augmentation de 370,8%, après une baisse de 77,7% en 2020. Ainsi, le taux de croissance réel du PIB s'est établi à 3,1% en 2021 contre une réalisation de -1,2% en 2020.

La hausse de l'activité économique en 2021 est induite par celle de l'ensemble des secteurs. La croissance réalisée par le secteur primaire (+1,5% contre -4,3% en 2020) a été impulsée par la performance enregistrée au niveau de la composante « Agriculture d'exportation » (+370,8%), du fait de la hausse de la production cotonnière réalisée en 2021, qui est passé de 156.822 tonnes en 2020 à 777.120 tonnes en 2021. En revanche, la production de la composante « Agriculture vivrière » s'est repliée de -15,0%, en raison de la mauvaise répartition de la pluviométrie sur le territoire national. Ainsi, la production céréalière est ressortie à 8.800.956 tonnes en 2021 contre 10.217.000 tonnes en 2020.

Dans le secteur secondaire, la croissance est évaluée à 0,4% après -0,1% en 2020. Les branches « industries agro-alimentaire » et « constructions » ont contribué à cet accroissement avec respectivement 6,5% et 4,0% en 2021, contre 4,1% et -3,0% en 2020. En revanche les branches « textiles » et « métallurgie fonderie » ont enregistré des replis de 8,5% et 2,5%, en liaison avec la baisse de la production de coton de l'année précédente et de celle de la production aurifère.

Dans le secteur tertiaire, la croissance est ressortie à 6,0% en 2021 contre 1,6% en 2020. L'activité dans les branches « commerce » et « transports et communications », suite à la levée des restrictions liées à la Covid-19, explique ces évolutions avec des taux de croissance respectifs de 6,5% et 7,5% en 2021 contre -3,6% et 4,5% en 2020.

Sur le plan de l'évolution des prix, l'inflation mesurée par la variation moyenne de l'IHPC est estimée à 3,9% en 2021 contre 0,5% en 2020, niveau non-conforme à la norme communautaire de 3,0% maximum prévue par les critères de convergence de l'UEMOA. Cette évolution est imputable aux répercussions des pressions inflationnistes notées à l'échelle internationale sur le panier de la ménagère et en grande partie à la hausse des prix des produits alimentaires et pétroliers.

Au titre des finances publiques, les mesures de lutte contre la pandémie de la Covid-19 ont eu des incidences sur l'équilibre budgétaire au Mali. De plus, les dépenses occasionnées par la prise en charge des besoins nouveaux, induits par la mise en œuvre de la feuille de route de la Transition, ont creusé davantage le déficit budgétaire en 2021. Toutefois, les mesures d'accompagnement de la communauté internationale (dons budgétaires et sectoriels, autres appuis extérieurs), en plus des mesures de flexibilité mises en œuvre par la Banque Centrale, en vue de pallier les tensions de liquidité au niveau du système bancaire et financier, ont permis de renforcer la résilience de l'économie.

Les recettes budgétaires ont atteint 2.281,2 milliards, soit 322,4 milliards ou 16,5% de plus qu'en 2020. S'agissant des recettes fiscales, elles se sont établies à 1.641,2 milliards contre 1.442,4 milliards en 2020, soit une augmentation de 198,8 milliards ou 13,8%.

Les dépenses totales et prêts nets ont atteint 2.868,4 milliards contre 2.625,3 milliards en 2020, soit une augmentation de 243,1 milliards ou 9,3%.

Ainsi, le solde global, base engagements et dons compris s'est établi à -520,8 milliards de FCFA (-4,9% du PIB) contre -553,1 milliards de FCFA (-5,5% du PIB) en 2020, pour une norme communautaire de -3,0% maximum.

L'évolution des agrégats en 2021 a été marquée par une dégradation de 5,6% des actifs extérieurs nets tandis que les créances intérieures et la masse monétaire se sont consolidées de 18,0%.

Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires sont évalués à 971,1 milliards de FCFA à fin décembre 2021, en diminution de 57,8 milliards de FCFA par rapport à fin décembre 2020, imputable aux Autres institutions de dépôt (-101,0 milliards de FCFA), atténuée par la hausse enregistrée par la Banque Centrale (+43,2 milliards de FCFA).

L'encours des créances intérieures s'est chiffré à 3.981,1 milliards de FCFA à fin décembre 2021, en hausse de 606,9 milliards ou 18,0% par rapport à fin décembre 2020, à la suite de l'augmentation des créances nettes sur l'Etat pour 185,1 milliards de FCFA et des créances sur l'économie pour 421,8 milliards de FCFA.

L'augmentation des créances nettes du système bancaire sur l'Etat est imputable à la baisse des dépôts publics à la BCEAO (-89,1 milliards de FCFA) et à l'augmentation des concours adossés aux DTS (+141,4 milliards de FCFA) et des concours du FMI (+19,5 milliards de FCFA). Quant à la hausse des créances sur l'économie, elle s'explique par les mises en place de crédits effectuées en faveur d'opérateurs évoluant dans les secteurs de l'agriculture, des intrants chimiques, de l'industrie, des mines, des télécommunications et du commerce général.

La masse monétaire a enregistré une augmentation de 662,9 milliards de FCFA (ou 18,1%), en s'inscrivant à 4.320,0 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre 3.657,1 milliards de FCFA à fin décembre 2020. Cette hausse de la liquidité globale s'est traduite dans la circulation fiduciaire et dans les dépôts en banques qui se sont accrus de 12,2% et de 22,3% respectivement, au cours de la période sous revue.

S'agissant de la part de la monnaie scripturale dans le stock monétaire, elle s'est inscrite à 75,2% à fin décembre 2021 contre 73,8% à fin décembre 2020.

Encadré : Présentation des statistiques de balance des paiements

Les transactions de balance des paiements sont présentées à travers les tableaux 2 et 3 ci-après. Le tableau 2 correspond à la présentation standard résumée, telle qu'établie par la sixième édition du Manuel de la balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le « tableau 3 (optique BCEAO) » est une présentation analytique qui permet de dégager un solde global (monétaire) correspondant à la variation des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements qui sont présentés dans les tableaux en annexe. En effet, cette présentation fait ressortir la variation des avoirs extérieurs nets comme la somme de la variation des avoirs extérieurs officiels nets (Banque Centrale) et de ceux des Autres institutions de dépôts.

La différence entre les deux présentations apparaît au niveau du compte financier, sur les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements ». Dans la présentation FMI, ces rubriques intègrent les opérations des quatre secteurs institutionnels (Administrations publiques, Autres secteurs, Banque Centrale et Autres institutions de dépôts), alors que dans la présentation « optique BCEAO », les rubriques « investissements de portefeuille » et « autres investissements » excluent les opérations des institutions monétaires (Banque Centrale et Autres institutions de dépôts). Ainsi, un solde global de la balance des paiements est dégagé et les opérations des institutions monétaires sont alors présentées sous forme de financement (ou utilisation) de ce solde global.

Tableau 2 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (présentation résumée)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 068 594	4 882 934	-814 340
1.A	Biens et services	2 983 939	4 212 355	-1 228 416
1.A.a	Biens	2 693 837	2 863 077	-169 240
1.A.a.1	Marchandises générales	564 474	2 863 077	-2 298 603
1.A.a.1.1	Dont réexportations	40 488	0	40 488
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 129 363	0	2 129 363
1.A.b	Services	290 102	1 349 278	-1 059 176
1.A.b.3	Transport	5 050	660 478	-655 429
1.A.b.3.0.2	Dont fret	750	611 023	-610 273
1.A.b.4	Voyages	105 480	90 809	14 671
1.A.b.0	Autres services	179 573	597 991	-418 418
1.B	Revenus primaires	93 141	549 619	-456 478
1.B.1	Revenus des salariés	41 332	24 603	16 729
1.B.2	Revenus des investissements	47 939	525 017	-477 077
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	0	3 870
1.C	Revenus secondaires	991 513	120 959	870 554
1.C.1	Administrations publiques	347 246	10 942	336 304
1.C.1.4	Aides budgétaires	17 400		17 400
1.C.2	Autres secteurs	644 268	110 017	534 250
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	586 097	105 720	480 376
2	Compte de capital	78 924	2 309	76 615
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	1 931	-1 929
2.2	Transferts en capital	78 922	378	78 544
2.2.1	Administrations publiques	57 183	0	57 183
	Remises de dettes	8 182	0	8 789
2.2.2	Autres secteurs	21 739	378	21 361
3	Compte financier	512 846	1 228 511	-715 665
3.1	Investissements directs	30 984	354 869	-323 884
3.2	Investissements de portefeuille	90 462	412 623	-322 161
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	75 274	461 020	-385 746
3.5	Avoirs de réserves	316 125	0	316 125
6	Erreurs et omissions nettes	-3 634 672	-3 656 731	22 059

Source : BCEAO

Tableau 3 : Balance des paiements 2021 en termes de transactions (optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 068 594	4 882 934	-814 340
1.A	Biens et services	2 983 939	4 212 355	-1 228 416
1.A.a	Biens	2 693 837	2 863 077	-169 240
1.A.a.1	Marchandises générales	564 474	2 863 077	-2 298 603
1.A.a.1.1	Dont réexportations	40 488		40 488
1.A.a.2	Exports. nettes dans le cadre du négoce	0	0	0
1.A.a.3	Or non monétaire	2 129 363	0	2 129 363
1.A.b	Services	290 102	1 349 278	-1 059 176
1.A.b.3	Transport	5 050	660 478	-655 429
1.A.b.3.0.2	Dont fret	750	611 023	-610 273
1.A.b.4	Voyages	105 480	90 809	14 671
1.A.b.0	Autres services	179 573	597 991	-418 418
1.B	Revenus primaires	93 141	549 619	-456 478
1.B.1	Revenus des salariés	41 332	24 603	16 729
1.B.2	Revenus des investissements	47 939	525 017	-477 077
1.B.3	Autres revenus primaires	3 870	0	3 870
1.C	Revenus secondaires	991 513	120 959	870 554
1.C.1	Administrations publiques	347 246	10 942	336 304
1.C.1.4	Aides budgétaires	17 400	0	17 400
1.C.2	Autres secteurs	644 268	110 017	534 250
1.C.2.1.1	Dont envois de fonds des travailleurs	586 097	105 720	480 376
2	Compte de capital	78 924	2 309	76 615
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	2	1 931	-1 929
2.2	Transferts en capital	78 922	378	78 544
2.2.1	Administrations publiques	57 183	0	57 183
	Remises de dettes	8 182	0	8 789
2.2.2	Autres secteurs	21 739	378	21 361
				0
3	Compte financier	120 832	778 712	-657 879
3.1	Investissements directs	30 984	354 869	-323 884
3.2	Investissements de portefeuille	4 238	397 178	-392 940
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	85 609	26 665	58 945
	Administrations publiques	0	10 200	-10 200
3.5	Autres secteurs	85 609	16 465	69 145
6	Erreurs et omissions nettes	-3 634 672	-3 656 731	22 059
7	Solde global	392 014	449 800	-57 786
8	Avoirs et engagements extérieurs	-392 014	-449 800	57 786
8.1	Banque Centrale	-316 125	-272 882	-43 243
8.2	Autres institutions de dépôts	-75 889	-176 918	101 029

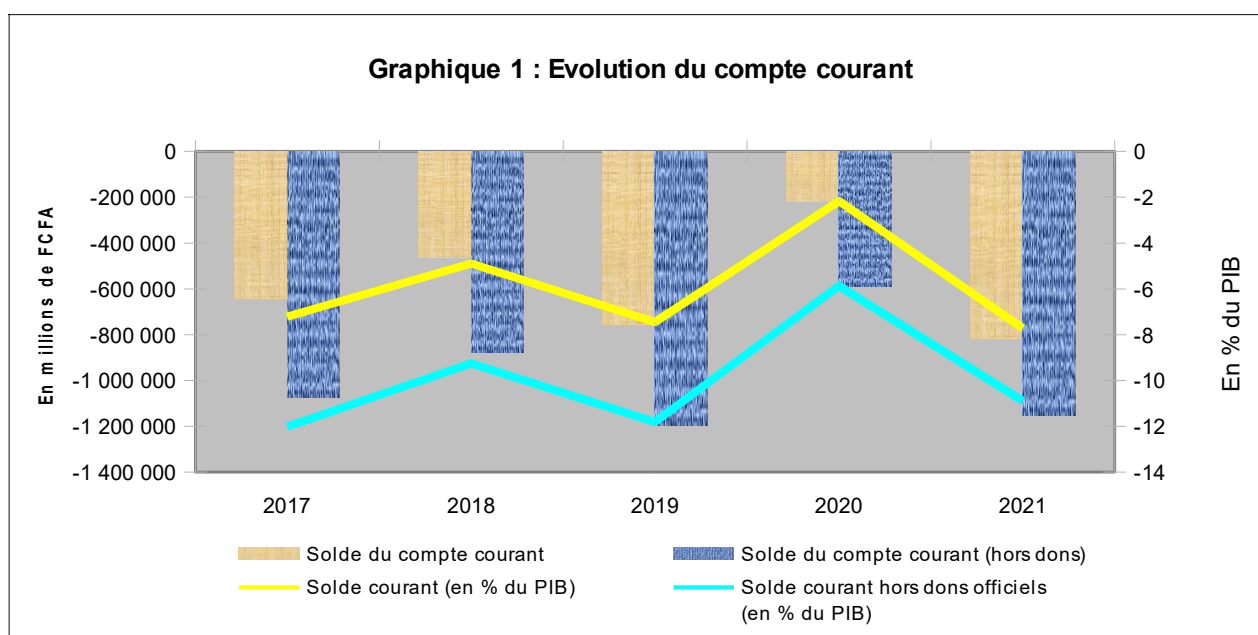
Source : BCEAO

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes est le poste de la balance des paiements qui retrace l'ensemble des échanges de biens, de services et de revenus, avec ou sans contrepartie réelle, entre agents économiques résidents et non-résidents. En 2021, le déficit du compte courant est évalué à 814,3 milliards (-7,7% du PIB), en dégradation de 595,8 milliards par rapport à 2020 (-218,5 milliards, soit -2,2% du PIB). Cette dégradation s'explique par celle de la balance commerciale (-459,3 milliards), de la balance des services (-110,8 milliards) et du revenu primaire (-31,2 milliards). En revanche, le solde du revenu secondaire s'est légèrement amélioré de 5,6 milliards, en passant de 864,9 milliards en 2020 à 870,6 milliards en 2021, en lien avec l'accroissement du niveau des envois de fonds des travailleurs migrants.

Rapporté au PIB, le solde du compte courant s'est fortement dégradé en ressortant à -7,7% (-10,8% hors transferts officiels) en 2021 contre -2,2% (-5,9% hors transferts officiels) en 2020.

Le graphique et le tableau, ci-après, retracent l'évolution du compte des transactions courantes entre 2017 et 2021.



Source : BCEAO

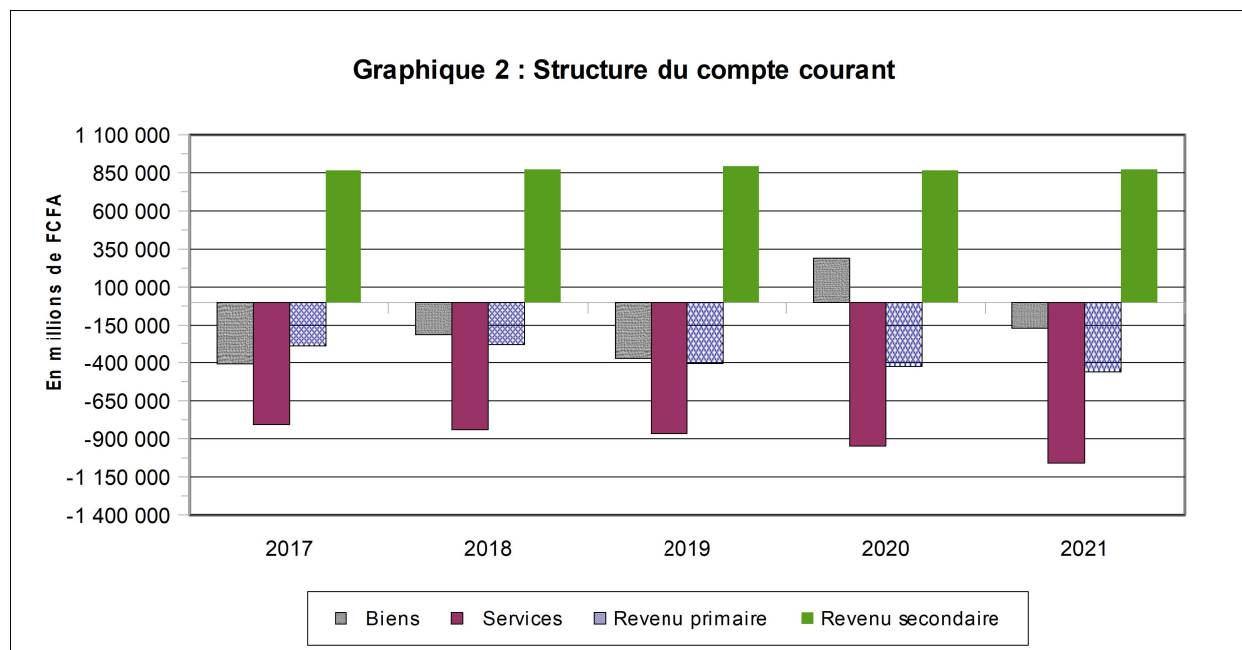
Tableau 4 : Evolution du compte de transactions courantes

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Biens et services	-1 217 322	-1 052 470	-1 240 127	-658 227	-1 228 416
Biens	-409 557	-212 601	-373 574	290 106	-169 240
Services	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176
Revenu primaire	-290 849	-283 378	-407 518	-425 228	-456 478
Revenu secondaire	864 071	871 353	892 549	864 915	870 554
Solde du compte courant	-644 099	-464 495	-755 096	-218 540	-814 340
Solde du compte courant (hors dons)	-1 072 821	-878 664	-1 196 966	-591 382	-1 150 644
PIB nominal	8 922 200	9 482 000	10 125 600	10 052 800	10 614 973
Solde courant (en % du PIB)	-7,2	-4,9	-7,5	-2,2	-7,7
Solde courant hors dons officiels (en % du PIB)	-12,0	-9,3	-11,8	-5,9	-10,8

Source : BCEAO

Le graphique ci-dessous retrace la structure du déficit des transactions courantes, imputable, au titre de l'année 2021, aux comptes des biens, des services et du revenu primaire. Ce déficit a été atténué par l'excédent du compte du revenu secondaire structurellement excédentaire, du fait notamment de l'importance des envois de fonds des travailleurs migrants et de ceux destinés à la coopération internationale, notamment l'appui des forces militaires étrangères.



Source : BCEAO

1.1 Balance commerciale

Le solde de la balance commerciale s'est dégradé en 2021, en liaison avec l'augmentation de 15,9% des importations et la baisse de 2,4% des exportations. En effet, les transactions commerciales avec l'extérieur se sont soldées en 2021 par un déficit de 169,2 milliards, en dégradation de 459,3 milliards par rapport à 2020 où elles avaient affiché un excédent de 290,1 milliards.

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 94,1%, en baisse de 17,7% points de pourcentage par rapport à 2020 où il est ressorti à 111,7%. Le degré d'ouverture commerciale est évalué à 26,2%, en diminution de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2020.

Tableau 5 : Evolution du compte de biens

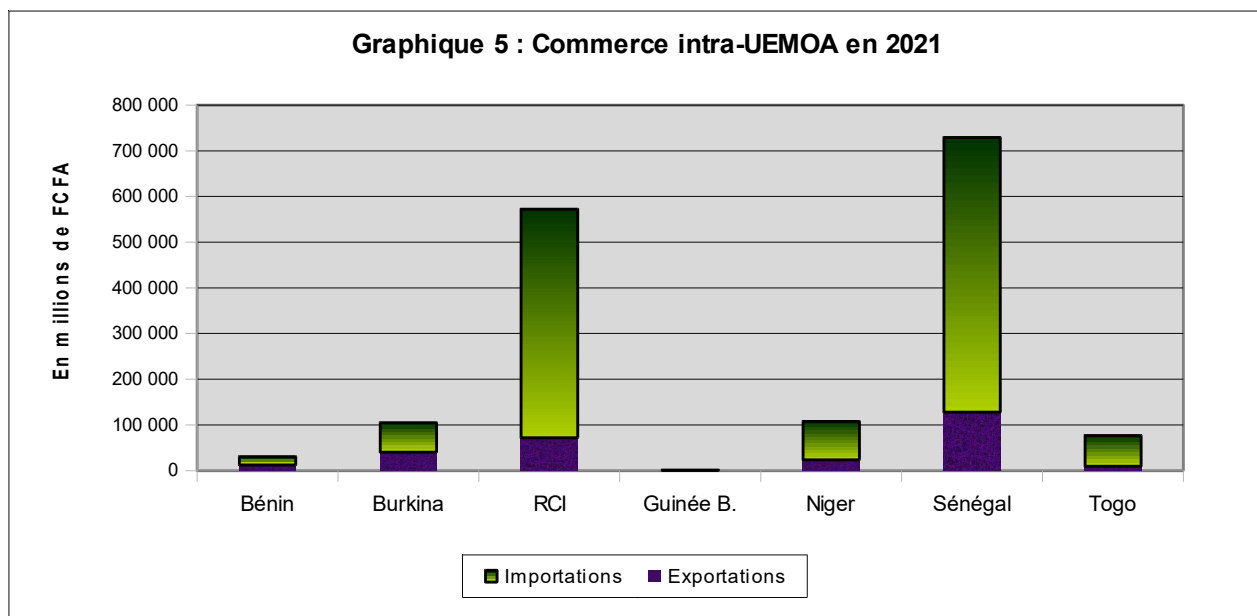
(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837
Importations de biens	2 095 453	2 204 033	2 526 962	2 469 278	2 863 077
Balance commerciale de biens	-409 557	-212 601	-373 574	290 105	-169 240
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	80,5	90,4	85,2	111,7	94,1
Degré d'ouverture commerciale (en %)	21,2	22,1	23,1	26,0	26,2

Sources : BCEAO et INSTAT

Sur le plan intra-communautaire, le commerce entre le Mali et les autres pays de l'UEMOA a été marqué, dans un contexte de reprise économique, par une augmentation de 24,4% de la valeur totale des flux échangés, la portant à 1.623,2 milliards en 2021, contre 1.304,2 milliards en 2020.

Le graphique ci-dessous présente la structure par pays du commerce intra-UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1 Exportations de biens

1.1.1.1 Evolution globale des exportations de biens

Évaluées à 2.693,8 milliards sur la base des données ajustées² de l'année 2021, les exportations de biens se sont inscrites en baisse de 65,5 milliards, soit 2,4% par rapport à l'année 2020. Cette évolution est liée à la baisse des ventes extérieures d'or non monétaire. Les autres produits exportés, notamment les animaux vivants, ont enregistré des hausses sur la période, en liaison avec l'évolution des volumes exportés à la faveur de la reprise économique, après une année 2020 marquée par la crise sanitaire.

Les réexportations de biens, qui ont atteint 40,5 milliards en 2021, concernent les biens de consommation courante exportés en Guinée, les machines et pièces échangées entre filiales, les produits chimiques ainsi que le carburacteur à destination de plusieurs pays.

Tableau 6 : Evolution des exportations de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	510 176	603 074	587 322	496 515	564 474
dont réexportations	67 631	70 705	50 658	44 497	40 488
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0	0	0	0	0
Or non monétaire	1 175 719	1 388 358	1 566 066	2 262 869	2 129 363
TOTAL EXPORT (FOB)	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837

Sources : BCEAO et INSTAT

² Le tableau A3 en annexe décrit le passage des statistiques douanières aux données de la balance des paiements. Des ajustements de valeur (exportations non contrôlées par les services douaniers) et des ajustements de champ (prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices) permettent de corriger les statistiques douanières.

Le ratio de solvabilité (service de la dette publique extérieure/exportations) s'est inscrit à 5,1% en 2021, contre 4,4% en 2020, du fait de la baisse des exportations à hauteur de 2,4%, concomitamment à la hausse du service de la dette de 16,0%.

Tableau 7 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations totales	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837
Service de la dette publique extérieure	97 800	101 300	122 536	121 771	136 334
Service de la dette/export (en %)	5,8	5,1	5,7	4,4	5,1

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.2 Composition des exportations de biens

L'or non monétaire domine les exportations du Mali en 2021 avec 79,0% du total, suivi de loin par le coton fibre avec 5,8% et les animaux vivants avec 5,2%.

Les exportations d'or non monétaire se sont repliées de 133,5 milliards (-5,9%) en 2021 en s'établissant à 2.129,4 milliards, en raison de la baisse des cours sur le marché international après une forte hausse en 2020. Du fait d'un rendement plus élevé des autres actifs, les investisseurs se sont moins intéressés au métal jaune, d'où une baisse du prix moyen de vente obtenu par le secteur, qui est ressorti à 30.442,8 FCFA/g en 2021 contre 32.108,9 FCFA/g en 2020. Les volumes d'or exportés par ces sociétés ont enregistré une baisse (-1.778 kg ou -2,7%) pour atteindre 63.460 kilogrammes en 2021.

Les exportations de fibre de coton se sont, pour leur part, chiffrées à 156,7 milliards en 2021, en légère diminution de 4,9 milliards ou 3,0% par rapport aux réalisations de l'année précédente, niveau nettement inférieur aux réalisations habituelles du secteur. Cette baisse est induite par l'impact de la mauvaise campagne de 2020-2021 qui s'était soldée par une baisse de la production de coton graine de près de 77,7%. Toutefois, le repli du volume a été atténué par la hausse de 23,0% du prix moyen de vente obtenu par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT), soit 1.136,4 FCFA/kg en 2021, après 924,1 FCFA/kg en 2020, reflétant l'évolution des cours du coton sur les marchés internationaux.

Les exportations d'animaux vivants sont ressorties à 139,4 milliards en 2021, après 78,8 milliards en 2020, en augmentation de 60,6 milliards (76,8%), imputable, entre autres, à la fin des restrictions liées à la crise sanitaire et au retour des services douaniers et sanitaires sur des corridors des régions de Mopti et Gao, qui échappaient avant au contrôle de l'Etat. Cette présence de l'administration permet de constater la sortie effective des animaux vivants. Ces exportations sont constituées essentiellement de bovins et d'ovins à destination des pays de la sous-région.

Quant aux exportations d'engrais, qui se replient d'année en année, elles ont représenté 0,6% des exportations totales et se sont établies à 16,1 milliards, après 21,0 milliards en 2020 (-23,3%). Elles sont à destination des pays de la sous-région, notamment le Burkina Faso et la Guinée. Les exportations de combustibles minéraux, d'un montant de 14,5 milliards en 2021, sont relatives aux réexportations de kérosène destinées à l'avitaillement d'aéronefs qui desservent le Mali.

Enfin, les autres produits d'exportation, avec une augmentation de 23,0 milliards (13,1%) par rapport à 2020, sont ressortis à 199,0 milliards en 2021. Ce poste est composé de produits alimentaires (produits vivriers et boissons), de peaux et cuirs, de déchets de fer ainsi que de machines.

La hausse générale des exportations des produits s'explique principalement par la progression de la demande internationale, suite à la relance économique, à la faveur de la levée des mesures de restrictions prises par les Etats pour lutter contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

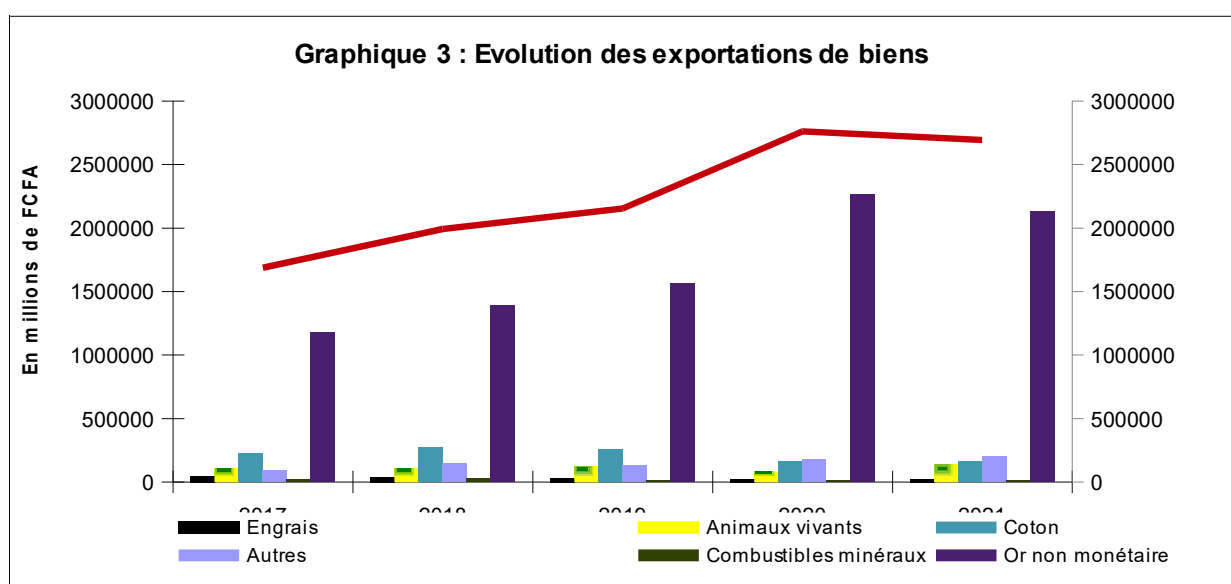
Tableau 8 : Évolution des exportations

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Coton	223 415,1	270 779,0	256 842,6	161 568,9	156 657,5
part en %	13,3	13,6	11,9	5,9	5,8
Or non monétaire	1 175 719,1	1 388 358,1	1 566 066,3	2 262 869,0	2 129 363,5
part en %	69,7	69,7	72,7	82,0	79,0
Animaux vivants	108 924,4	108 393,5	123 595,0	78 809,8	139 366,3
part en %	6,5	5,4	5,7	2,9	5,2
Combustibles minéraux	19 298,3	24 681,2	15 607,3	10 782,0	14 494,8
part en %	1,1	1,2	0,7	0,4	0,5
Engrais	43 808,1	34 081,0	30 871,9	20 974,9	16 082,7
part en %	2,6	1,7	1,4	0,8	0,6
Réacteurs nucléaires, chaudières	7 429,9	5 086,4	5 087,4	22 228,1	19 174,7
part en %	0,4	0,3	0,2	0,8	0,7
Légumes & fruits	11 764,1	10 455,0	14 320,9	12 888,6	10 309,4
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fers & aciers	4 591,7	2 674,7	14 674,5	13 239,0	9 387,1
part en %	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	90 944,5	146 923,1	126 322,0	176 023,5	199 001,3
part en %	5,4	7,4	5,9	6,4	7,4
TOTAL EXPORTATIONS	1 685 895,3	1 991 432,0	2 153 387,9	2 759 383,7	2 693 837,3

Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique 3 retrace l'évolution des principales catégories de produits exportés entre 2017 et 2021.

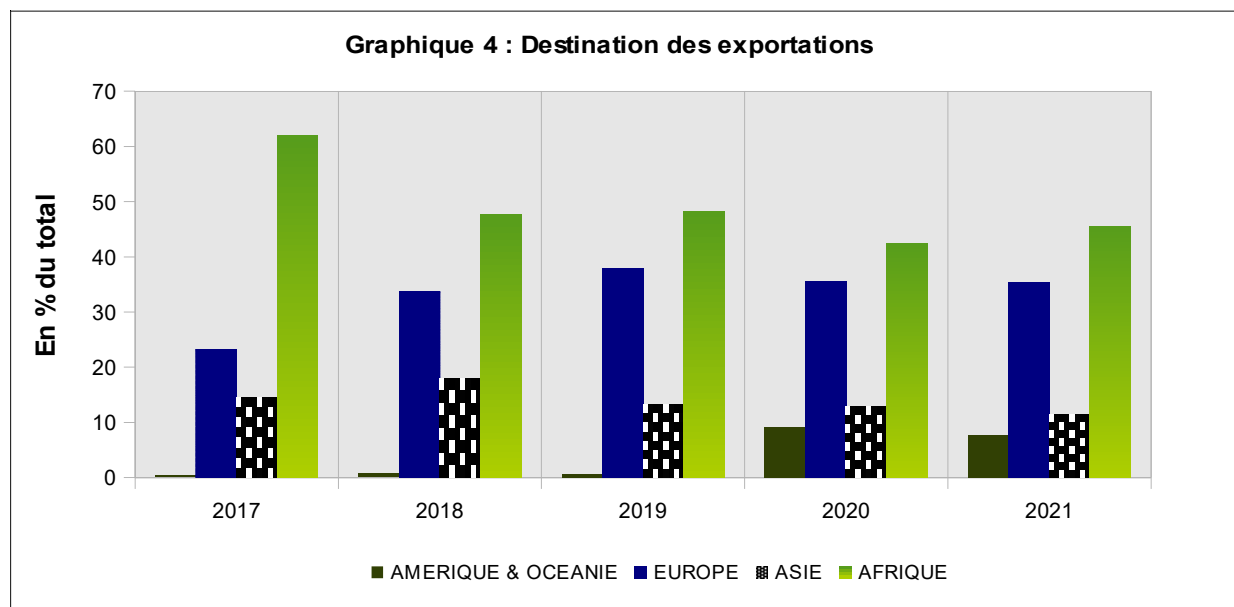


Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.1.3 Orientation géographique des exportations de biens

La répartition géographique des exportations du Mali en 2021, sur la base des données ajustées, conserve la même structure que celle des années précédentes. Les ventes extérieures du Mali sont destinées principalement au continent africain, en liaison avec les exportations d'or non monétaire essentiellement vers l'Afrique du Sud.

Le graphique ci-dessous illustre la destination des exportations du Mali.



Sources : BCEAO et INSTAT

Les expéditions vers le continent africain se sont inscrites à 1.225,3 milliards en 2020 (45,5% du total), en hausse de 4,5% par rapport l'année précédente. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse des exportations d'animaux vivants vers les pays de l'UEMOA. Quant aux ventes d'or non monétaire vers le continent, elles se sont légèrement repliées de 1,9% en 2021, pour atteindre 905,2 milliards de FCFA (soit 42,5% des exportations d'or), après 922,5 milliards de FCFA en 2020. Ces ventes sont destinées à l'Afrique du Sud, première destination de l'or, la plupart des sociétés minières y expédiant leur production. La part des autres pays africains (hors UEMOA et Afrique du Sud) ressort à 32,8 milliards (2,7% du total des exportations vers l'Afrique), soit 0,2 point de plus qu'en 2020.

Quant au continent européen, qui occupe le deuxième rang en termes de destination des exportations, sa part dans le total des exportations du Mali est en diminution de 0,2 point par rapport à l'année précédente, pour un montant de 952,6 milliards en 2021 (35,4%), après 982,1 milliards (35,6%) en 2020. La baisse de la valeur des exportations vers ce continent s'explique essentiellement par le repli des exportations d'or vers la Suisse (deuxième destination en 2021) qui sont passées de 931,4 milliards en 2020 à 866,0 milliards en 2021. En dehors de la Suisse, qui absorbe 91,4% des exportations à destination de l'Europe, la part des autres pays européens (essentiellement la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas) ressort à 8,6% en 2021 en hausse de 31,9 milliards. Ces exportations sont constituées de coton, de fruits, de peaux et cuirs et, dans une moindre mesure, d'or.

Le continent asiatique occupe le troisième rang, en termes de destination des exportations en 2021. Sa part dans les exportations totales s'est établie à 11,5% du total, soit 309,4 milliards, après 12,8% en

2020, avec notamment la Chine, l'Inde et la Thaïlande, principales destinations pour le coton-fibre du Mali. Il en est de même pour l'or artisanal qui est essentiellement exporté vers Dubaï, aux Émirats arabes unis.

La part de l'Océanie a baissé de 1,4 point pour s'établir à 7,4% des exportations totales du Mali en 2021, contre 8,8% en 2020. Cette évolution est essentiellement imputable à la baisse des exportations d'or vers l'Australie, passant de 242,0 milliards en 2020 à 197,8 milliards en 2021.

Le tableau A5 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des exportations.

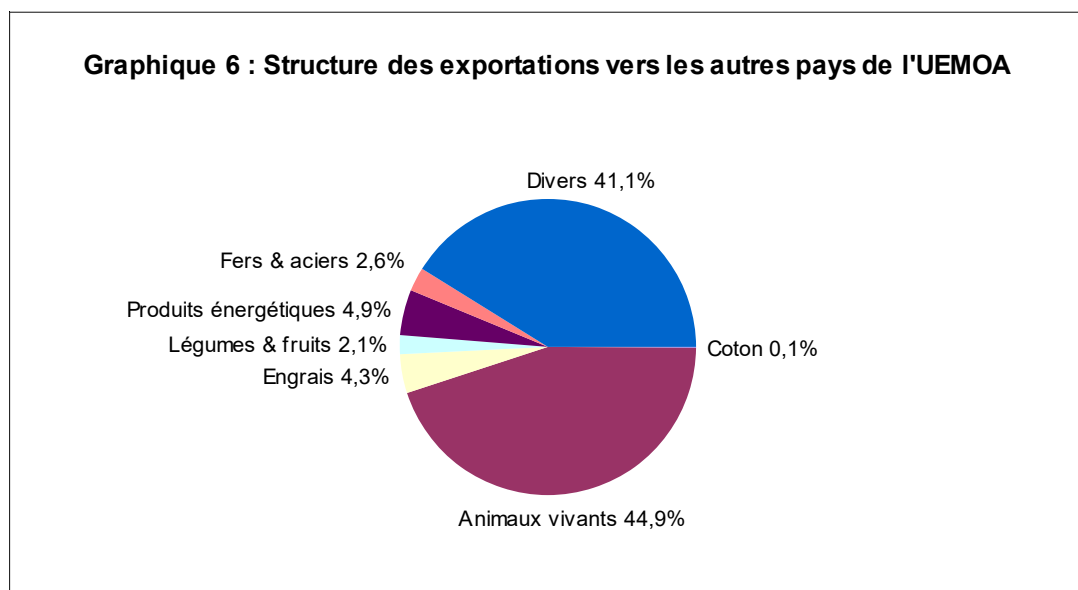
Exportations intra-UEMOA

Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'UEMOA dans les exportations du Mali a progressé de 66,4 milliards, avec une valeur de 286,2 milliards (10,6% des exportations totales) en 2021, après 219,8 milliards en 2020 (8,0%), toujours en décalage avec les objectifs d'intégration de la zone UEMOA.

A l'instar des autres années, ces échanges se traduisent par une balance commerciale intra-UEMOA fortement déficitaire pour le Mali, avec un solde de -1.050,1 milliards et un taux de couverture des importations par les exportations de 21,4% en 2021 contre 94,1% pour l'ensemble des partenaires commerciaux.

Les ventes à destination des autres pays de l'UEMOA restent dominées par les animaux vivants. En effet, les exportations de bétail sont ressorties à 128,4 milliards en 2021, soit 44,9% des exportations totales vers les pays de l'Union. La Côte d'Ivoire et le Sénégal, principaux destinataires de ce produit, absorbent respectivement 35,6% et 52,6% des exportations d'animaux vivants. Les exportations d'engrais vers la zone ont légèrement diminué en 2021, en s'établissant à 12,2 milliards, soit 4,3% du total des exportations vers les pays de l'UEMOA, après 12,4 milliards, soit 5,6% en 2020. Le Burkina Faso reste le principal pays de destination pour ce produit.

Le graphique 6 présente la structure des exportations en 2021 avec les autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A7 en annexe présente les exportations communautaires par grande catégorie de produits.

1.1.2 Importations de biens³

1.1.2.1 Evolution globale des importations de biens

En 2021, les importations ajustées, sur la base de leur valeur CAF, ont progressé de 18,8%, pour s'établir à 3.491,6 milliards.

Le tableau ci-après présente l'évolution des importations totales, sur la base des données CAF, entre 2017 et 2021.

Tableau 9 : Evolution des importations de biens (en valeur CAF)

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Marchandises générales	2 494 586	2 623 850	3 008 288	2 939 617	3 491 557
Or non monétaire	0	0	0	0	0
Biens	2 494 586	2 623 850	3 008 288	2 939 617	3 491 557
Importations de biens / PIB	28,0	27,7	29,7	29,2	32,9

Sources : BCEAO et INSTAT

1.1.2.2 Composition des importations de biens

La décomposition des importations de biens par grande catégorie montre que le Mali importe essentiellement des produits énergétiques et des biens d'équipement. Les achats de biens à l'étranger, en valeur CAF, se sont établis à 32,9% du PIB nominal de 2021, après 29,2% en 2020. Les produits énergétiques représentent 26,2% du total des importations de 2021, suivis des biens d'équipement (notamment les machines et les véhicules) pour une part de 22,2%, des matières premières et des biens intermédiaires pour 18,2%, des produits alimentaires pour 16,7% et des produits chimiques et pharmaceutiques pour 11,1%.

En valeur FOB, les importations ont augmenté de 393,8 milliards ou 15,9%, pour ressortir à 2.863,1 milliards de FCFA. En particulier, les produits pétroliers ont enregistré une hausse de 62,6 milliards ou 9,1%, en liaison avec la forte hausse des cours du baril au cours de la période. Ainsi, la facture pétrolière s'est alourdie, avec un montant FOB de 750,6 milliards FCFA, après 688,0 milliards FCFA en 2020.

Les importations de produits alimentaires sont ressorties à 479,2 milliards en 2021 (16,7% des importations totales), en hausse de 21,8% par rapport à 2020, en liaison notamment les céréales (+43,6%), les boissons (+34,2%), le thé et café (+5,2%), les graisses, huiles animales ou végétales (+147,5%), et les préparations de farines et de céréales (+13,3%).

S'agissant des achats de biens d'équipement, dominés par la catégorie « machines et véhicules », ils ont enregistré une augmentation de 86,2 milliards (+15,7%) pour s'établir à 635,7 milliards en 2021, après 549,5 milliards en 2020, avec une part de 22,2% dans les importations totales du Mali. Ce niveau

³ Le tableau A4 en annexe retrace l'évolution des statistiques douanières des importations et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau.

élevé de la demande en équipements est lié à l'exécution des projets d'infrastructures et aux besoins d'un secteur minier dynamique.

Les importations de matières premières et de biens intermédiaires ont enregistré une hausse de 18,6% tandis que celles de biens de consommation courante, notamment les produits chimiques et pharmaceutiques, ont marqué une hausse de 6,4% en 2021, induite par la progression de la demande intérieure courant 2021.

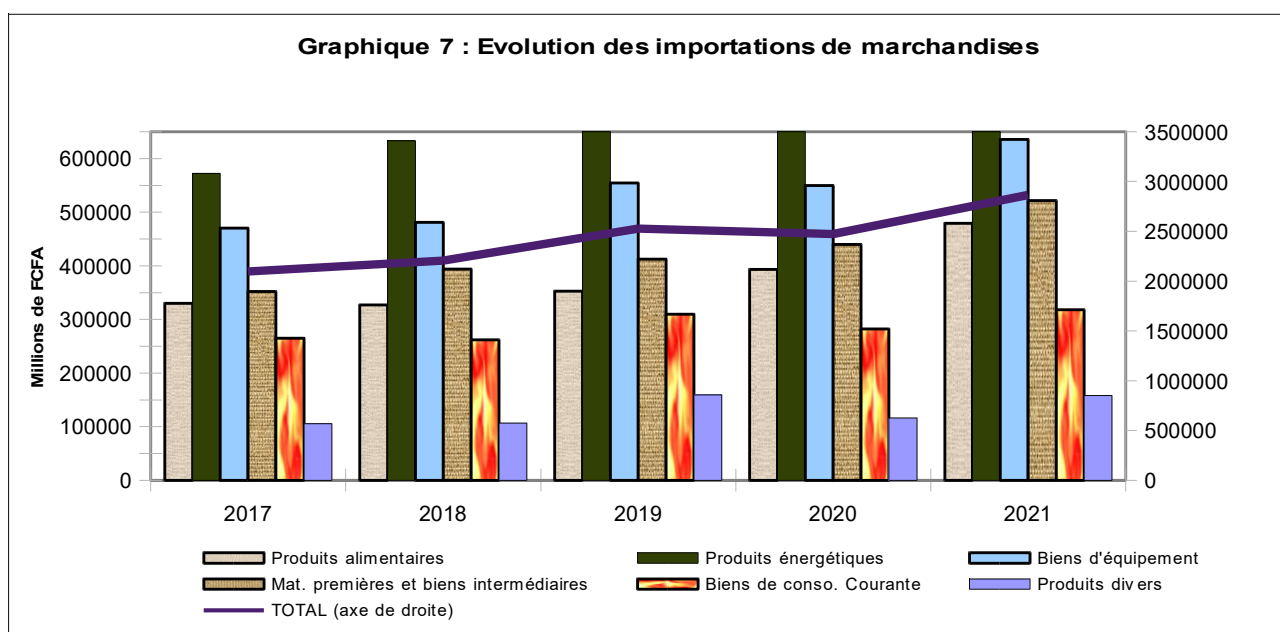
Tableau 10 : Évolution des importations (en valeur FOB)

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	329 967	327 161	352 421	393 572	479 245
part en %	15,7	14,8	13,9	15,9	16,7
Produits énergétiques	572 282	633 400	738 444	687 955	750 554
part en %	27,3	28,7	29,2	27,9	26,2
Biens d'équipement	470 278	481 087	554 496	549 476	635 703
part en %	22,4	21,8	21,9	22,3	22,2
Mat. premières et biens intermédiaires	352 002	393 785	412 641	439 705	521 460
part en %	16,8	17,9	16,3	17,8	18,2
dont ciment	105 782	104 526	111 615	121 712	116 227
Biens de conso. courante	265 288	261 811	309 437	282 344	318 181
part en %	12,7	11,9	12,2	11,4	11,1
Produits divers	105 635	106 789	159 523	116 226	157 934
part en %	5,0	4,8	6,3	4,7	5,5
TOTAL	2 095 453	2 204 033	2 526 962	2 469 278	2 863 077

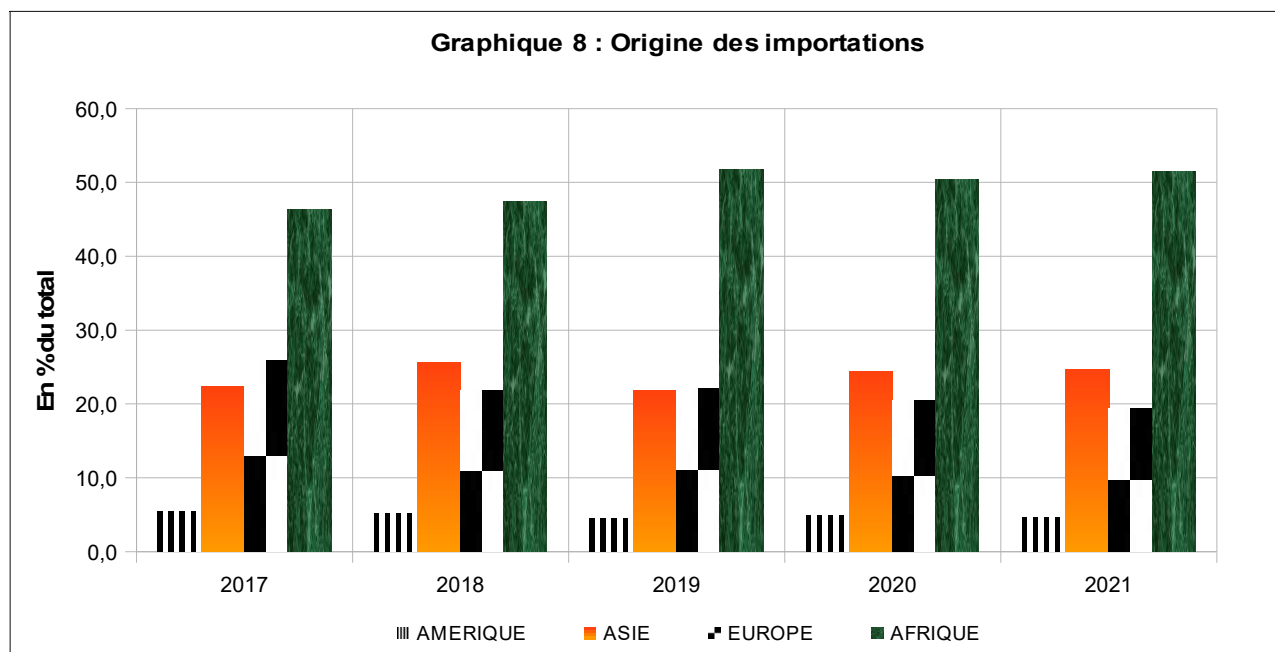
Sources : BCEAO et INSTAT

Le graphique ci-après retrace l'évolution des principales catégories de produits importés entre 2017 et 2021.



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DGD

1.1.2.3 Orientation géographique des importations de biens



Sources : Calculs BCEAO sur données INSTAT, DNGM, CMDT

Le continent africain a consolidé sa place de principal fournisseur du Mali, suivi de l'Asie et de l'Europe. La part de l'Afrique dans le total des importations s'est établie à 51,5%, correspondant à un montant de 1.797,8 milliards (en valeur CAF) contre 1.481,8 milliards (50,4%) en 2020, marquant ainsi une hausse de 1,1 point de pourcentage, au détriment de l'Europe, en lien avec la levée des restrictions liées à la crise sanitaire. Le continent africain a fourni le Mali en produits alimentaires, produits pétroliers et matériaux de construction.

L'Europe a totalisé 19,3% des importations du Mali en 2021 (674,3 milliards), soit 1,1 point de pourcentage de moins que l'année précédente. La part de la France dans le total des importations en provenance d'Europe s'est située à 33,7% en 2021, après 32,9% en 2020.

Quant au continent asiatique, sa part s'est accrue de 0,4 point de pourcentage, en ressortant à 24,1%, pour un montant de 840,5 milliards. Ce continent, à travers la Chine, l'Inde, le Japon et les Émirats Arabes-Unis ont fourni le Mali en céréales, biens d'équipement et de consommation.

La part du continent américain est de 4,0%, en baisse de 0,7 point de pourcentage par rapport à l'année 2020.

Le tableau A6 en annexe retrace la répartition géographique détaillée des importations.

Importations intra-UEMOA

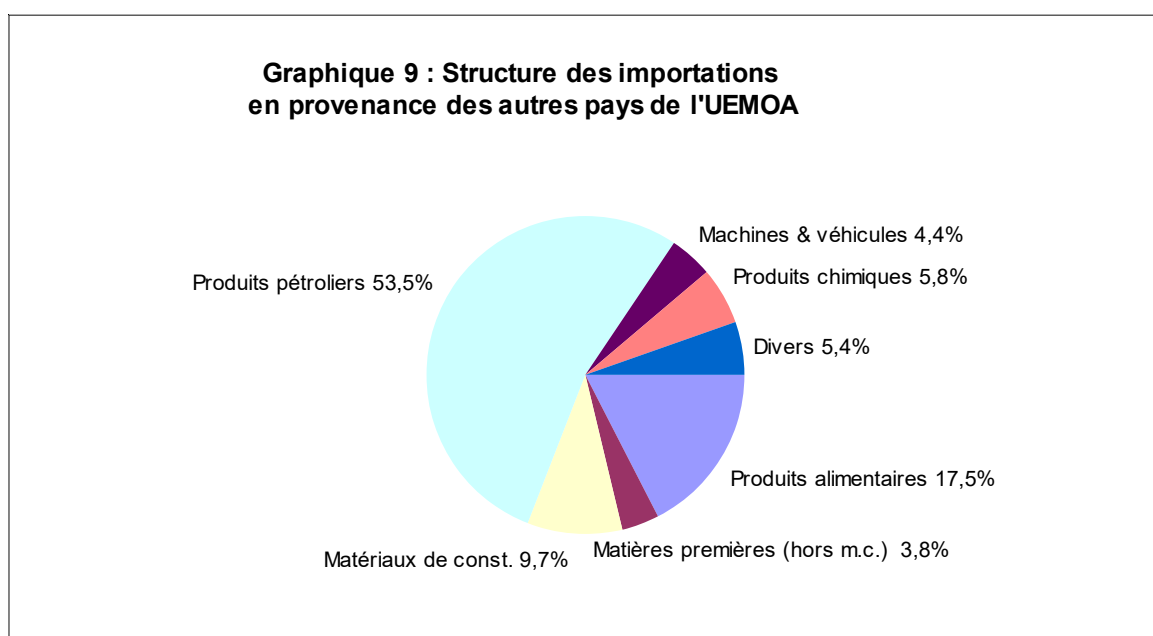
Sur la base des données réconciliées, la part des pays de l'Union dans les importations CAF (87,5% des importations en provenance de l'Afrique) est ressortie à 45,0% (1.572,9 milliards) en 2021 contre 43,4% (1.275,7 milliards) en 2020, soit une hausse de 297,2 milliards de FCFA ou 23,3%. Les importations communautaires du Mali mettent en évidence le Sénégal et la Côte d'Ivoire comme principaux fournisseurs. Les parts respectives de ces deux pays dans les importations communautaires du Mali sont de 45,0% et 37,5% en 2021, après 45,5% et 35,4% en 2020.

Les importations en provenance des pays de l'UEMOA restent dominées par les produits pétroliers. En effet, celles-ci sont ressorties à 715,2 milliards de FCFA en 2021, soit 53,5%. Ces produits proviennent pour l'essentiel du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, qui représentent respectivement 48,1% et 40,3% des importations communautaires de produits pétroliers.

Les importations intra-UEMOA portent également sur les matériaux de construction et les produits alimentaires. Ces produits ont représenté respectivement 9,7% et 17,5% du total des importations en provenance de l'Union.

Pour ces différents produits, les pays de l'Union restent les principaux fournisseurs du Mali. En effet, ils l'ont approvisionné en hydrocarbures pour 95,3%, en matériaux de construction pour 34,5% et en produits alimentaires pour 48,7%.

Le graphique qui suit présente la structure par produit des importations en 2021 en provenance des autres pays de l'UEMOA.



Sources : BCEAO et INSTAT

Le tableau A8 en annexe présente les importations communautaires par grande catégorie de produits en 2021.

1.2 Balance des services

Au cours de la période sous-revue, le déficit de la balance des services s'est accentué de 110,8 milliards (+11,7%) en se chiffrant à 1.059,2 milliards, sous l'effet l'alourdissement du fret (155,2 milliards), induit par la hausse des importations et le changement du taux de fret qui est passé de 15,5% à 17,5% des importations. En effet, l'avènement de la pandémie de la Covid-19 et la hausse des prix du carburant ont entraîné des perturbations dans les circuits d'approvisionnement des produits et renchéri les coûts de transport et logistique. Toutefois, le déficit a été atténué par la baisse des flux débiteurs des autres services, en liaison avec le fléchissement des transactions de services militaires. Par ailleurs, les exportations de services qui ont progressé de 25,5%, en liaison avec la hausse des flux touristiques post-Covid-19, ont compensé , en partie, le déficit de la balance des services.

Tableau 11 : Balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de services	319 092	333 795	449 206	231 100	290 102
Importations de services	1 126 856	1 173 664	1 315 758	1 179 432	1 349 278
Balance des services	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176

Source : BCEAO

Le déficit de la balance des services découle, pour l'essentiel, des transports et des « autres services », notamment les services liés aux travaux de constructions, les autres services aux entreprises ainsi que les « biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs ». Cette situation dénote de la faible capacité d'offre locale de services spécialisés aux agents économiques.

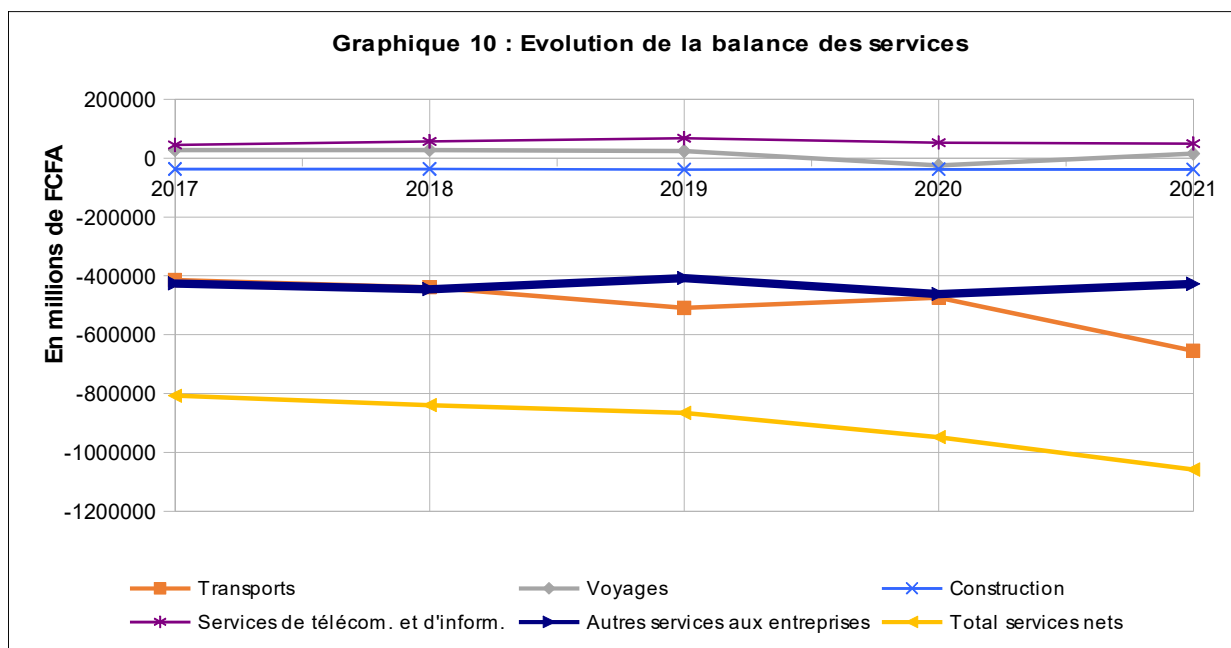
Le tableau et le graphique qui suivent montrent l'évolution des services sur les cinq dernières années.

Tableau 12 : Evolution de la balance des services

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Transports	-415 054	-439 333	-509 479	-475 159	-655 429
Dont fret	-376 266	-394 269	-465 485	-455 082	-610 273
Voyages	27 053	26 834	23 369	-25 153	14 671
Autres services	-419 764	-427 369	-380 443	-448 021	-418 418
Total services nets	-807 764	-839 868	-866 552	-948 333	-1 059 176

Source : BCEAO



Source : BCEAO

1.2.1 Exportations de services

Les exportations de services se sont établies à 290,1 milliards en 2021, après 231,1 milliards en 2020, soit une hausse de 25,5%. L'analyse de l'évolution des exportations de services met en exergue la prédominance des postes voyages et des services de télécommunication. Les flux créditeurs du poste « voyages » se sont élevés à 105,5 milliards, en hausse de 125,0% par rapport à leur niveau de 2020, du fait de la forte augmentation du nombre de visiteurs internationaux, qui est passé de 75.155 en 2020 à 168.122 en 2021, induite par la levée des restrictions de voyages mises en place durant la période de la crise sanitaire. Les voyageurs sont constitués, pour une grande part, de maliens résidant à l'étranger ainsi que de professionnels dans le cadre des missions, notamment avec la présence de forces militaires étrangères.

Les flux de voyages en provenance des autres pays de l'UEMOA ont augmenté de 78,9%, par rapport à l'année 2020. La Côte d'Ivoire est le premier pays de provenance des visiteurs de l'Union (32,4%), suivie du Sénégal (30,2% des flux) et du Burkina Faso (19,6%).

Concernant les services de télécommunication et d'information reçus, ils ont baissé de 5,4% en 2021 en ressortant à 113,8 milliards, en raison du repli de l'activité de la téléphonie cellulaire et des services connexes. Il s'agit essentiellement des recettes de roaming et d'interconnexion.

Les exportations de services de transport, pour leur composante transport aérien de passagers, ont enregistré des flux de 3,6 milliards, imputables à l'affrètement de compagnies locales par des non-résidents.

Les biens et services reçus par les administrations publiques ont augmenté de 14,1% sur la période, en s'établissant à 59,3 milliards en 2021 contre 51,9 milliards en 2020. Il s'agit des transactions des organismes publics non-résidents et des missions internationales.

1.2.2 Importations de services

Les importations de services se sont accrues de 14,4% en 2021, en s'établissant à 1.349,3 milliards, après 1.179,4 milliards en 2020, en liaison essentiellement avec les services de transports et les services extérieurs reçus dans le cadre des missions militaires, qui ont atteint 391,1 milliards en 2021 (29,0% des importations totales de services).

Après les services des administrations publiques, les transports, composés notamment du fret, constituent le poste qui contribue le plus au déficit des services, en raison de l'importance des importations de biens. Le montant du fret payé aux non-résidents s'est élevé 611,0 milliards en 2021, en hausse de 34,1% par rapport à 2020, suite à l'augmentation des importations de marchandises⁴ et à l'actualisation du taux de fret passant ainsi de 15,5% en 2020 à 17,5% en 2021. Les flux de transport de passagers ont enregistré une hausse de 29,8 milliards (+172,0%), avec la levée des suspensions du trafic aérien, en s'établissant à 47,2 milliards en 2021, après 17,3 milliards en 2020. La Côte d'Ivoire a été la destination privilégiée des maliens avec 24,5% des flux de l'Union, suivi du Burkina (23,2%) et du Sénégal (12,2%).

Les services de voyages constituent également une part importante des flux débiteurs de services (9,5% hors services militaires en 2021), avec un montant de 90,8 milliards, soit une hausse de 26,1% sur la période. Les dépenses de voyages en direction des autres pays de l'UEMOA se sont chiffrées à 36,2 milliards (39,9% du total des voyages), après 28,8 milliards en 2020, marquant ainsi une hausse de 25,7%.

Les importations de services de télécommunications ont enregistré une baisse de 4.2 millions en 2021 (7,3%) et celles des autres services aux entreprises ont affiché un repli de 10,0%. Ces évolutions résultent du ralentissement des prestations de services étrangers reçues par les opérateurs évoluant dans le secteur des télécommunications, des mines ainsi que par certaines institutions sous-régionales.

1.3 Compte de revenu primaire

Le compte de revenu primaire enregistre les rémunérations des salariés, les revenus d'investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts, etc). En 2021, le solde du compte de revenu primaire est ressorti déficitaire de 456,5 milliards, après un déficit de 425,2 milliards l'année précédente, en détérioration de 31,2 milliards de FCFA (7,3%).

Le poste « rémunération des salariés » (correspondant aux revenus du travail) a affiché un solde net de 16,7 milliards, après 14,7 milliards en 2020, en hausse de 14,1%, consécutive à l'augmentation des salaires reçus des représentations diplomatiques. Les flux créditeurs de rémunération des salariés sont évalués à 41,3 milliards en 2021, après 39,0 milliards en 2020. S'agissant des flux débiteurs, ils se sont inscrits à 24,6 milliards en 2021, en hausse de 1,2% par rapport à 2020.

Le déficit des revenus des investissements (correspondant aux revenus du capital) s'est accru de 33,3 milliards en 2021, avec un solde ressorti à -477,1 milliards contre -443,8 milliards en 2020. Cette détérioration de 7,5% s'explique essentiellement par la hausse des revenus des investisseurs directs qui

⁴ Pour rappel, le taux de fret actuellement appliqué est de 17,5%.

constituent 87,9% de ce poste en 2021, avec un montant net de 424,0 milliards (dont 255,4 milliards de dividendes distribués). Ces revenus d'investissements relèvent essentiellement des investisseurs des secteurs des télécommunications, aurifère, bancaire ainsi que de la construction, principales activités attrayantes de l'économie malienne.

Les résidents ont reçu 35,5 milliards de revenus d'investissements de portefeuille en 2021 constitués essentiellement d'intérêts sur les titres de créances acquis par les banques, contre 40,6 milliards en 2020. Les flux débiteurs correspondant aux revenus payés aux non-résidents, pour leur part, ont atteint 47,3 milliards dont 46,9 milliards d'intérêts payés au titre des bons et obligations émis par le Trésor et des emprunts des autres secteurs.

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure se sont établis à 33,0 milliards après 33,4 milliards en 2020. Ces paiements sont essentiellement effectués en faveur de la Banque mondiale (25,1%), de la BID (15,3%), de la Chine (13,8%), de la BOAD (10,6%), de la BAD (9,8%), d'Abu Dhabi (5,8%), de l'Inde (3,0%), de l'Arabie Saoudite (2,7%), de la BIDC (+2,7) et de l'AFD (2,4%).

Tableau 13 : Evolution du compte de revenu primaire

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Rémunération des salariés	1 049	13 469	15 343	14 657	16 729
Revenus des investissements	-289 352	-294 717	-426 718	-443 769	-477 077
Revenus des investissements directs	-257 307	-278 558	-373 434	-408 424	-423 954
Revenus des investissements de portefeuille	18 233	16 051	-19 502	-595	-11 825
Revenus des autres investissements	-50 278	-32 210	-33 783	-34 749	-41 299
dont intérêts sur dette publique extérieure	-28 200	-29 000	-33 783	-33 400	-33 034
Revenus des avoirs de réserve	0	0	0	0	
Autres revenus primaires	-2 546	-2 130	3 857	3 884	3 870
TOTAL DES REVENUS	-290 849	-283 378	-407 518	-425 228	-456 478

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

1.4. Compte de revenu secondaire

L'excédent du compte de revenu secondaire s'est amélioré de 5,6 milliards (+0,7%) en 2021, en lien essentiellement avec les transferts en faveur des autres secteurs (envois de fonds des travailleurs reçus).

L'évolution du revenu secondaire entre 2017 et 2021 est retracée dans le tableau qui suit.

Tableau 14 : Évolution du compte de revenu secondaire

(en millions de FCFA)

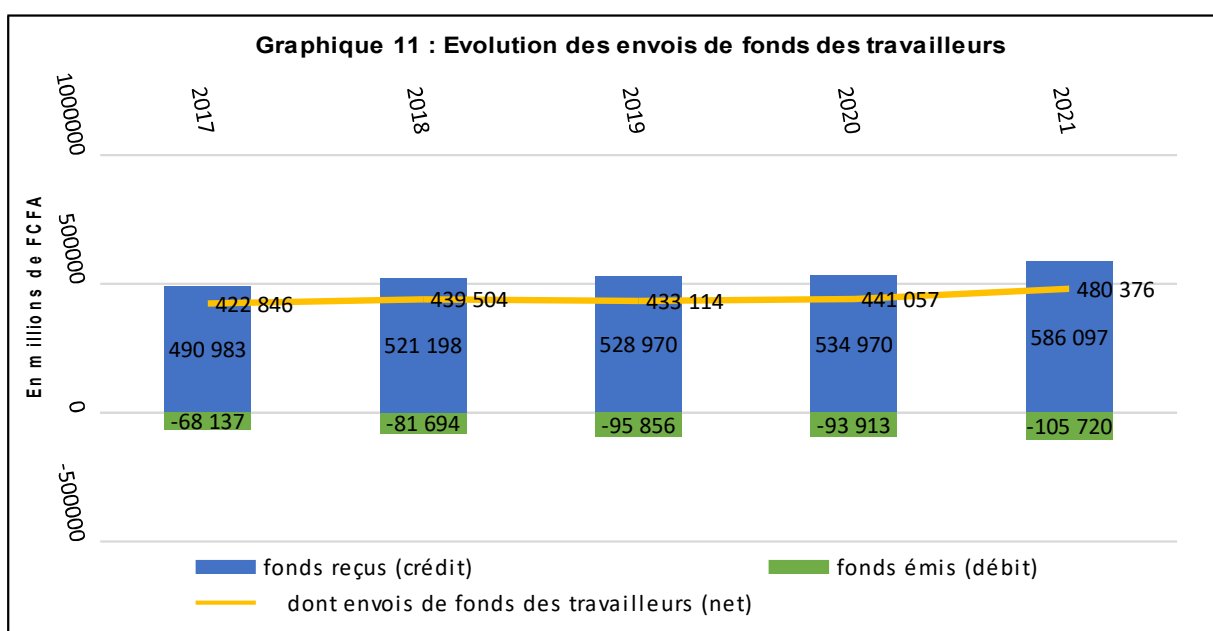
RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Administration publique	428 722	414 169	441 870	372 842	336 304
dont aide budgétaire	48 600	42 500	104 223	35 600	17 400
Autres secteurs	435 349	457 184	450 679	492 073	534 250
dont envois de fonds des travailleurs (net)	422 846	439 504	433 114	441 057	480 376
fonds reçus (crédit)	490 983	521 198	528 970	534 970	586 097
fonds émis (débit)	-68 137	-81 694	-95 856	-93 913	-105 720
REVENU SECONDAIRE NET	864 071	871 353	892 549	864 915	870 554

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

Le revenu secondaire net au profit de l'administration publique est ressorti à 336,3 milliards, après 372,8 milliards l'année précédente. Les flux créditeurs de l'administration publique se sont établis à 347,2 milliards, ce niveau inclut près de 329,7 milliards de ressources mobilisées dans le cadre des missions d'assistance militaire. Les autres fonds mobilisés par l'administration publique se sont établis à 17,4 milliards, au titre de l'appui budgétaire global, après 35,6 milliards en 2020.

Au titre de l'année 2021, l'aide budgétaire provient essentiellement de l'Union européenne, de la Banque mondiale et de la BAD.

Au niveau des flux de revenu secondaire en faveur des autres secteurs de l'économie (sociétés, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages), les flux nets sont ressortis à 534,3 milliards en 2021, en augmentation de 42,2 milliards ou 8,6% par rapport à leur niveau de 2020. Cette évolution découle de l'augmentation de 8,9% des flux nets des envois de fonds des travailleurs migrants qui sont ressortis à 480,4 milliards en 2021. Les flux créditeurs se sont établis à 586,1 milliards, après 535,0 milliards pour l'année 2020, soit une hausse de 9,6%. Une proportion de 19,0% de ce montant provient des autres pays de l'UEMOA, 44,1% des pays de la Zone euro et 36,9% du reste du monde. Au sein de l'UEMOA, ce sont les travailleurs migrants résidant en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Burkina Faso qui envoient le plus de fonds avec respectivement 56,9%, 21,3% et 13,1% des fonds en provenance de l'UEMOA. Au sein de la Zone euro, la France et l'Espagne prédominent, alors qu'au niveau des autres pays, la République du Congo, le Gabon et les Etats-Unis constituent les principales sources.



Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Au terme de l'année 2021, l'excédent du compte de capital, correspondant essentiellement aux remises de dettes et aux aides destinées à financer l'investissement, est ressorti à 76,6 milliards, marquant ainsi une forte baisse de 49,9 milliards (39,4%) par rapport à son niveau de 2020. Cette dégradation découle essentiellement de la baisse des transferts de capital.

Tableau 15 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-2 070	-6 084	-5 363	-2 686	-1 929
Transferts de capital	152 178	139 041	119 299	129 166	78 544
Administrations publiques	113 957	93 495	106 572	97 800	57 183
dont remises de dettes (PPTE)	18 228	18 995	17 601	20 000	8 789
Autres secteurs	38 221	45 546	12 726	31 366	21 361
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	150 108	132 957	113 936	126 480	76 615

Sources : BCEAO et DNTCP (TOFE)

2.1 Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

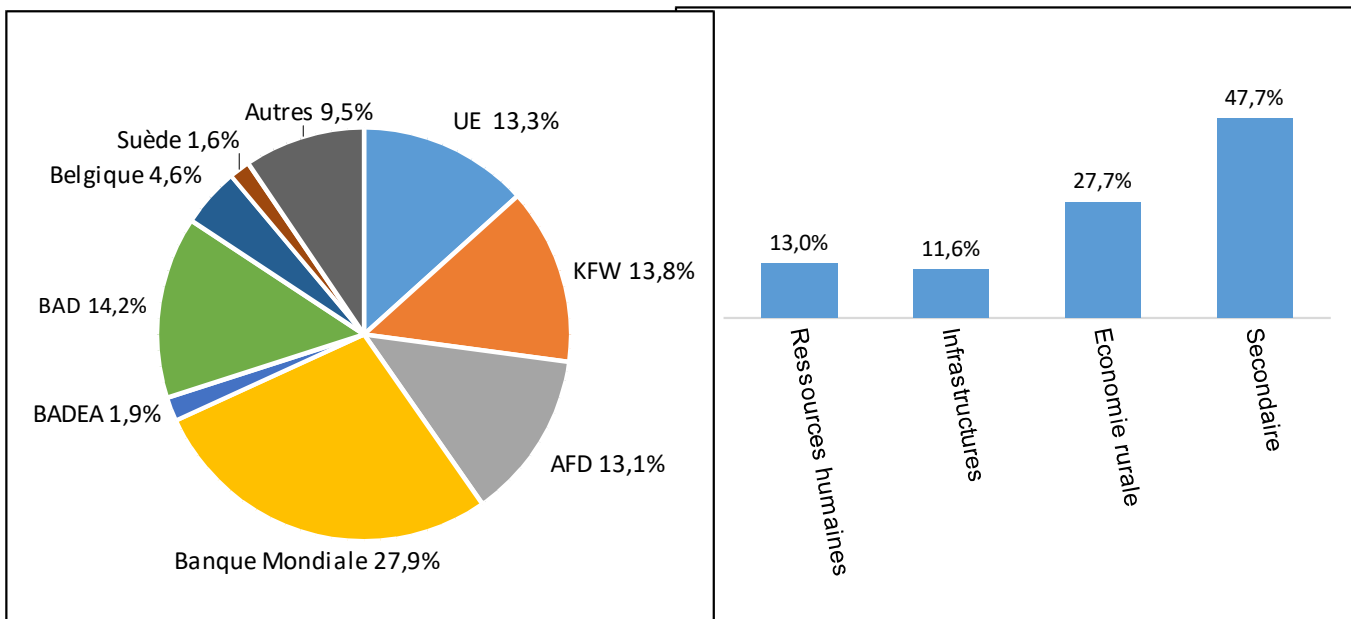
Les transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits au Mali sont ressorties à -1,9 milliard, après -2,7 milliards en 2020, marquant ainsi une amélioration.

2.2 Transferts en capital

Les transferts en capital correspondent aux projets financés par les partenaires techniques et financiers du Mali dans différents secteurs. Les flux de transferts de capital sont ressortis à 78,5 milliards en 2021, après 129,2 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 39,2%. Les dons projets, y compris sectoriels, (hors remise de dettes) se sont établis à 57,8 milliards en 2021, après 77,8 milliards en 2020, soit une baisse de 40,9%. Les appuis budgétaires sectoriels, d'un montant de 0,6 milliard en provenance du Canada et de la Suisse, ont été consacrés à des programmes spécifiques dans le domaine de l'éducation et de la santé. Quant aux dons projets, qui correspondent aux subventions accordées par les partenaires techniques et financiers dans le cadre du programme triennal d'investissement, ils proviennent essentiellement de la Banque mondiale (27,9%), de la Banque africaine de développement (14,2%), de la KfW (13,8%), de l'Union européenne (13,3%) et de l'Agence française de développement (13,1%). Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture (27,7%), des ressources humaines (planification/décentralisation/éducation) (13,0%), des infrastructures routières (11,6%) et du secteur secondaire (47,7%). La remise de dette au titre de l'initiative PPTE s'est élevée à 8,8 milliards.

Les transferts de capital des autres secteurs se sont élevés à 21,4 milliards, en repli de 10,9 milliards par rapport à 2020. Ces appuis correspondent aux transferts effectués par certains organismes internationaux ou organisations non gouvernementales en faveur des « Institutions sans but lucratif au service de ménages ».

Graphique 12 : Répartition des dons projets par bailleur et par secteur bénéficiaire



Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE) et Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPDP)

III. COMPTE FINANCIER

Le compte financier, selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets des passifs vis-à-vis des non-résidents, issus des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres investissements. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux. Au terme de l'année 2021, les flux d'opérations financières ont enregistré un montant net de 657,9 milliards, après 510,3 milliards en 2020, hausse imputable essentiellement aux investissements de portefeuille. Ce solde correspond à 778,7 milliards de flux d'acquisitions nettes d'actifs financiers et 120,8 milliards d'accroissement net des passifs au titre de l'année 2021.

Tableau 16 : Évolution du compte financier

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Investissements directs	-318 338	-259 397	-502 751	-308 340	-323 884
Acquisition nette d'actifs financiers	7 264	161	600	665	30 984
Augmentation nette de passifs financiers	325 602	259 558	503 351	309 004	354 869
Investissements de portefeuille	-16 659	-118 607	-152 804	-191 213	-392 940
Dérivés financiers	0	0	0	0	0
Autres investissements	-82 380	-22 652	-215 887	-10 753	58 945
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	-417 377	-400 656	-871 443	-510 306	-657 879

Source : BCEAO

3.1 Investissements directs

L'accroissement net du passif au titre des investissements directs a été de 354,9 milliards (309,0 milliards en 2020), qui se décompose en titres de participations et bénéfiques réinvestis pour 298,9 milliards et en instruments de dette (emprunts auprès des investisseurs directs) pour 56,0 milliards. La hausse de 14,8% des flux d'investissements directs reçus s'explique par les nombreuses opérations d'emprunts des sociétés minières auprès de leurs maisons mères, à la suite des remboursements exceptionnels effectués en 2020. Ces entrées de capitaux ont été atténuées par la baisse des titres de participation et des réinvestissements des bénéfices, du fait d'importantes distributions de dividendes. Aussi bien pour les participations que pour les instruments de dette, la quasi-totalité des investissements et des remboursements provient des entreprises d'investissement direct. La répartition sectorielle des investissements, au titre des participations (y compris le réinvestissement de bénéfices), montre que le secteur minier a contribué à hauteur de 57,7% à l'augmentation des investissements directs, le secteur de l'intermédiation financière pour 17,7% et le secteur de la communication pour 8,6%. Par ailleurs, les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'hôtellerie et du commerce de gros et détail, ont représenté respectivement 5,5%, 4,3% et 3,7% des flux entrant. Les principaux pays d'origine de ces investissements sont l'Australie, le Canada, les Émirats arabes-unis, les Îles vierges britanniques, le Sénégal et la France.

Les flux d'investissements directs étrangers entrants, en provenance des pays de la zone UEMOA, se sont établis à 49,2 milliards en 2021 (13,9% des IDE), contre 71,2 milliards (23,0% des IDE) en 2020,

soit une baisse de 21,9 milliards, en raison des baisses enregistrées dans les secteurs bancaires et de la télécommunication. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo, représentent respectivement 52,8%, 29,1% et 12,0% de l'ensemble des flux entrants provenant des économies de l'UEMOA.

En ce qui concerne les remboursements d'emprunts auprès des investisseurs directs, ils sont à destination du Ghana, du Royaume-Uni, de la Chine et du Canada. Ils proviennent essentiellement du secteur minier.

3.2 Investissements de portefeuille

Le solde net des investissements de portefeuille (hors autres institutions de dépôts) s'est établi à -392,9 milliards en 2021, après -191,2 milliards en 2020. Les transactions au niveau de ce poste ont concerné essentiellement les opérations du Trésor sur le marché des titres publics (émissions d'obligations et de bons du Trésor). En effet, les flux nets (émissions nettes de remboursements) mobilisés par l'Administration publique sont passés de 186,3 milliards en 2020 à 396,1 milliards en 2021.

A fin 2021, le montant des encours vis-à-vis des non-résidents s'est établi à 1.380,1 milliards (984,0 milliards à fin 2020), avec 106,6 milliards pour les bons du Trésor et 1.273,5 milliards pour les obligations du Trésor. Les vingt et deux (22) émissions réalisées au cours de l'année sur le marché financier régional ont permis de mobiliser 590,6 milliards (65,3% du total) auprès des investisseurs des autres pays⁵, correspondant à 124,7 milliards de bons du Trésor et 465,9 milliards d'obligations du Trésor.

Concernant les titres de participation et parts dans les fonds de placement, il a été enregistré des hausses de 6,5 milliards et 2,9 milliards au titre des engagements nets et des acquisitions nettes respectivement, correspondant essentiellement aux transactions des autres secteurs notamment les sociétés non financières, les ménages et les ISBLM.

3.3 Dérivés financiers

A l'instar des années précédentes, il n'y a pas eu de transactions relatives aux dérivés financiers.

3.4 Autres investissements

Le solde de ce compte, qui recense principalement les transactions sur les numéraires et les dépôts, les crédits commerciaux, les prêts et les autres comptes à recevoir et/ou à payer est ressorti à +58,9 milliards, qui se décline en accroissement net de créances de 85,6 milliards (64,5 milliards en 2020) et en augmentation nette des engagements de 26,7 milliards (75,3 milliards en 2020).

La hausse des créances est imputable aux autres secteurs (sociétés non financières, ménages et ISBLM), dont les crédits commerciaux accordés aux non-résidents sont ressortis en hausse de 62,4 milliards en 2021, tandis que les dépôts à l'étranger et les avoirs en devises ont baissé de 37,7 milliards pour s'établir à -17,7 milliards en 2021, après un excédent de 20,0 milliards en 2020.

Le passif des autres secteurs, qui s'est inscrit à 26,7 milliards en 2021, a enregistré une augmentation nette de 43,4 milliards de prêts et une diminution de 13,5 millions de crédits commerciaux reçus des

⁵ Le montant total des émissions (Mali compris) est de 905,0 milliards en 2021.

sociétés. Au niveau de l'Administration publique, les engagements nets sont ressortis à 10,2 milliards après 51,2 milliards en 2020. Au total, 113,5 milliards de tirages de prêts et 103,3 milliards d'amortissement (après 139,6 et 88,4 milliards respectivement en 2020) ont été effectués au cours de l'année. Il n'a pas été enregistré d'arriérés de paiement sur la dette en 2021. Ces décaissements de prêts émanent essentiellement de la Banque Mondiale (23,4%), du Fonds Africain de Développement (14,4%), de la Banque Islamique de Développement (11,2%), de la Banque Ouest Africaine de Développement (9,1%) et de partenaires bilatéraux (France et Inde). En outre, le Mali a bénéficié de tirages nets sur les ressources du FMI à hauteur de 31,2 milliards, au titre de la Facilité élargie de crédit.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

4.1 Actifs extérieurs nets de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de l'Institut d'émission se sont consolidés sur la période, marquant une augmentation de 43,2 milliards, après celle de 193,6 milliards enregistrée en 2020. Cette évolution est subséquente à la progression de ses créances brutes sur l'extérieur de 316,1 milliards, induite par les « Avoirs officiels de réserve » (+204,7 milliards) et les « Autres actifs extérieurs » (+111,4 milliards). Il est à noter que cette rubrique est composée, pour une large part, des créances sur les autres pays de l'Union et des transferts en cours d'encaissement.

Quant aux engagements extérieurs, ils se sont accrus de 272,9 milliards, après une hausse de 29,4 milliards enregistrée en 2020. Cet accroissement est induit par celui des « Recours aux crédits du Fonds » (+33,6 milliards) et des « Autres engagements extérieurs » (+239,3 milliards), dont les « Allocation en DTS » pour +148,3 milliards.

Tableau 17 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
AVOIRS	347 631	526 061	685 661	908 654	1 224 778
Avoirs officiels de réserve	80 375	157 862	163 639	277 193	481 916
dont DTS détenus	59 276	126 409	134 471	256 694	446 470
Autres actifs extérieurs	267 256	368 199	522 022	631 461	742 862
ENGAGEMENTS	355 769	419 185	397 367	426 729	699 611
Recours aux crédits du Fonds	113 139	181 201	189 457	297 550	331 162
Autres engagements extérieurs	242 630	237 983	207 910	129 180	368 449
AVOIRS NETS	-8 138	106 876	288 294	481 924	525 167

Source : BCEAO

4.2 Actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts

Les actifs extérieurs nets des banques sont ressortis en baisse de 101,0 milliards, après une consolidation de 257,2 milliards enregistrée en 2020, en liaison avec l'augmentation des engagements extérieurs qui n'a pas été entièrement compensée par la hausse des créances extérieures.

En effet, les engagements extérieurs ont progressé de 176,9 milliards, à la faveur de la hausse des dépôts des non-résidents dans les banques (72,3 milliards) et des crédits accordés aux banques (104,4 milliards).

La hausse de 75,9 milliards des créances extérieures des autres institutions de dépôts est imputable à celle de 58,8 milliards des créances sur l'extérieur détenues par les banques et de 61,3 milliards des titres autres que les actions, avec un stock de 816,1 milliards. En revanche, les dépôts des non-résidents dans les banques ont diminué de 57,4 milliards en 2021.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Avoirs	845 199	870 866	839 269	1 035 723	1 111 612
dont dépôts	132 383	205 602	100 924	150 749	93 296
Engagements	628 466	664 216	549 422	488 712	665 630
dont dépôts	317 626	387 176	300 858	277 153	349 452
dont crédits	309 889	276 194	247 881	211 030	315 392
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	216 733	206 650	289 847	547 011	445 982

Source : BCEAO

4.3 Actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

Les besoins de financement dégagés au niveau des opérations courantes et en capital n'ont pas été entièrement couverts par les transactions financières. Cette situation s'est traduite par un solde global déficitaire de la balance des paiements de 57,8 milliards en 2021, après l'excédent de 450,8 milliards enregistré en 2020. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution des avoirs extérieurs nets entre 2017 et 2021.

Tableau 19 : Evolution des actifs extérieurs nets des Institutions de dépôts

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Variation AEN banques de dépôts	-115 188	-10 083	83 197	257 164	-101 029
Variation AEN Banque centrale	73 876	115 014	181 418	193 630	43 243
Variation des AEN totaux / SOLDE GLOBAL BDP	-41 312,39	104 931	264 615	450 794	-57 786

Source : BCEAO

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1 Evolution de la position extérieure globale nette

La position extérieure globale (PEG) correspond au stock d'avoires et d'engagements financiers extérieurs, avec comme composantes les créances et les engagements vis-à-vis de l'étranger ainsi que le stock d'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS).

Au titre de l'année 2021, la PEG s'est élevée à -7.416,1 milliards, soit une détérioration de 712,8 milliards par rapport à son niveau de 2020. Cette évolution résulte d'une augmentation importante du stock des passifs financiers qui n'a pas été compensée par la hausse des actifs financiers au cours de la période. En effet, le stock des actifs financiers a affiché un montant de 2.902,9 milliards en 2021, en hausse de 533,6 milliards ou 22,5%. Cette évolution résulte de l'accroissement des actifs au titre des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille, des autres investissements (prêts, crédits commerciaux et autres comptes à recevoir) et des avoires de réserve qui ont affiché des hausses respectives de 76,8%, 10,9%, 12,8 et 37,1%. Au titre des avoires de réserve, le stock détenu est passé de 908,6 milliards à 1.245,5 milliards.

Quant au stock des passifs, il s'est établi à 10.319,0 milliards, en hausse de 1.246,4 milliards ou 13,7% par rapport à son niveau de 2020. Cette évolution est en liaison essentiellement avec l'accroissement des passifs au titre des investissements directs pour 348,9 milliards ou 12,0%, des investissements de portefeuille, qui ont marqué une progression de 412,6 milliards ou 37,8% et des autres investissements pour 484,8 milliards ou 9,6%.

Tableau 20 : Variation de la position extérieure globale nette⁶

(en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	2 369 328	20 738	2 902 912
1	Investissements directs	40 322		71 306
2	Investissements de portefeuille	831 482		921 944
3	Dérivés financiers			0
4	Autres investissements	588 871	0	664 145
4.1	Autres titres de participation	0		0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	424 428	0	352 653
4.3	Prêts	87 435	0	129 792
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.			
4.5	Crédits commerciaux	11 013	0	45 347
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	65 994	0	136 353
5	Avoirs de réserves	908 654	20 738	1 245 516
5.1	Or monétaire			
5.2	Droits de tirage spéciaux	256 694	19 352	446 470
5.3	Position de réserve au FMI	18 591	1 386	31 974
5.4	Autres avoirs de réserve	633 369	0	767 073
B	Stocks de passifs financiers	9 072 585	23 791	10 318 963
1	Investissements directs	2 909 479	0	3 258 423
2	Investissements de portefeuille	1 091 301	0	1 503 924
3	Dérivés financiers			
4	Autres investissements	5 071 806	23 791	5 556 616
4.1	Autres titres de participation			
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	180 890	0	243 362
4.3	Prêts	4 641 749	14 354	4 818 005
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant	2 418	0	3 217
4.5	Crédits commerciaux	122 928	0	110 288
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	54 426	0	164 027
4.7	Droits de tirage spéciaux	69 395	9 437	217 716
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-6 703 257	-3 053	-7 416 051

Source : BCEAO

5.2 Structure géographique de la position extérieure globale

La répartition géographique de la PEG montre une prééminence des transactions financières avec les autres pays en comparaison avec celles des pays de l'UEMOA et de la Zone euro. Les pays hors UEMOA et hors Zone euro sont détenteurs de 69,1% du stock d'engagements étrangers du Mali, contre 27,7% pour les pays de l'UEMOA et 3,3% pour les pays de la Zone euro.

Au niveau des actifs financiers détenus auprès des non-résidents, les pays hors UEMOA et hors Zone euro détiennent 60,9% des avoirs, contre 36,2% pour les pays de l'UEMOA et 2,9% pour les pays de la Zone euro.

⁶ Les autres flux représentent des variations d'actifs et de passifs financiers dues à des causes autres que les transactions entre résidents et non-résidents (réévaluations dues aux variations des taux de change et autres variations de prix).

Tableau 21 : Orientation géographique de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
A	Stock d'actifs financiers	1 051 747	83 459	1 767 706	2 902 912
1	Investissements directs	62 233	0	9 073	71 306
2	Investissements de portefeuille	915 849	3 422	2 673	921 944
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	210 960	80 037	373 149	664 145
5	Avoirs de réserves	-137 295	0	1 382 811	1 245 516
5.1	Or monétaire	0			0
5.2	Droits de tirage spéciaux	0		446 470	446 470
5.3	Position de réserve au FMI	0		31 974	31 974
5.4	Autres avoirs de réserve	-137 295	0	904 368	767 073
B	Stocks de passifs financiers	2 854 161	338 683	7 126 119	10 318 963
1	Investissements directs	422 053	61 268	2 775 102	3 258 423
2	Investissements de portefeuille	1 414 551	53 259	36 114	1 503 924
3	Dérivés financiers				0
4	Autres investissements	1 017 557	224 156	4 314 903	5 556 616
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-1 802 414	-255 224	-5 358 413	-7 416 051

Source : BCEAO

5.3 Ventilation sectorielle de la position extérieure globale

En 2021, le stock des actifs financiers est détenu, à hauteur de 39,5%, par les autres institutions de dépôts, sous forme d'investissements de portefeuille et d'autres investissements pour l'essentiel. La Banque Centrale, avec les avoirs de réserve, détient 42,9% des actifs extérieurs. Le reste des actifs financiers, soit 17,6%, est détenu pour l'essentiel par les sociétés non financières, dont les avoirs sont constitués d'investissements directs, de dépôts et de crédits commerciaux consentis à leur clientèle.

Le stock des engagements financiers est détenu essentiellement par l'Administration publique (46,8%), par les sociétés non financières (40,1%) et, dans une moindre mesure, par les institutions de dépôts (13,1%). Il se compose de prêts et d'investissements de portefeuille de l'Administration publique ainsi que des investissements directs étrangers des sociétés non financières.

Tableau 22 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

(en millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institut. de dépôts	Adm. Pub.	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Fin.	Sté. Non Fin.	
	Stock d'actifs financiers	1 245 516	1 146 385	0	511 010	6 972	504 039	2 902 912
1	Investissements directs				71 306		71 306	71 306
2	Investissements de portefeuille	0	910 128	0	11 816	6 941	4 875	921 944
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements		236 257	0	427 888	31	427 857	664 145
5	Avoirs de réserves	1 245 516						1 245 516
5.1	Or monétaire							0
5.2	Droits de tirage spéciaux	446 470						446 470
5.3	Position de réserve au FMI	31 974						31 974
5.4	Autres avoirs de réserve	767 073						767 073
	Stocks de passifs financiers	723 402	631 917	4 829 905	4 133 739	13 837	4 119 903	10 318 963
1	Investissements directs				3 258 423		3 258 423	3 258 423
2	Investissements de portefeuille		93 633	1 380 100	30 191	738	29 453	1 503 924
3	Dérivés financiers				0			0
4	Autres investissements	723 402	538 284	3 449 805	845 125	13 099	832 026	5 556 616
	Position extérieure globale nette	522 114	514 469	-4 829 905	-3 622 729	-6 865	-3 615 864	-7 416 051

Source : BCEAO

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'embellie sur le plan économique, faisant suite à la reprise des activités, a eu un impact mitigé sur les comptes extérieurs. En effet, bien que certaines composantes soient bien orientées, globalement la situation se traduit par des contre-performances par rapport à l'année 2020. Ainsi, le solde global de la balance des paiements s'est dégradé en 2021, en se chiffrant à -57,8 milliards, après 450,8 milliards l'année précédente. Des excédents avaient également été enregistrés pendant les deux années antérieures.

Le déficit courant s'est fortement accru, en ressortant à 7,7% du PIB. Les transactions courantes et en capital se sont soldées par un besoin de financement de 737,7 milliards qui, du fait de son ampleur, n'a pas été entièrement couvert par les entrées de capitaux. En effet, ces dernières ont été impactées par des sorties au titre des crédits commerciaux et des autres comptes à recevoir du secteur privé à hauteur de 85,6 milliards. En outre, les investissements directs, les investissements de portefeuille (émission de bons et d'obligations du Trésor public) et les tirages de prêts de l'Administration publique et du secteur privé ont permis de financer les besoins à hauteur de 657,9 milliards.

En définitive, les actifs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés de 57,8 milliards et la position extérieure globale nette du Mali s'est détériorée de 712,8 milliards.

Pour renforcer sa viabilité extérieure, le Mali devrait poursuivre et renforcer les mesures de politique économique de nature à contenir le déficit budgétaire et celui du compte courant à travers l'augmentation de l'offre locale de produits et de services. Pour ce faire, les stratégies de politique économique, ci-après, devraient être inscrites parmi les priorités :

- la diversification de la base de produits d'exportation, notamment les produits du cru et les biens manufacturés, en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard des secteurs minier et cotonnier ;
- l'accroissement de la valeur ajoutée des exportations, à travers la transformation des produits locaux. Ceci induit le suivi et l'appui aux filières de production et de commercialisation porteuses, dont le raffinage de l'or sur place, la transformation du coton et la modernisation de la filière de l'élevage ;
- le renforcement de l'investissement dans le secteur industriel, à travers la mise en place de mesures attractives, en vue de réduire le déficit commercial.
- la mise en œuvre de mesures d'incitation à la création d'entreprises de services dans des créneaux spécialisés, en soutenant notamment les capacités d'investissement ;
- le renforcement des actions d'amélioration du cadre des affaires dans les secteurs porteurs de croissance, comme les services et l'industrie, afin d'y accroître les investissements directs étrangers.

En vue de la mise en œuvre de toutes ces mesures de politique économique, l'Etat devrait poursuivre les efforts pour le renforcement de la stabilité socio-politique et le retour de la paix.

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 :	Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali	46
Annexe 2 :	Ajustements des données monétaires	
Tableau A1 :	Tableau de réconciliation des statistiques financières internationales et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	53
Tableau A2 :	Tableau de réconciliation des statistiques monétaires et de la balance des paiements - Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts	53
Annexe 3 :	Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs	54
Tableau A3 :	Evolution des exportations FOB ajustées de biens	54
Tableau A4 :	Evolution des importations ajustées de marchandises générales	54
Tableau A5 :	Répartition géographique des exportations du Mali	55
Tableau A6 :	Répartition géographique des importations du Mali	56
Tableau A7 :	Exportations communautaires en 2021	57
Tableau A8 :	Importations communautaires en 2021	57
Tableau A9 :	Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2021	58
Tableau A10 :	Principaux produits d'exportation du Mali en 2021	58
Tableau A11 :	Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021	59
Tableau A12 :	Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2021	59
Tableau A13 :	Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus	60
Tableau A14 :	Balance des paiements du Mali de 2021 (détaillée)	61
Tableau A15 :	Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI	69
Tableau A16 :	Position extérieure globale- MALI	73
Tableau A17 :	Autres produits d'exportation	79
Tableau A18 :	Autres produits d'importation	81

Annexe 1 : Note méthodologique sur l'élaboration de la balance des paiements du Mali

1. Généralités

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 2009.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n° 09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, sur le plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Concepts fondamentaux

Territoire économique : le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales, le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.

Résidence : la résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique **prédominant** ». Le nouveau Manuel (6^{ème} édition) n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « **prédominant** » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires.

Transactions : les transactions enregistrées dans la 6^{ème} édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant par accord mutuel ou par l'effet de la loi impliquant un échange de valeurs ou un transfert.

Cette définition exclut des flux de balance des paiements les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs, les abandons de créance, les variations d'actifs et de passifs des personnes ou entités changeant de lieu de résidence, etc. Il en est de même pour les pertes ou gains de détention qu'entraînent les fluctuations de taux de change ou la variation des prix d'actifs ou de passifs. Ces variations sont enregistrées dans la colonne « autres flux » et prises en compte dans la position extérieure globale.

Autres flux : les « autres flux » comprennent les « réévaluations » et les « autres variations de volume ».

Réévaluations : pertes ou gains de détention qu'entraînent pour les propriétaires d'actifs ou de passifs financiers la variation de leurs prix ou les fluctuations de taux de change.

Autres variations de volume : changements non attribuables aux transactions ou aux réévaluations. Il s'agit notamment des abandons de créances, des pertes d'actifs dues à une catastrophe naturelle, du changement de résidence par une personne détenant des actifs ou passifs

financiers ou des changements de classification.

Unité institutionnelle : c'est une entité économique qui est capable, de son propre chef, de posséder des actifs, de contracter des obligations, de s'engager dans des activités économiques et de réaliser des opérations avec d'autres entités.

Investisseur direct : investisseur qui détient directement ou indirectement au moins 10% du capital d'une entreprise.

Entreprise d'investissement direct : entreprise résidente d'une économie, dans laquelle un investisseur résident d'une autre économie détient directement ou indirectement, au moins 10% des droits de vote dans le cas d'une société, ou l'équivalent, s'il s'agit d'une entreprise non constituée en société. Elles peuvent prendre la forme **d'entités associées, de filiales ou de succursales**.

Entités associées : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient directement de 10% au moins à 50% au plus des droits de vote.

Filiales : entreprises d'investissement direct dont un investisseur détient plus de 50% des droits de vote (entreprise sous-contrôle de l'investisseur).

Succursales : entreprises d'investissement direct non constituées en sociétés et qui sont détenues à 100% par son investisseur direct.

Entreprises sœurs : entreprises directement ou indirectement influencées par une même entreprise, à condition qu'aucune des deux sociétés ne détienne 10% ou plus du capital de l'autre. Toutefois, les prêts inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclus de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument.

Entreprises affiliées : entités avec lesquelles une entreprise entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs).

3. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (BCEAO, FMI, etc.).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé « DEC » qui sert à recenser, de manière globalisée, les données

issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, AFRISTAT, FMI, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document « Dette extérieure publique » est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

4. Pratiques d'établissement des données

4.1 Compte courant et compte de capital

Importations / exportations de marchandises générale : toutes transactions sur biens meubles entre résidents et non-résidents. Les « achats de biens dans les ports par les transporteurs » sont désormais inclus dans « marchandises générales ». Le négoce international et les transactions sur l'or non monétaire sont exclus de cette catégorie. Les biens exportés ou importés pour transformation et les réparations de biens, ainsi que les effets personnels des migrants sont exclus de ce champ.

Réexportation de marchandises : les opérations sur biens produits dans d'autres économies et précédemment importés qui sont exportés sans profonde transformation, doivent être classées séparément si elles constituent une part importante des exportations.

Négoce international : achat de biens par un résident (de l'économie déclarante) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question. L'acquisition des biens est enregistrée au poste des biens en tant qu'exportation négative (flux créditeur négatif) de l'économie du déclarant. Quant à la vente, elle est comptabilisée au poste de biens vendus dans le cadre du négoce international en tant qu'exportation positive (flux créditeur positif) de l'économie du négociant.

Services de fabrication sur des intrants physiques détenus par des tiers : ils concernent les services de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires des biens en question.

Services d'entretien et de réparation non compris ailleurs : il s'agit des travaux d'entretien et de réparation effectués par des résidents sur des biens qui appartiennent à des non-résidents (et vice versa).

Service postaux et de messagerie : ils portent sur la levée, le transport et la distribution des lettres, journaux, périodiques, brochures et autres documents imprimés, colis et paquets, ainsi que les services de guichets postaux et de location de boîtes postales. Ils incluent également les services de guichets postaux, tels que la vente de timbres et mandats-poste, de poste restante, de télégraphie, etc.

Frais de mission et de formation à l'étranger : ce sont les dépenses d'hébergement, de restauration, de déplacement et de formation etc engagées à l'étranger. Ils n'incluent pas le coût du transport entre le pays et le ou les pays étrangers.

Travaux de construction : ils recouvrent la création, la rénovation, la réparation ou l'agrandissement d'actifs fixes, sous la forme de bâtiments, d'aménagement de terrains relevant de l'ingénierie et autres constructions d'ingénierie, telles que les routes, ponts, barrages, etc. Ils englobent les travaux de préparation des chantiers et de construction générale, ainsi que les services spécialisés, tels que les services de peinture, de plomberie et de démolition. La gestion des projets est également comprise dans cette catégorie. L'acquisition de biens et services par les entreprises de construction dans l'économie où elles effectuent les travaux de construction est elle

aussi enregistrée au poste construction.

Services d'assurance (autres que sur les marchandises) et de pensions : ils englobent l'assurance-vie et les annuités d'assurance-vie, l'assurance dommages, la réassurance, les pensions, les garanties standardisées et les services auxiliaires aux assurances, de pension et de garantie standardisée.

Services d'assurance auxiliaires : ils recouvrent les opérations qui sont étroitement liées aux services d'assurance et des caisses de retraite et fonds de pension, y compris les commissions des agents, les services d'agents et de courtiers d'assurance, les services de conseil en assurance et en constitution de retraites, les services d'évaluation des dommages et de règlement des sinistres, les services actuariels, les services d'administration des sauvetages, les services de réglementation et de contrôle des indemnisations et les services de recouvrement.

Services financiers : ils englobent les services d'intermédiation financière et les services auxiliaires, à l'exception de ceux qui sont fournis par les compagnies d'assurances et les caisses de retraite et fonds de pension. Ils sont généralement fournis par les banques et les autres sociétés financières. Ils comprennent la collecte des dépôts et l'octroi des prêts, les lettres de crédit, les services de carte de crédits, les commissions et frais liés aux opérations de crédit-bail, d'affacturage, de garantie et de compensation des paiements. Ils incluent également les services de conseil financier, la conservation d'actifs financiers ou de lingots, la gestion d'actifs financiers, les services de surveillance et de contrôle, la fourniture de liquidités, les services de prise en charge des risques autres que les assurances, les services liés aux fusions acquisitions, les services de notation du crédit, les services boursiers et les services de fiducie.

Frais pour usage de propriétés intellectuelles non compris ailleurs : ils recouvrent les commissions pour utilisation des droits de propriété (brevets, marques commerciales, droits d'auteur, procédés de fabrication et dessins industriels) et les frais de licence pour reproduire et/ou distribuer la propriété intellectuelle incorporée dans les œuvres originales ou prototypes créés (droits d'auteur sur les livres et manuscrits, logiciels informatiques, œuvres cinématographiques et enregistrements sonores).

Services de télécommunications : ils recouvrent les frais réglés à des non-résidents ou les recettes de télécommunications reçues des non-résidents, pour la transmission de sons, d'images, de données ou autres informations par téléphone, télex, télégramme, radio ou télévision (par câble ou satellite), courrier électronique, télécopie, etc. ainsi que les services de réseau, de téléconférence et d'appui fournis aux entreprises. Ils ne tiennent cependant pas compte de la valeur des informations transportées. Ils incluent aussi les services de téléphonie cellulaire, les services de base par Internet et les services d'accès en ligne, y compris la fourniture de l'accès à Internet. Ils excluent les services d'installation de réseaux téléphoniques (inclus dans les travaux de construction) et les services concernant les bases de données et autres services informatiques connexes qui permettent d'avoir accès aux données fournies par des serveurs de bases de données (enregistrés parmi les services d'information).

Service d'informatique : cette transaction englobe les services liés aux matériels et logiciels informatiques et les services de traitement de données. Ne sont pas inclus dans les services informatiques, les logiciels prêts à l'emploi qui sont considérés comme des biens, les droits de licence de reproduction et/ou de distribution de logiciels, qui sont inclus dans les commissions pour usage de propriété intellectuelle, ainsi que les stages de formation à l'informatique non spécifiques qui sont inclus dans les autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs.

Service d'information : cette transaction englobe les transactions entre résidents et non-résidents sur les services fournis par les agences d'information comme la communication d'informations, de photographies et d'articles de fond aux médias, ainsi que les abonnements directs individuels aux journaux et périodiques, reçus par courrier, transmission électronique ou autres moyens. Il inclut également la conception des bases de données, le stockage des données et la diffusion des données et bases de données (y compris les annuaires et les listes de distribution), en ligne et par le biais de supports magnétiques, optiques ou imprimés, ainsi que les fenêtres de recherche sur le

Web (services de moteur de recherche trouvant des adresses Internet pour les clients qui introduisent des questions sous forme de mots clés).

Services de recherche-développement : ils comprennent les services liés à la recherche fondamentale, à la recherche appliquée et à la mise au point expérimentale de nouveaux produits et procédés.

Autres services aux entreprises : ils comprennent les autres services commerciaux, locations et services divers aux entreprises. Les autres services commerciaux englobent notamment les frais de manutention et de transit de marchandises, alors que les services divers rassemblent les services techniques, tels que les frais d'étude et de recherche ainsi que l'assistance technique.

Services spécialisés et services de conseil en gestion : ils recouvrent les services juridiques, de comptabilité, de conseil en gestion, les services de gestion et de relations publiques ainsi que les services de publicité, d'études de marché et de sondage d'opinion.

Services techniques, services liés au commerce et autres services aux entreprises : ils englobent les services d'architecture, d'ingénierie et autres services techniques, les services de traitement de déchets et de dépollution, les services agricoles et miniers, les services de location-exploitation, les services liés au commerce et les autres services aux entreprises (distribution d'eau, de vapeur, de gaz et autres produits pétroliers, etc.).

Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs : ils comprennent les services audiovisuels et connexes, ainsi que les autres services culturels et relatifs aux loisirs.

Biens et services des administrations publiques non compris ailleurs : ils correspondent aux biens et services fournis ou reçus par des enclaves, telles que les ambassades, les bases militaires et les organisations internationales. Y sont également inclus, les biens et services achetés à l'économie d'accueil par les diplomates, les effectifs consulaires et le personnel militaire en poste à l'étranger, ainsi que par les personnes qui sont à leur charge, les services fournis ou reçus par les administrations publiques et non inclus dans d'autres catégories de services.

Dividendes reçus/versés sur les titres de participations : la part des bénéfices reçus/versés par une entreprise sur des actions détenues/émises par les non-résidents.

Réinvestissement de bénéfices/Bénéfices réinvestis : ils correspondent aux revenus de participations revenant aux investisseurs directs, diminués des bénéfices distribués, proportionnellement au pourcentage de capital détenu, et qui sont réinvestis dans l'entreprise pour accroître leurs participations.

Intérêts versés ou reçus des entreprises affiliées : ce sont des intérêts sur instruments de dettes émis ou détenus par une entreprise sur des entreprises affiliées.

Autres intérêts versés ou reçus : ce sont des intérêts sur crédits commerciaux, dépôts et emprunts bancaires, sur swaps de devises ou de taux, sur accords de taux futurs (Forward Rate Agréments) etc. Les intérêts sur les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés sont également compris dans cette rubrique.

Taxes sur la production et les importations versées : ce sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

4.2 Compte financier

Titres de participation détenus sur les entreprises d'investissement direct : part des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) d'une entreprise dans les entreprises où elle détient au moins 10 % (filiales, associés ou succursale).

Titres de participation détenus sur les investisseurs directs (investissements à rebours) : part des fonds propres d'une entreprise dans les entreprises d'investisseurs directs.

Titres de participation détenus sur les entreprises sœurs : parts des fonds propres (capital social, réserves, report à nouveau) des entreprises sœurs non-résidentes détenus par une entreprise à titre d'investissements directs.

Titres de participation détenus par les investisseurs directs : parts des fonds propres d'une entreprise détenus à au moins 10% par des investisseurs non-résidents.

Titres de participation détenus par les entreprises d'investissement direct (investissement à rebours) : parts des fonds propres d'une entreprise détenus par ses filiales, des sociétés associées ou succursales.

Titres de participation détenus par les entreprises sœurs : parts des fonds propres de votre entreprise détenue par les entreprises sœurs.

Prêts accordés ou reçus des entreprises affiliées : détention ou émission d'instruments de dettes par votre entreprise sur des entités avec lesquelles elle entretient des relations d'investissement direct (investisseurs directs, entités associées, filiales, succursales ou entreprises sœurs). Les créances inter-entreprises entre intermédiaires financiers affiliés (à l'exception des compagnies d'assurance et fonds de pension) sont exclues de l'investissement direct, quel que soit le type d'instrument. A cet égard, ils ne sont pas pris en compte dans cette catégorie.

Titres de participations (< 10 %) : prises de participation représentant moins de 10% des fonds propres des entreprises non-résidentes, sous forme d'investissements de portefeuille (placement).

Titres de créance : ils comprennent les obligations garanties ou non, les billets de trésorerie, les billets à ordre, les certificats de dépôts, les bons des établissements financiers, les bons du Trésor et autres titres non représentatifs d'une participation au capital.

Instruments financiers dérivés : ce sont des instruments financiers qui sont liés à un autre instrument financier spécifique ou à un indicateur ou à une marchandise et qui permettent en tant que tels de négocier des risques financiers sur des marchés de capitaux. Pour leur enregistrement, il y a lieu d'indiquer à l'actif le montant du principal à recevoir et au passif le montant du principal à livrer.

Autres titres de participations : ce sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres de portefeuille.

Autres prêts : ce sont des actifs financiers créés lorsqu'un créancier prête des fonds directement à un débiteur via un instrument qui n'a pas vocation à être négocié.

Crédits commerciaux : ils correspondent (généralement) à des crédits à court terme entre entreprises dans le cours normal d'affaires par les fournisseurs/acheteurs de biens ou services.

5. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter

périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de l'INSTAT et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

6. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai maximum d'un an après la fin de l'année de référence. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels. Elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/2010/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de cette annexe dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs et de la position extérieure globale des Etats membres de l'UEMOA, ainsi que de la balance des paiements régionale". L'article 2 suivant précise : "Les informations recueillies en application de l'article premier ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Annexe 2 : Ajustements des données monétaires

Tableau A1 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements

Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	347 631,00	526 061,00	685 661,06	908 653,55	1 224 778,45	316 124,90
Ajustements/Autres flux						
Total avoirs en balance des paiements	347 631,00	526 061,00	685 661,06	908 653,55	1 224 778,45	316 124,90
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	355 769,00	419 185,00	397 367,04	426 729,17	699 611,11	272 881,94
dont Allocation DTS	69 607,00	71 177,00	72 444,98	69 394,85	217 716,11	148 321,26
Ajustements/Autres flux						
Total engagements en balance des paiements	355 769,00	419 185,00	397 367,04	426 729,17	699 611,11	272 881,94
AVOIRS EXTERIEURS NETS	-8 138,00	106 876,00	288 294,02	481 924,37	525 167,33	43 242,96

Source : BCEAO

Tableau A2 : Réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des Paiements

Avoirs et engagements extérieurs des Autres institutions de dépôts (AID)

(en millions de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	Variation
AVOIRS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	845 199,00	870 865,00	839 269,00	1 035 723,00	1 111 612,00	75 889,00
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-9 928,00					0,00
Débiteurs divers	469,00					0,00
Divers-comptes d'ordre	66,00					0,00
Billets externes UMOA	9 246,60					0,00
Ajustements		0,60				0,00
Total avoirs en balance des paiements	845 199,00	870 865,60	839 269,00	1 035 723,00	1 111 612,00	196 454,00
ENGAGEMENTS						
Statistiques financières internationales						
Statistiques monétaires (données FISEC)	628 156,00	664 216,00	549 422,00	488 712,00	665 630,00	176 918,00
Comptes exigibles après encaissement	-22 192,00					0,00
Dépôts des Maliens de l'extérieur	178 487,04					0,00
Versement à effectuer/ titres de placement	0,00					0,00
Créditeurs divers	28,00					0,00
Divers-comptes d'ordre	72,00					0,00
Ajustements	310,00					0,00
Total engagements en balance des paiements	628 466,00	664 216,00	549 422,00	488 712,00	665 630,00	176 918,00
AVOIRS EXTERIEURS NETS	216 733,00	206 649,60	289 847,00	547 011,00	445 982,00	-101 029,00

Source : BCEAO

Annexe 3 : Tableaux complémentaires sur l'évolution des comptes extérieurs

TABLEAU A3: Evolution des exportations FOB ajustées de biens

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Coton	200 049	262 378	249 114	161 569	156 658
Pierres et métaux précieux	1 286 966	1 467 846	1 556 407	1 889 563	1 866 935
Animaux vivants	108 924	108 393	123 595	78 810	139 366
Autres	141 759	173 488	204 914	162 902	150 355
Total statistiques du commerce extérieur	1 737 698	2 012 106	2 134 030	2 292 843	2 313 314
Ajustements de champ (non contrôlé)	59 436	58 811	98 843	78 790	91 839
Ajustements de valeur	-111 238	-79 485	-79 485	387 751	288 684
EXPORTATIONS AJUSTEES	1 685 895	1 991 432	2 153 388	2 759 384	2 693 837

Sources : BCEAO et INSTAT.

Le tableau qui précède décrit les retraitements effectués permettant le passage entre les statistiques douanières et les statistiques ajustées de la BP (ajustements de champ et ajustements de valeur). Les ajustements de champ (commerce non contrôlé) concernent les exportations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les ajustements de valeur permettent de corriger les statistiques douanières par la prise en compte des valeurs communiquées par certaines sociétés exportatrices.

TABLEAU A4 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
Produits alimentaires	378 799	374 954	412 512	466 754	533 646
Produits énergétiques	656 975	725 932	864 527	815 874	915 309
Biens de conso. Courante	304 549	300 058	362 289	334 844	356 356
Biens d'équipement	539 876	551 368	649 185	651 647	823 619
Matières premières et biens intermédiaires	404 095	451 312	483 105	521 465	587 718
Produits divers	121 267	122 390	186 764	137 837	170 313
Total statistiques du commerce extérieur	2 405 561	2 526 014	2 958 383	2 928 420	3 386 962
Ajustements de champ (informel)	218 907	227 149	179 218	150 084	270 861
Ajustements de champ (autres)	-129 881	-129 314	-129 313	-138 886	-166 266
Imports de marchandises gles ajustées CAF	2 494 586	2 623 850	3 008 288,263	2 939 617,4	3 491 557,5
Fret	-386 661	-406 697	-466 284,68	-455 640,7	-611 022,6
Assurance sur marchandises	-12 472,93	-13 119,64	-15 041,89	-14 698,5	-17 457,8
IMPORTATIONS FOB	2 095 453	2 204 033	2 526 961,69	2 469 278,1	2 863 077,1

Sources : BCEAO, INSTAT.

Le tableau qui précède présente les ajustements effectués sur les importations douanières pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau A7. Les ajustements de champ (informel) concernent les importations non contrôlées par les services douaniers, retenues à la suite des travaux de réconciliation des échanges intra-UEMOA. Les autres ajustements de champ sont relatifs aux importations des Représentations diplomatiques étrangères, déduites du total des importations, car ne faisant pas partie du champ de la balance des paiements.

TABLEAU A5 : Répartition géographique des exportations du Mali

(Volume en tonnes, Valeur en millions FCFA) / FOB

ZONES GEOGRAPHIQUES	2 019			2 020			2 021		
	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %	Volume	Valeur	Val. %
EUROPE	103 569	816 624	37,9	71 728	982 132	35,6	244 439	952 571	35,4
Union Européenne	47 922	38 314	1,8	49 395	42 072	1,5	58 518	57 024	2,1
<i>ZONE EURO</i>	37 963	32 222	1,5	33 194	30 178	1,1	32 946	37 254	1,4
<i>France</i>	11 512	9 378	0,4	10 333	8 066	0,3	10 145	10 059	0,4
Allemagne	1 713	4 331	0,2	1 423	5 517	0,2	2 062	2 473	0,1
Italie	1 348	1 787	0,1	1 050	1 611	0,1	1 354	1 858	0,1
Pays-Bas	12 358	9 645	0,4	8 912	4 911	0,2	8 868	11 675	0,4
Belgique	1 791	1 845	0,1	1 935	3 856	0,1	638	3 229	0,1
Autres pays européens de l'UE	9 241	5 236	0,2	16 201	11 894	0,4	25 572	19 770	0,7
<i>Royaume-Uni</i>	718	856	0,0	609	646	0,0	875	1 069	0,0
Autres pays d'Europe	55 647	778 310	36,1	21 724	939 414	34,0	185 921	895 547	33,2
<i>Dont Suisse</i>	787	760 300	35,3	522	931 979	33,8	2 260	870 473	32,3
Russie	63	139	0,0	6 341	1 446	0,1	408	189	0,0
AFRIQUE	617 875	1 038 421	48,2	547 801	1 172 332	42,5	451 574	1 225 280	45,5
CEDEAO	565 339	251 183	11,7	501 240	241 575	8,8	405 820	311 613	11,6
<i>UEMOA</i>	526 439	231 675	10,8	452 735	219 787	8,0	355 275	286 185	10,6
<i>Bénin</i>	601	12 335	0,6	481	11 984	0,4	438	12 299	0,5
Burkina	178 267	55 898	2,6	236 249	42 044	1,5	130 006	40 189	1,5
Côte d'Ivoire	90 088	41 356	1,9	58 105	42 001	1,5	89 238	71 624	2,7
Guinée Bissau	34	219	0,0	114	245	0,0	211	428	0,0
Niger	12 194	11 067	0,5	18 116	10 783	0,4	27 983	23 953	0,9
Sénégal	228 886	102 051	4,7	123 562	102 475	3,7	94 471	127 881	4,7
Togo	16 370	8 750	0,4	16 109	10 256	0,4	12 928	9 810	0,4
Autres pays de la CEDEAO	38 899	19 508	0,9	48 505	21 788	0,8	50 545	25 428	0,9
<i>Cap vert</i>	0	0	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Gambie	2 831	288	0,0	4 683	437	0,0	3 748	370	0,0
Ghana	14 336	2 894	0,1	26 332	5 885	0,2	32 610	6 437	0,2
Guinée Conakry	19 106	14 872	0,7	10 108	13 696	0,5	12 323	17 344	0,6
Libéria	545	1 188	0,1	199	501	0,0	572	1 097	0,0
Nigéria	2 033	212	0,0	7 168	1 265	0,0	1 284	139	0,0
Sierra Leone	49	54	0,0	15	3	0,0	9	42	0,0
Autres pays d'Afrique	52 536	787 238	36,6	46 560	930 757	33,7	45 754	913 668	33,9
Algérie	2	6	0,0	0	0	0,0	0	0	0,0
Maroc	13 099	3 778	0,2	14 783	4 004	0,1	5 025	1 483	0,1
Tunisie	681	685	0,0	198	167	0,0	293	236	0,0
Caméroun	57	162	0,0	8	61	0,0	5	21	0,0
Kenya	0	0	0,0	2	87	0,0	1	8	0,0
Afrique du Sud	270	778 128	36,1	237	923 164	33,5	419	906 260	33,6
AMERIQUE	6 379	8 249	0,4	8 999	10 526	0,4	5 192	7 716	0,3
Canada	1 658	964	0,0	2 340	2 729	0,1	3 584	2 274	0,1
Etats-Unis	4 626	6 512	0,3	6 540	7 004	0,3	1 480	5 195	0,2
Autres pays d'Amérique	95	773	0,0	118	793	0,0	128	248	0,0
ASIE	231 751	285 138	13,2	362 868	352 405	12,8	360 895	309 381	11,5
Chine	62 439	19 273	0,9	201 364	30 334	1,1	183 965	26 081	1,0
Hong-Kong	5	3 433	0,2	2	636	0,0	4	88	0,0
Inde	39 334	38 120	1,8	37 155	20 420	0,7	83 313	12 746	0,5
Japon	263	534	0,0	440	3 302	0,1	755	1 445	0,1
Taiwan	149	412	0,0	51	44	0,0	0	5	0,0
Thaïlande	3 802	6 929	0,3	808	752	0,0	1 149	1 160	0,0
Emirates arabes unis	462	11 446	0,5	652	166 949	6,1	2 006	161 012	6,0
Autres pays d'Asie	125 298	204 991	9,5	122 395	115 589	4,2	89 703	106 845	4,0
OCEANIE	374	4 956	0,2	173	241 988	8,8	278	198 889	7,4
Dont: Australie-Nouvelle Zélande	0	0	0,0	173	241 988	8,8	278	198 886	7,4
TOTAL GENERAL	959 948	2 153 388	100,0	991 567	2 759 384	100,0	1 062 379	2 693 837	100,0

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A7 : Exportations communautaires en 2021

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Exports Coton	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,2
Coton	% Exports totales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Millions FCFA	0	73	86	0	0	111	8	277
	% Exports Or						0,0		0,0
Or	% Exports totales						0,0		0,0
	Millions FCFA		0				0		0
	% Exports Animaux	0,0	2,2	42,0	0,0	11,7	62,0	0,0	163,0
Animaux vivants	% Exports totales	0,0	0,1	1,7		0,5	2,4	0,0	4,7
	Millions FCFA	0	2 392	45 743	0	12 760	67 548	0	128 443
	% Exports Engrais	0,0	56,8	0,3	0,0	0,0	0,9	0,0	58,0
Engrais	% Exports totales	0,0	0,4	0,0		0,0	0,0	0,0	0,4
	Millions FCFA	0	11 904	71	0	0	196	0	12 171
	% Exports Légumes & Fruits	0	27	8	0	4	6	0	46
Légumes & Fruits	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	0
	Millions FCFA	36	3 523	1 040	4	460	819	61	5 943
	% Exports Produits énergétiques	0	0	91	0	1	39	0	131
Produits énergétiques	% Exports totales	0	0	0	0	0	0	0	1
	Millions FCFA	0	0	9 865	0	78	4 205	0	14 148
	% Exports Fers & Aciers	0,0	53,2	0,8	0,0	0,1	0,4	2,1	56,7
Fers & Aciers	% Exports totales	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
	Millions FCFA	4	7 050	102	0	16	54	279	7 505
Divers	% Exports totales	0,4	0,6	0,5	0,0	0,4	2,0	0,3	4,3
	Millions FCFA	12 260	15 248	14 717	424	10 638	54 949	9 461	117 697
Total	% Exports totales	0,4	1,5	2,6	0,0	0,9	4,6	0,4	10,4
	Millions FCFA	12 299	40 189	71 624	428	23 953	127 881	9 810	286 185

Source : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A8 : Importations communautaires en 2021

(en millions FCFA)

Produits	Rubriques	Bénin	Burkina	RCI	Guinée B.	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
	% Imports Prod. Alim.	3,3	2,1	32,2	0,0	0,2	30,0	3,0	56,6
Produits alimentaires	% Imports totales	0,4	0,3	4,3	0,0	0,0	4,0	0,4	9,5
	Millions FCFA	10 902	7 077	106 162	0	562	98 938	9 946	233 586
	% Imports Pétrole	1,1	0,0	50,3	0,0	13,1	60,1	0,2	82,7
Produits pétroliers	% Imports totales	0,3	0,0	11,7		3,0	13,9	0,1	29,0
	Millions FCFA	6 539	22	288 036	0	75 224	344 127	1 268	715 216
	% Imports Mat. Ctruct.	0,0	6,3	5,3	0,0	0,1	24,7	0,2	26,7
Matériaux de const.	% Imports totales	0,0	0,9	0,8		0,0	3,5	0,0	5,2
	Millions FCFA	0	22 325	18 784		255	86 950	721	129 035
	% Imports premières	0,0	1,0	1,7	0,0	0,0	4,4	0,2	7,3
Matières premières	% Imports totales	12	25 158	41 902	0	256	107 991	4 341	179 659
	Millions FCFA	12	25 158	41 902	0	256	107 991	4 341	179 659
	% Imports Mach&véhic.	0,0	2,0	1,2	0,0	0,1	3,4	5,8	9,0
Machines & véhicules	% Imports totales	0,0	0,4	0,2		0,0	0,6	1,1	2,4
	Millions FCFA	43	9 444	5 441	0	236	15 962	27 399	58 525
	% Imports Prod. Chim.	0,0	0,9	17,9	0,0	0,0	9,5	0,9	21,5
Produits chimiques	% Imports totales	0,0	0,1	1,9		0,0	1,0	0,1	3,2
	Millions FCFA	19	2 357	47 486		123	25 335	2 509	77 829
Divers	% Imports totales	0,0	0,8	0,5		0,3	0,4	0,9	2,9
	Millions FCFA	1 031	20 795	11 757	428	7 541	9 271	21 328	72 150
Total	% Imports totales	0,8	2,6	20,3	0,0	3,4	24,4	2,7	54,1
	Millions FCFA	18 546	64 852	500 783	428	83 941	601 625	66 791	1 336 966

Source : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A9 : Estimation de la matrice totale des échanges de biens intra-communautaires en 2020

(en millions de FCFA)		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	102 604,0
	Burkina	7 723,0		35 437,6	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	154 245,6
	Cote d'Ivoire	31 228,3	351 553,5		1 111,8	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	1 072 174,6
	Guinée-Bissau	1,4	19,4	746,0		428,3	0,0	3 946,8	292,5	5 001,4
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3		23 953,1	127 881,1	9 809,8	286 184,6
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8		571,0	6 790,5	172 929,2
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9		14 868,7	856 208,7
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	66 790,8	50 345,6	34 521,8		413 954,1
	UEMOA	188 988,0	610 013,7	297 366,3	49 857,5	1 336 965,7	217 323,8	260 711,0	102 509,1	3 063 735,0

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A10 : Principaux produits d'exportation du Mali

Produits	2 019		2 020		2 021	
	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)Volume (en tonnes)	Valeur (en millions FCFA) Valeur (en millions FCFA)	Volume (en tonnes)Volume (en tonnes)
Or	1 556 407,2	82,8	1 889 563,0	71,2	1 866 934,6	69,5
Coton	249 114,3	159 510,0	161 568,9	162 720,0	156 657,5	137 854,2
Animaux vivants	123 594,8	73 803,2	78 809,8	37 721,6	139 366,3	107 251,4
Engrais	30 871,9	110 656,5	20 974,9	89 697,1	16 082,7	56 384,9
Combustibles minéraux	15 607,3	32 252,6	10 782,0	30 499,8	14 494,8	35 726,3
Réacteurs nucléaires, chaudières	17 619,9	5 256,7	22 228,1	4 785,8	19 174,7	4 092,1
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	11 920,1	4 565,1	11 132,2	2 863,4	14 257,7	3 193,4
Fruits comestibles	12 307,6	76 600,6	10 492,4	188 335,5	10 309,4	66 325,9
Graines et fruits oléagineux	23 332,7	100 044,2	12 873,6	63 406,1	14 237,5	72 480,7
Produits pharmaceutiques	5 031,2	1 642,2	6 178,6	3 637,2	3 840,7	2 538,0
Préparations de farine et de céréales	4 739,1	5 225,2	3 697,5	4 116,4	2 601,0	1 810,4
Aliments préparés pour animaux	4 553,0	74 340,7	2 069,1	31 222,4	1 457,5	23 176,5
Boissons	3 578,1	12 132,5	5 294,3	16 876,4	5 573,6	18 777,6
Peaux et cuirs	3 228,8	3 536,6	2 145,4	2 661,3	1 343,6	2 148,9
Machines, appareils et matériels	5 515,2	1 972,7	4 349,6	1 857,6	15 170,2	1 887,1
Matières plastiques et ouvrages	3 458,7	5 624,6	3 323,4	5 563,4	2 076,0	5 018,4
Fonte, fer et acier	14 674,5	54 372,2	13 239,0	54 780,6	9 387,1	49 715,0
Bois	3 162,2	70 345,9	4 095,6	80 705,8	3 803,0	74 884,3
Lait	1 987,9	3 890,8	1 016,0	677,6	2 558,7	1 427,2

Sources : BCEAO, INSTAT.

TABLEAU A11 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(en millions de FCFA)		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Benin	Burkina Faso	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Benin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	18 797,2
	Burkina	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	44 358,8
	cote d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	83 014,6
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	5 909,5
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	36 215,6
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	20 448,7
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	28 590,4
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		30 551,1
	UEMOA	69 531,3	47 486,6	25 971,5	2 702,6	15 329,7	19 300,9	27 994,9	43 754,5	252 072,0

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A12 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds intra-communautaires en 2019

(en millions de FCFA)		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Cote d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	33 902,8
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	78 395,8
	Cote d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	219 834,8
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	8 806,7
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	80 663,9
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	33 791,9
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	57 381,1
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		29 709,8
	UEMOA	45 074,4	74 488,3	83 158,3	2 242,8	111 642,0	56 980,4	102 819,3	80 879,9	557 285,4

Source : BCEAO / Cellule de réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

TABLEAU A13 : Orientation géographique des investissements directs étrangers reçus

Pays	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
AFRIQUE	20 007,4	11 782,7	55 493,2	34 040,7	104 137,2
<i>UEMOA</i>	13 436,8	10 902,2	60 951,7	59 275,0	49 232,2
Bénin	16,3	403,7	-1 592,6	7 275,5	0,0
Burkina	2 000,0	1 394,7	23 113,0	3 774,3	851,6
Côte d'Ivoire	6 544,1	-5 017,8	42 106,3	-1 842,5	14 331,8
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	2 670,3	2 824,8	-7 546,4	49 902,9	25 981,0
Togo	3 830,1	10 509,7	4 871,3	795,7	5 916,0
Institutions de l'UEMOA	-1 624,0	787,0	0,0	-630,9	2 151,8
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	210,3	24,0	-1 660,8	-45 352,2	11 586,1
Ghana	210,3	24,0	0,0	-46 967,5	11 413,0
Nigéria	0,0	0,0	-1 660,8	1 615,4	148,0
Sierra Leone	0,0	0,0	0,0	0,0	25,2
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	6 360,3	856,5	-3 797,7	20 117,8	0,0
Afrique du Sud	2 498,8	-10 893,7	2 985,3	1 839,0	43 318,9
Libye	726,4	232,9	5 019,1	1 787,6	13 675,0
Maroc	175,9	8 823,9	7 151,9	14 538	1 350
Maurice	0,0	0,0	-20 284,8		8 981
Mauritanie	2 948,2	3 076,8	1 330,9	1 969	13 507
Namibie	0,0	0,0	0,0	-16	4 860
Tunisie	0,0	258 765,0	0,0	0	547
EUROPE	162 562,0	75 278,0	164 631,2	-28 983,1	0,0
<i>UNION EUROPEENNE</i>	28 944,0	1 067,2	140 856,5	-31 963,6	399,2
<i>ZONE EURO dont :</i>	13 175,0	868,8	30 217,5	-4 438,6	110 957,9
Allemagne	0,0	0,0	777,7	1 083,4	57 876,7
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	11 574,0
Espagne	0,0	2 314,5	0,0	0,0	-6 296,8
France	12 772,8	-1 695,5	28 289,4	-5 193,0	
Italie	0,0	-169,0	-238,9	0,0	
Luxembourg	0,0	30,3	1 374,0	-329,0	17 921,2
Pays-Bas	402,2	-282,0	15,3	0,0	
Portugal	0,0	74 210,9	0,0	0,0	
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	15 769,0	74 210,9	110 638,9	-27 525,0	-50,4
Royaume-Uni	15 769,0	183 487,0	110 638,9	-27 525,0	
<i>Europe hors UE dont :</i>	133 618,0	0,0	23 774,7	2 980,5	46 302,6
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	46 296,9
Suisse	0,0	1 975,5	0,0	0,0	5,8
Gibraltar	0,0	181 511,5	1 224,6	-450,2	53 081,2
îles de Man	0,0	0,0	0,0	4 026,7	0,0
Îles Vierges Britanniques	133 618,0	0,0	22 550,1	-596,0	0,0
AMERIQUE dont:	7 374,9	-81 889,6	180 770,2	59 732,6	0,0
Canada	7 374,9	-81 697,9	180 770,2	59 732,6	0,0
Brésil	0,0	0,0	0,0	0,0	53 081,2

Source : BCEAO

TABLEAU A14 : Balance des paiements du Mali de 2021 (détaillée)
(millions de FCFA)

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
	1 100000_1_B_	Compte des transactions courantes	4 068 593,88	4 882 933,78	-814 339,90
1.A	011000_1_B_	- - Biens et services	2 983 939,26	4 212 355,06	-1 228 415,80
1.A.a	110000_1_B_	- - - - Biens	2 693 837,20	2 863 076,75	-169 239,55
1.A.a.1	111000_1_B_	- - - - - Marchandises générales, base balance des p	564 473,76	2 863 076,75	-2 298 602,99
1.A.a.1.1	11100z_1_B_	- - - - - - Dont : Réexportations	3 035	0	3 035
1.A.a.2	112000_1_B_	- - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre d	0	0	0
1.A.a.2.1	112100_1_B_	- - - - - - Biens achetés dans le cadre	0	0	0
1.A.a.2.2	112200_1_B_	- - - - - - Biens vendus dans le cadre c	0	0	0
1.A.a.3	113000_1_B_	- - - - - Or non monétaire	2 129 363,44	0	2 129 363,44
1.A.b	120000_1_B_	- - - - Services	290 102,06	1 349 278,31	-1 059 176,25
1.A.b.1	121000_1_B_	- - - - - Services de fabrication fournis sur des intrant	107	12,9	94,1
1.A.b.1.1	121100_1_B_	- - - - - - Biens destinés à transforma	0	0	0
1.A.b.1.2	121200_1_B_	- - - - - - Biens destinés à transformat	107	12,9	94,1
1.A.b.2	122000_1_B_	- - - - - Services d'entretien et de réparation non incl	0	7 220,60	-7 220,60
1.A.b.3	123000_1_B_	- - - - - Transport	5 049,50	660 478,07	-655 428,57
1.A.b.3.0	123100_1_B_	- - - - - - Pour tous le	5 049,50	660 236,07	-655 186,57
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	690,8	47 152,28	-46 461,48
1.A.3.0.1.1	123110_1_B_	- - - - - - - - Travailleurs	0	0	0
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_	- - - - - - - Fret	750	611 022,70	-610 272,70
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_	- - - - - - - Autres	3 608,70	2 061,09	1 547,61
1.A.b.3.1	123130_1_B_	- - - - - - Transports maritimes	0	336 062,40	-336 062,40
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_	- - - - - - - Voyageur	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_	- - - - - - - Fret	0	336 062,40	-336 062,40
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_	- - - - - - - Autres	0	0	0
1.A.b.3.2	123230_1_B_	- - - - - - Transports aériens	3 608,70	69 695,10	-66 086,40
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	0	23 855,30	-23 855,30
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_	- - - - - - - Fret	0	45 826,80	-45 826,80
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_	- - - - - - - Autres	3 608,70	13	3 595,70
1.A.b.3.3	123330_1_B_	- - - - - - - Autres modes de transport	1 440,80	254 478,57	-253 037,77
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_	- - - - - - - Voyageurs	690,8	23 296,98	-22 606,18
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_	- - - - - - - Fret	750	229 133,50	-228 383,50
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_	- - - - - - - Autres	0	2 048,09	-2 048,09
1.A.b.3.4	123430_1_B_	- - - - - - Services postaux et services	0	242	-242
1.A.b.4	124000_1_B_	- - - - - Voyages	105 479,60	90 808,88	14 670,72
1.A.b.4.1	124100_1_B_	- - - - - - À titre professionnel	55 548,50	54 318,88	1 229,62
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_	- - - - - - - Acquisitio	0	0	0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_	- - - - - - - Autres	55 548,50	54 318,88	1 229,62
1.A.b.4.2	124200_1_B_	- - - - - - À titre personnel	49 931,10	36 490	13 441,10
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_	- - - - - - - Santé	4	6 495,90	-6 491,90
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_	- - - - - - - Éducation	11 292,60	9 216,40	2 076,20
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_	- - - - - - - Autres	38 634,50	20 777,70	17 856,80
1.A.b.4.0	124000_1_B_	- - - - - - Pour les voyages à titre profe	14 275,42	0	14 275,42
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_	- - - - - - - Biens	0	0	0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_	- - - - - - - Services d	0	0	0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_	- - - - - - - Services d	14 275,42	0	14 275,42
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_	- - - - - - - Services d	0	0	0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_	- - - - - - - Autres ser	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_	- - - - - - - -	0	0	0

Code SDMX Libellé poste		Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde	
1.A.b.5	125000_1_B_	- - - - - Travaux de construction	0	38 910,40	-38 910,40
1.A.b.5.1	125100_1_B_	- - - - - Travaux de construction réali:	0	0	0
1.A.b.5.2	125200_1_B_	- - - - - Travaux de construction réali:	0	38 910,40	-38 910,40
1.A.b.6	126000_1_B_	- - - - - Services d'assurance et de retraite	378	20 605,74	-20 227,74
1.A.b.6.1	126100_1_B_	- - - - - Assurance directe	0	17 457,90	-17 457,90
1.A.b.6.2	126200_1_B_	- - - - - Réassurance	378	473,75	-95,75
1.A.b.6.3	126300_1_B_	- - - - - Services auxiliaires d'assurar	0	2 674,09	-2 674,09
1.A.b.6.4	126400_1_B_	- - - - - Services de retraite et de gar	0	0	0
1.A.b.7	127000_1_B_	- - - - - Services financiers	4 705	11 968,30	-7 263,30
1.A.b.7.1	127100_1_B_	- - - - - Services financiers expliciten	4 705	11 968,30	-7 263,30
1.A.b.7.2	127200_1_B_	- - - - - Services d'intermédiation fina	0	0	0
1.A.b.8	128000_1_B_	- - - - - Commission pour usage de propriété intellec	34,4	0	34,4
1.A.b.9	129000_1_B_	- - - - - Services de télécommunications, d'informatiq	113 824	65 159,98	48 664,02
1.A.b.9.1	129100_1_B_	- - - - - Services de télécommunicati	113 824	53 827,08	59 996,92
1.A.b.9.2	129200_1_B_	- - - - - Services d'informatique	0	10 785,10	-10 785,10
1.A.b.9.3	129300_1_B_	- - - - - Services d'information	0	547,8	-547,8
1.A.b.10	12A000_1_B_	- - - - - Autres services aux entreprises	1 018,37	63 015,30	-61 996,93
1.A.b.10.1	12A100_1_B_	- - - - - Services de recherc	0	6 267,40	-6 267,40
1.A.b.10.2	12A200_1_B_	- - - - - Services spécialisés	0	10 025,80	-10 025,80
1.A.b.10.3	12A300_1_B_	- - - - - Services techniques	1 018,37	46 722,10	-45 703,73
1.A.b.11	12B000_1_B_	- - - - - Services personnels, culturels et relai	219,41	0	219,41
1.A.b.11.1	12B100_1_B_	- - - - - Services audio-visue	219,41	0	219,41
1.A.b.11.2	12B200_1_B_	- - - - - Autres services pers	0	0	0
1.A.b.12	12C000_1_B_	- - - - - Biens et services des administrations	59 286,78	391 098,14	-331 811,36
1.A.b.0.1	12D000_1_B_	- - - - - Services liés au tourisme cor	0	0	0
1.B	130000_1_B_	- - Revenu primaire	93 141,23	549 619,44	-456 478,21
1.B.1	131000_1_B_	- - - - Rémunération des salariés	41 331,79	24 602,60	16 729,19
1.B.2	300000_3_B_	- - - - Revenus des investissements	47 939,44	525 016,84	-477 077,40
1.B.2.1	310000_3_B_	- - - - - Investissements directs	4 911,05	428 864,74	-423 953,69
1.B.2.1.1	310000_3E_E	- - - - - Revenus des titres de particip	4 202,35	420 183,74	-415 981,39
1.B.2.1.1.1	310000_3D_E	- - - - - Dividendes	4 202,35	255 370,27	-251 167,92
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_E	- - - - -	563	252 405,80	-251 842,80
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_E	- - - - -	3 638	5,81	3 632,19
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_E	- - - - -	1,35	2 958,66	-2 957,31
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_E	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_E	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_E	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_E	- - - - - Bénéfices	0	164 813,47	-164 813,47
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_	- - - - - Intérêts	708,7	8 681	-7 972,30
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_	- - - - - Investisse	109,7	6 999	-6 889,30
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_	- - - - - Entreprise	0	4	-4
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_	- - - - - Entre entr	599	1 678	-1 079
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_	- - - - -	0	0	0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B	- - - - - Pour mémoire: Intér	0	0	0
1.B.2.2	320000_3_B_	- - - - - Investissements de portefeuille	35 502,29	47 326,80	-11 824,51
1.B.2.2.1	320000_3E_E	- - - - - Revenu des investissements	615,97	401	214,97
1.B.2.2.1.1	321100_3D_E	- - - - - Dividendes	591,47	401	190,47
1.B.2.2.1.2	321200_3P_E	- - - - - Revenus d	24,5	0	24,5
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_E	- - - - -	24	0	24
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_E	- - - - -	0,5	0	0,5
1.B.2.2.2	320000_3I_B_	- - - - - Intérêts	34 886,32	46 925,80	-12 039,48
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_	- - - - - À court te	9 158,30	4 950,36	4 207,94
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_	- - - - - À long ten	25 728,02	41 975,44	-16 247,42
1.B.2.3	340000_3_B_	- - - - - Autres investissements	7 526,10	48 825,30	-41 299,20
1.B.2.3.1	340000_3D_E	- - - - - Prélèvement sur les revenus	0	0	0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_	- - - - - Intérêts	7 526,10	48 825,30	-41 299,20
1.B.2.3.2M	340000_3F_B	- - - - - Pour mémoire: Intér	0	0	0
1.B.2.3.3	340000_3P_E	- - - - - Revenus des investissements	0	0	0
1.B.2.4	350000_3_B_	- - - - - Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	350000_3E_E	- - - - - Revenus des titres de particip	0	0	0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_	- - - - - Intérêts	0	0	0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B	- - - - - Pour mémoire : Inté	0	0	0
1.B.3	132000_1_B_	- - - - - Autre revenu primaire	3 870	0	3 870
1.B.3.1	132100_1_B_	- - - - - Taxes sur la production et importations	0	0	0
1.B.3.2	132200_1_B_	- - - - - Subventions à la production	0	0	0
1.B.3.3	132300_1_B_	- - - - - Loyers	3 870	0	3 870

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
1.C	140000_2_B_	-- Revenu secondaire	991 513,39	120 959,28	870 554,11
1.C.1	140000_2_B_	--- Administrations publiques	347 245,80	10 942	336 303,80
1.C.1.1	141000_2_B_	----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine,	0	0	0
1.C.1.1.1	14100z_2_B_	----- payables par les travailleurs	0	0	0
1.C.1.2	142000_2_B_	----- Cotisations sociales	0	0	0
1.C.1.2.1	14200z_2_B_	----- payables par les travailleurs	0	0	0
1.C.1.3	143000_2_B_	----- Prestations Sociales (Débit)	0	0	0
1.C.1.4	144000_2_B_	----- Coopération internationale courante	347 245,80	10 942	336 303,80
1.C.1.5	145000_2_B_	----- Transferts courants divers des administration	0	0	0
1.C.1.5.1	14500z_2_B_	----- Transferts courants aux ISBI	0	0	0
1.C.2	140000_2_B_	--- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages €	644 267,59	110 017,28	534 250,31
1.C.2.1	146000_2_B_	----- Transferts personnels (transferts courants en	586 096,70	105 720,40	480 376,30
1.C.2.1.1	14600z_2_B_	----- Envois de fonds des travailleur	586 096,70	105 720,40	480 376,30
1.C.2.2	147000_2_B_	----- Autres transferts courants	58 170,89	4 296,88	53 874,01
1.C.2.0.1	141000_2_B_	----- Impôts courants sur le reven	553	0	553
1.C.2.0.2	142000_2_B_	----- Cotisations sociales	171,3	2 870	-2 698,70
1.C.2.0.3	143000_2_B_	----- Prestations sociales	11 197,52	0	11 197,52
1.C.2.0.4	148000_2_B_	----- Primes d'assurance nettes h	6 241	1 301,28	4 939,72
1.C.2.0.5	149000_2_B_	----- Indemnités d'assurance domi	384	0	384
1.C.2.0.6	144000_2_B_	----- Coopération internationale co	1 572,97	5,6	1 567,37
1.C.2.0.7	145000_2_B_	----- Transferts courants divers	38 051,10	120	37 931,10
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_	----- Dont : trar	0	0	0
1.C.3	14A000_2_B_	--- Ajustement pour variation des droits à pension	0	0	0
	2200000_2_B_	Compte de capital	78 924,39	2 309	76 615,39
2.1	210000_2_B_	-- Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produi	2	1 931	-1 929
2.2	220000_2_B_	-- Transferts de capital	78 922,39	378	78 544,39
2.2.1	220000_2_B_	--- Administration publique	57 790	0	57 790
2.2.1.1	221000_2_B_	----- Remises de dette	8 789	0	8 789
2.2.1.2	222000_2_B_	----- Autres transferts de capital	49 001	0	49 001
2.2.1.2.1	22200z_2_B_	----- dont : impôts en capital	0	0	0
2.2.2	220000_2_B_	--- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages €	21 132,39	378	20 754,39
2.2.2.1	221000_2_B_	----- Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	222000_2_B_	----- Autres transferts de capital	21 132,39	378	20 754,39
2.2.2.2.1	22200z_2_B_	----- dont : impôts en capital (Créc	0	0	0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_	----- dont : entre ménages	0	0	0
	4019000_B_B_	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactio	4 147 518,27	4 885 242,78	-737 724,51
	3300000_4_N_	Compte financier	512 846,10	1 228 511,45	-715 665,35
	5300000_4_N_	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	512 846,10	1 228 511,45	-715 665,35
3.1	310000_4_N_	-- Investissement direct	30 984,48	354 868,67	-323 884,19
3.1.1	311000_4_N_	--- Titres de participation et parts de fonds de placement	26 614	298 911,43	-272 297,43
3.1.1.1	311100_4_N_	----- Titres de participation autres que le réinvestis	26 614	134 936,96	-108 322,96
3.1.1.1.1	311110_4_N_	----- Investisseur direct dans des	18 937	130 164,87	-111 227,87
3.1.1.1.2	311120_4_N_	----- Entreprises d'investissement	0	6 213,09	-6 213,09
3.1.1.1.3	311130_4_N_	----- Entre entreprises soeurs	7 677	-1 441	9 118
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_	----- si le contr	0	0	0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_	----- si le contr	0	0	0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_	----- si le déte	0	0	0
3.1.1.2	311000_4R_N_	----- Réinvestissement des bénéfices	0	163 974,47	-163 974,47
3.1.1.0.1	31100z_4_N_	----- Actions/Parts de fonds de pl	0	0	0
3.1.1.0.1.1	3110zz_4_N_	----- Actions/P	0	0	0
3.1.2	312000_4_N_	--- Instruments de dette	4 370,48	55 957,24	-51 586,76
3.1.2.1	312100_4_N_	----- Créances d'un investisseur direct sur des ent	0	76 384	-76 384
3.1.2.2	312200_4_N_	----- Créances des entreprises d'investissement d	0	-31 477,76	31 477,76
3.1.2.3	312300_4_N_	----- Entre entreprises soeurs	4 370,48	11 051	-6 680,52
3.1.2.3.1	312310_4_N_	----- si le contrôle ultime est déte	0	0	0
3.1.2.3.2	312320_4_N_	----- si le contrôle ultime est déte	0	0	0
3.1.2.3.3	312330_4_N_	----- si le détenteur du contrôle ult	0	0	0
3.1.2.0	31200z_4_N_	----- Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_	----- Créances d'un investisseur di	0	0	0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_	----- Créances des entreprises d'ir	0	0	0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_	----- Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_	----- si le contr	0	0	0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_	----- si le contr	0	0	0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_	----- si le déte	0	0	0

Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
3.2	320000_4_N_ - - Investissements de portefeuille	90 462,34	412 622,90	-322 160,56
3.2.1	321000_4_N_ - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	2 881,34	5 956,90	-3 075,56
3.2.1.1	321000_4_N_ - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.1.3	321000_4_N_ - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.2.1.2	321000_4_N_ - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	-440	3 429,60	-3 869,60
3.2.1.4	321000_4_N_ - - - - Autres secteurs	3 321,34	2 527,30	794,04
3.2.1.4.1	321000_4_N_ - - - - - Autres sociétés financières	234	59,7	174,3
3.2.1.4.2	321000_4_N_ - - - - - Sociétés non financières, mé	3 087,34	2 467,60	619,74
3.2.1.0.1	321100_4_N_ - - - - - Titres de participation autres	0	0	0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_ - - - - - - Cotés en l	0	0	0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_ - - - - - - Non cotés	0	0	0
3.2.1.0.2	321200_4_N_ - - - - - Actions/Parts de fonds de pl	0	0	0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_ - - - - - - Réinvestis	0	0	0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_ - - - - - - Dont : Act	0	0	0
3.2.2	322000_4_N_ - - - - Titres de créance	87 581	406 666	-319 085
3.2.2.1	322000_4_N_ - - - - - Banque centrale	0	0	0
3.2.2.1.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	0	0
3.2.2.1.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	0	0
3.2.2.1.9	322000_4_N_ - - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.2.1.1.9.1	322000_4_N_ - - - - - - À court te	0	0	0
3.2.1.1.9.2	322000_4_N_ - - - - - - À long ten	0	0	0
3.2.2.2	322000_4_N_ - - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	86 664	12 015	74 649
3.2.2.2.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	38 734	-1 110	39 844
3.2.2.2.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	47 930	13 125	34 805
3.2.2.3	322000_4_N_ - - - - - Administrations publiques	0	396 100	-396 100
3.2.2.3.1	322000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	19 100	-19 100
3.2.2.3.2	322000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	377 000	-377 000
3.2.2.4	322000_4_N_ - - - - - Autres secteurs	917	-1 449	2 366
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_ - - - - - - À court te	0	0	0
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_ - - - - - - À long ter	917	-1 449	2 366
3.2.2.4.1	322000_4_N_ - - - - - - Autres sociétés financières	917	0	917
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_ - - - - - - - À court te	0	0	0
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_ - - - - - - - À long ten	917	0	917
3.2.2.4.2	322000_4_N_ - - - - - - Sociétés non financières, mé	0	-1 449	1 449
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_ - - - - - - - À court te	0	0	0
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_ - - - - - - - À long ten	0	-1 449	1 449
3.3	330000_4_N_ - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des emp	0	0	0
3.3.1	330000_4_N_ - - - Banque centrale	0	0	0
3.3.1.9	330000_4_N_ - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.3.2	330000_4_N_ - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
3.3.3	330000_4_N_ - - - Administrations publiques	0	0	0
3.3.4	330000_4_N_ - - - Autres secteurs	0	0	0
3.3.4.1	330000_4_N_ - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.3.4.2	330000_4_N_ - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBL	0	0	0
3.3.0.1	331000_4_N_ - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)	0	0	0
3.3.0.1.1	331100_4_N_ - - - - - Options	0	0	0
3.3.0.1.2	331200_4_N_ - - - - - Contrats à terme	0	0	0
3.3.0.2	332000_4_N_ - - - - Options sur titres des employés	0	0	0
3.4	340000_4_N_ - - Autres investissements	75 274,38	461 019,88	-385 745,50
3.4.1	341000_4_N_ - - - Autres titres de participation	0	0	0
3.4.2	342000_4_N_ - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	-71 775,40	62 471,90	-134 247,30
3.4.2.1	342000_4_N_ - - - - Banque centrale	0	-1 405	1 405
3.4.2.1.1	342000_4_N_ - - - - - À court terme	0	-1 405	1 405
3.4.2.1.2	342000_4_N_ - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	342000_4_N_ - - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_ - - - - - - À court te	0	0	0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_ - - - - - - À long ter	0	0	0
3.4.2.2	342000_4_N_ - - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	-54 112,40	63 876,90	-117 989,30
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_ - - - - - - Dont: posi	0	0	0
3.4.2.2.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	-54 112,40	63 876,90	-117 989,30
3.4.2.2.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.3	342000_4_N_ - - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.2.3.1	342000_4_N_ - - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.2.3.2	342000_4_N_ - - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.2.4	342000_4_N_ - - - - - Autres secteurs	-17 663	0	-17 663
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_ - - - - - - À court te	-6 086	0	-6 086
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_ - - - - - - À long ter	-11 577	0	-11 577
3.4.2.4.1	342000_4_N_ - - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_ - - - - - - - À court te	0	0	0
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_ - - - - - - - À long ten	0	0	0
3.4.2.4.2	342000_4_N_ - - - - - - Sociétés non financières, mé	-17 663	0	-17 663
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_ - - - - - - - À court te	-6 086	0	-6 086
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_ - - - - - - - À long ten	-11 577	0	-11 577

	Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde
3.4.3	343000_4_N_	- - - - - Prêts	42 357,33	161 903	-119 545,67
3.4.3.1	343000_4_N_	- - - - - Banque centrale	0	19 258,50	-19 258,50
3.4.3.1.1	34300z_4_N_	- - - - - Crédits et prêts du FMI (autre	0	19 258,50	-19 258,50
3.4.3.1.2	343000_4_N_	- - - - - Autres prêts à court terme	0	0	0
3.4.3.1.3	343000_4_N_	- - - - - Autres prêts à long terme	0	0	0
3.4.3.1.9	343000_4_N_	- - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_	- - - - - Crédits et	0	0	0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_	- - - - - - Autres prêt	0	0	0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_	- - - - - - Autres prêt	0	0	0
3.4.3.2	343000_4_N_	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	42 374,40	97 330,50	-54 956,10
3.4.3.2.1	343000_4_N_	- - - - - - À court terme	42 374,40	99 718	-57 343,60
3.4.3.2.2	343000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	-2 387,50	2 387,50
3.4.3.3	343000_4_N_	- - - - - Administrations publiques	0	10 200	-10 200
3.4.3.3.1	34300z_4_N_	- - - - - Crédits et prêts avec le FMI (0	0	0
3.4.3.3.2	343000_4_N_	- - - - - Autres à court terme	0	0	0
3.4.3.3.3	343000_4_N_	- - - - - Autres à long terme	0	10 200	-10 200
3.4.3.4	343000_4_N_	- - - - - Autres secteurs	-17,07	35 114	-35 131,07
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_	- - - - - - À court tei	-48,07	6 001,93	-6 050
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_	- - - - - - À long terr	31	29 112,07	-29 081,07
3.4.3.4.1	343000_4_N_	- - - - - Autres sociétés financières	31	-8 239	8 270
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_	- - - - - - À court tei	0	-8 239	8 239
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_	- - - - - - À long terr	31	0	31
3.4.3.4.2	343000_4_N_	- - - - - Sociétés non financières, mé	-48,07	43 353	-43 401,07
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_	- - - - - - À court tei	-48,07	14 240,93	-14 289
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_	- - - - - - À long terr	0	29 112,07	-29 112,07
3.4.4	344000_4_N_	- - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardi	0	799	-799
3.4.4.1	344000_4_N_	- - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.4.1.9	344000_4_N_	- - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.4.4.2	344000_4_N_	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	0	0	0
3.4.4.3	344000_4_N_	- - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.4.4	344000_4_N_	- - - - - Autres secteurs	0	799	-799
3.4.4.4.1	344000_4_N_	- - - - - Autres sociétés financières	0	799	-799
3.4.4.4.2	344000_4_N_	- - - - - Sociétés non financières, mé	0	0	0
3.4.4.0.1	344100_4_N_	- - - - - Réserves techniques d?assu	0	0	0
3.4.4.0.2	344200_4_N_	- - - - - Droits à assurance vie et à z	0	0	0
3.4.4.0.3	344300_4_N_	- - - - - Droits à pension	0	0	0
3.4.4.0.4	344400_4_N_	- - - - - Créances des fonds de pens	0	0	0
3.4.4.0.5	344500_4_N_	- - - - - Droits à prestations autres qt	0	0	0
3.4.4.0.6	344600_4_N_	- - - - - Provisions pour appels de ga	0	0	0
3.4.5	345000_4_N_	- - - - - Crédits commerciaux et avances	34 334	-12 639,46	46 973,46
3.4.5.1	345000_4_N_	- - - - - Banque centrale	0	0	0
3.4.5.1.1	345000_4_N_	- - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.1.2	345000_4_N_	- - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.1.9	345000_4_N_	- - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_	- - - - - - À court tei	0	0	0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_	- - - - - - À long terr	0	0	0
3.4.5.2	345000_4_N_	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	0	0	0
3.4.5.2.1	345000_4_N_	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.2.2	345000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.3	345000_4_N_	- - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.5.3.1	345000_4_N_	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.5.3.2	345000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.5.4	345000_4_N_	- - - - - Autres secteurs	34 334	-12 639,46	46 973,46
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_	- - - - - - À court tei	34 334	-12 639,46	46 973,46
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_	- - - - - - À long terr	0	0	0
3.4.5.4.1	345000_4_N_	- - - - - Autres sociétés financières	0	811	-811
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_	- - - - - - À court tei	0	811	-811
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_	- - - - - - À long ter	0	0	0
3.4.5.4.2	345000_4_N_	- - - - - Sociétés non financières, mé	34 334	-13 450,46	47 784,46
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_	- - - - - - À court tei	34 334	-13 450,46	47 784,46
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_	- - - - - - À long terr	0	0	0

Code SDMX Libellé poste		Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde	
3.4.6	346000_4_N_	- - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	70 358,45	109 600,84	-39 242,39
3.4.6.1	346000_4_N_	- - - - - Banque centrale	0	116 143,84	-116 143,84
3.4.6.1.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme	0	92 353,20	-92 353,20
3.4.6.1.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	23 790,64	-23 790,64
3.4.6.1.9	346000_4_N_	- - - - - - Autorités monétaires (le cas	0	0	0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court ter	0	0	0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terr	0	0	0
3.4.6.2	346000_4_N_	- - - - - Établissements de dépôts autres que la banc	1 403	266	1 137
3.4.6.2.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme	1 403	266	1 137
3.4.6.2.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.3	346000_4_N_	- - - - - Administrations publiques	0	0	0
3.4.6.3.1	346000_4_N_	- - - - - - À court terme	0	0	0
3.4.6.3.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terme	0	0	0
3.4.6.4	346000_4_N_	- - - - - Autres secteurs	68 955,45	-6 809	75 764,45
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_	- - - - - - À court ter	11 930,45	-6 809	18 739,45
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_	- - - - - - À long terr	57 025	0	57 025
3.4.6.4.1	346000_4_N_	- - - - - - Autres sociétés financières	0	0	0
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court ter	0	0	0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terr	0	0	0
3.4.6.4.2	346000_4_N_	- - - - - - Sociétés non financières, mé	68 955,45	-6 809	75 764,45
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_	- - - - - - - À court ter	11 930,45	-6 809	18 739,45
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_	- - - - - - - À long terr	57 025	0	57 025
3.4.7	347000_4_N_	- - - - Droits de tirage spéciaux	0	138 884,60	-138 884,60
3.5	350000_4_N_	- - - - - Avoirs de réserve	316 124,90	0	316 124,90
3.5.1	351000_4_N_	- - - - - Or monétaire	0	0	0
3.5.1.1	351100_4_N_	- - - - - - Or métal	0	0	0
3.5.1.2	351200_4_N_	- - - - - - Comptes en or non affectés	0	0	0
3.5.2	352000_4_N_	- - - - - Droits de tirage spéciaux	170 424,10	0	170 424,10
3.5.3	353000_4_N_	- - - - - Position de réserve au FMI	11 997,10	0	11 997,10
3.5.4	354000_4_N_	- - - - - Autres avoirs de réserve	133 703,70	0	133 703,70
3.5.4.1	354100_4_N_	- - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	133 703,70	0	133 703,70
3.5.4.1.1	354110_4_N_	- - - - - - - Créances sur les autorités m	1 564,50	0	1 564,50
3.5.4.1.2	354120_4_N_	- - - - - - - Créances sur d'autres entités	132 139,20	0	132 139,20
3.5.4.2	354200_4_N_	- - - - - - Titres	0	0	0
3.5.4.2.1	354210_4_N_	- - - - - - - Titres de créance	0	0	0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_	- - - - - - - - À court ter	0	0	0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_	- - - - - - - - À long terr	0	0	0
3.5.4.2.2	354220_4_N_	- - - - - - - Titres de participation et part:	0	0	0
3.5.4.3	354300_4_N_	- - - - - - Dérivés financiers	0	0	0
3.5.4.4	354400_4_N_	- - - - - - Autres créances	0	0	0
	6400000_5_N_	Erreurs et omissions nettes	-3 634 672,17	-3 656 731,33	22 059,16
0.	000000_0_N_	- Postes pour mémoire	0	0	0
0.0	000000_0_N_	- - Financement exceptionnel	23 916	0	23 916
1.	220000_9_B_	- Transferts courants et ou en capital	8 789	0	8 789
1.1.	221100_9_B_	- - - Remises de dettes	8 789	0	8 789
1.2.	221200_9_B_	- - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.3.	22130z_9_B_	- - - Dons provenant des comptes de bonifications FMI	0	0	0
1.0.1	221000_9_B_	- - - - Banque centrale	0	0	0
1.0.1.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes	0	0	0
1.0.1.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.1.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bon	0	0	0
1.0.2	221000_9_B_	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
1.0.2.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes	0	0	0
1.0.2.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.2.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bon	0	0	0
1.0.3	221000_9_B_	- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
1.0.3.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes	0	0	0
1.0.3.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.3.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bon	0	0	0
1.0.4	221000_9_B_	- - - - Administration publique	8 789	0	8 789
1.0.4.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes	8 789	0	8 789
1.0.4.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.4.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bon	0	0	0
1.0.5	221000_9_B_	- - - - Autres secteurs	0	0	0
1.0.5.1	221100_9_B_	- - - - - Remises de dettes	0	0	0
1.0.5.2	221200_9_B_	- - - - - Autres dons intergouvernementaux	0	0	0
1.0.5.3	22130z_9_B_	- - - - - Dons provenant des comptes de bon	0	0	0

Code SDMX Libellé poste		Crédit / Acquisiti	Débit / Accroisse	Solde	
2.	310000_9_N_	- Investissements directs	0	0	0
2.1.	311100_9_N_	- - - Prises de participations liées à la réduction de la dette	0	0	0
2.2.	311200_9_N_	- - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.1	311000_9_N_	- - - - Banque centrale	0	0	0
2.0.1.1.	311100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.1.2.	311200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.2	312000_9_N_	- - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
2.0.2.1.	312100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.2.2.	312200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.3	313000_9_N_	- - - - Etablissements de dépôts autres que la banque centrale	0	0	0
2.0.3.1.	313100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.3.2.	313200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.4	311000_9_N_	- - - - Administration publique	0	0	0
2.0.4.1.	311100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.4.2.	311200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
2.0.5	315000_9_N_	- - - - Autres secteurs	0	0	0
2.0.5.1.	315100_9_N_	- - - - - Prises de participations liée	0	0	0
2.0.5.2.	315200_9_N_	- - - - - Instruments de dette	0	0	0
3.	320000_9_N_	- Investissement de portefeuille	0	0	0
3.1.	321000_9_C_	- - - Prises de participations liées à une réduction de la dette	443 814	0	443 814
4.	340000_9_N_	- Autres investissements	15 127	0	15 127
4.1.	341100_9_N_	- - - Tirages sur les nouveaux emprunts effectués par les at	0	0	0
4.2.	341200_9_N_	- - - Rééchelonnement de dettes existantes	15 127	0	15 127
4.0.1	341000_9_N_	- - - - Banque centrale	0	0	0
4.0.1.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts e	0	0	0
4.0.1.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existant	0	0	0
4.0.2.	341000_9_N_	- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
4.0.2.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts e	0	0	0
4.0.2.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existant	0	0	0
4.0.3.	341000_9_N_	- - - - - Etablissements de dépôts autres que la banque cer	0	0	0
4.0.3.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts e	0	0	0
4.0.3.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existant	0	0	0
4.0.4.	341000_9_N_	- - - - - Administration publique	15 127	0	15 127
4.0.4.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts e	0	0	0
4.0.4.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existant	15 127	0	15 127
4.0.5.	341000_9_N_	- - - - - Autres secteurs	0	0	0
4.0.5.1	341100_9_N_	- - - - - Tirages sur les nouveaux emprunts e	0	0	0
4.0.5.2	341200_9_N_	- - - - - Rééchelonnement de dettes existant	0	0	0
5.	343000_9A_N_	- Arriérés	0	0	0
5.1.	343000_9A_N_	- - - Accumulation d'arriérés	0	0	0
5.1.1	343000_9A_N_	- - - - Principal sur la dette à court terme	0	0	0
5.1.2	343000_9A_N_	- - - - Principal sur la dette à long terme	0	0	0
5.1.3	343000_9A_N_	- - - - Intérêts initiaux	0	0	0
5.1.4	343000_9A_N_	- - - - Intérêts de pénalisation	0	0	0
5.2.	343000_9A_N_	- - - Remboursement d'arriérées	0	0	0
5.2.1	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.2.2	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0
5.3.	343000_9A_N_	- - - Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0
5.3.1	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.3.2	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0
5.4.	343000_9A_N_	- - - Annulation d'arriérés	0	0	0
5.4.1.	343000_9A_N_	- - - - Principal	0	0	0
5.4.2.	343000_9A_N_	- - - - Intérêts	0	0	0

Source : BCEAO

Tableau A15 : Balance des paiements MBP6 Optique BCEAO – MALI

Code SDMX	Nom du poste	2017	2018	2019	2020	2021
1_B_N_N_E	Compte des transactions courantes	-644,1	-464,5	-755,1	-218,5	-814,3
	Crédit	3 034,3	3395,9	3 704,9	4 059,4	4 068,6
	Débit	3 678,4	3860,4	4 460,0	4 278,0	4 882,9
1_B_N_N_E	Biens et services	-1 217,3	-1052,5	-1 240,1	-658,2	-1 228,4
	Crédit	2 005,0	2325,2	2 602,6	2 990,5	2 983,9
	Débit	3 222,3	3377,7	3 842,7	3 648,7	4 212,4
1_B_N_N_E	Biens	-409,6	-212,6	-373,6	290,1	-169,2
	Crédit	1 685,9	1991,4	2 153,4	2 759,4	2 693,8
	Débit	2 095,5	2204,0	2 527,0	2 469,3	2 863,1
1_B_N_N_E	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 585,3	-1601,0	-1 939,6	-1 972,8	-2 298,6
	Crédit	510,2	603,1	587,3	496,5	564,5
	Débit	2 095,5	2204,0	2 527,0	2 469,3	2 863,1
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont : Réexportations</i>	<i>67,6</i>	<i>70,7</i>	<i>5,3</i>	<i>44,5</i>	<i>40,5</i>
	Crédit	67,6	70,7	5,3	44,5	40,5
	Débit		0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Crédit		0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit		0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Or non monétaire	1 175,7	1388,4	1 566,1	2 262,9	2 129,4
	Crédit	1 175,7	1388,4	1 566,1	2 262,9	2 129,4
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1_B_N_N_E	Services	-807,8	-839,9	-866,6	-948,3	-1 059,2
	Crédit	319,1	333,8	449,2	231,1	290,1
	Débit	1 126,9	1173,7	1 315,8	1 179,4	1 349,3
1_B_N_N_E	Transport	-415,1	-439,3	-509,5	-475,2	-655,4
	Crédit	12,7	16,3	4,9	2,5	5,0
	Débit	427,8	455,6	514,4	477,7	660,5
<i>1_B_N_N_E</i>	<i>Dont fret</i>	<i>-376,3</i>	<i>-394,3</i>	<i>-465,5</i>	<i>-455,1</i>	<i>-610,3</i>
	Crédit	10,4	12,4	0,8	0,6	0,8
	Débit	386,7	406,7	466,3	455,6	611,0
1_B_N_N_E	Voyages	27,1	26,8	23,4	-25,2	14,7
	Crédit	120,0	126,1	137,8	46,9	105,5
	Débit	92,9	99,3	114,4	72,0	90,8
1_B_N_N_E	Autres services	-419,8	-427,4	-380,4	-448,0	-418,4
	Crédit	186,4	191,4	306,5	181,7	179,6
	Débit	606,2	618,8	686,9	629,7	598,0
1_B_N_AL_E	Revenu primaire	-290,8	-283,4	-407,5	-425,2	-456,5
	Crédit	71,6	97,9	83,2	88,9	93,1
	Débit	362,4	381,3	490,7	514,1	549,6
1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	1,0	13,5	15,3	14,7	16,7
	Crédit	23,2	46,8	40,4	39,0	41,3
	Débit	22,1	33,3	25,0	24,3	24,6
3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	-289,4	-294,7	-426,7	-443,8	-477,1
	Crédit	44,6	47,2	39,0	46,0	47,9
	Débit	334,0	342,0	465,7	489,8	525,0
1_B_N_AL_E	Autre revenu primaire	-2,5	-2,1	3,9	3,9	3,9
	Crédit	3,8	3,9	3,9	0,0	0,0
	Débit	6,3	6,0	0,0	3,9	3,9

Code SDMX	Nom du poste	2017	2018	2019	2020	2021
2_B_AL_AL_E	Revenu secondaire	864,1	871,4	892,5	864,9	870,6
	Crédit	957,7	972,8	1 019,1	980,1	991,5
	Débit	93,6	101,4	126,5	115,2	121,0
2_B_GG_AL_E	Administrations publiques	428,7	414,2	441,9	372,8	336,3
	Crédit	439,7	419,1	455,6	385,6	347,2
	Débit	10,9	5,0	13,7	12,8	10,9
2_B_GG_AL_E	Coopération internationale courante	428,7	414,2	441,9	372,8	336,3
	Crédit	439,7	419,1	455,6	385,6	347,2
	Débit	10,9	5,0	13,7	12,8	10,9
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	435,3	457,2	450,7	492,1	534,3
	Crédit	518,1	553,7	563,5	594,5	644,3
	Débit	82,7	96,5	112,8	102,4	110,0
2_B_OS_AL_E	Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	422,8	439,5	433,1	441,1	480,4
	Crédit	491,0	521,2	529,0	535,0	586,1
	Débit	68,1	81,7	95,9	93,9	105,7
2_B_OS_AL_E	Envois de fonds des travailleurs	422,8	439,5	433,1	441,1	480,4
	Crédit	491,0	521,2	529,0	535,0	586,1
	Débit	68,1	81,7	95,9	93,9	105,7
2_B_OS_AL_E	Autres transferts courants	12,5	17,7	17,6	51,0	53,9
	Crédit	27,1	32,5	34,5	59,5	58,2
	Débit	14,6	14,8	17,0	8,5	4,3
2_B_AL_AL_E	Compte de capital	150,1	133,0	113,9	126,5	76,6
	Crédit	152,4	139,4	120,3	129,9	78,9
	Débit	2,3	6,4	6,4	3,4	2,3
2_B_AL_AL_E	Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-2,1	-6,1	-5,4	-2,7	-1,9
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Débit	2,1	6,1	5,4	2,7	1,9
2_B_AL_AL_E	Transferts de capital	152,2	139,0	119,3	129,2	78,5
	Crédit	152,4	139,4	120,3	129,8	78,9
	Débit	0,2	0,3	1,0	0,7	0,4
2_B_GG_AL_E	Administration publique	114,0	93,5	106,6	97,8	57,2
	Crédit	114,0	93,5	106,6	97,8	57,2
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Remises de dette	18,2	19,0	17,6	20,0	8,2
	Crédit	18,2	19,0	17,6	20,0	8,2
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_GG_AL_E	Autres transferts de capital	95,7	74,5	89,0	77,8	49,0
	Crédit	95,7	74,5	89,0	77,8	49,0
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38,2	45,5	12,7	31,4	21,4
	Crédit	38,5	45,9	13,7	32,0	21,7
	Débit	0,2	0,3	1,0	0,7	0,4
2_B_OS_AL_E	Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
	Crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
	Débit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2_B_OS_AL_E	Autres transferts de capital	38,2	45,5	12,7	31,4	20,8
	Crédit	38,5	45,9	13,7	32,0	21,1
	Débit	0,2	0,3	1,0	0,7	0,4
B_B_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-494,0	-331,5	-641,2	-92,1	-742,7

Code SDMX	Nom du poste	2017	2018	2019	2020	2021
4_N_AL_AL_E	Compte financier	-400,7	-607,2	-607,2	-510,3	-657,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	123,9	72,5	284,1	65,2	120,8
	Augmentation nette de passifs	541,3	473,1	891,4	575,5	778,7
4_N_AL_AL_E	Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-417,4	-400,7	-607,2	-59,5	-715,7
4_N_AL_AL_E	Investissement direct	-318,3	-259,4	-502,8	-308,3	-323,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	7,3	0,2	0,6	0,7	31,0
	Augmentation nette de passifs	325,6	259,6	503,4	309,0	354,9
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-205,5	-197,7	-361,6	-469,0	-272,3
	Acquisition nette d'actifs financiers	7,3	1,0	0,6	0,6	26,6
	Augmentation nette de passifs	212,8	198,7	362,2	469,6	298,9
4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	-112,9	-61,7	-141,1	160,6	-51,6
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	-0,9	0,0	0,1	4,4
	Augmentation nette de passifs	112,9	60,8	141,1	-160,6	56,0
4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	-16,7	-118,6	-48,1	-191,2	-392,9
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	-0,2	104,1	0,0	4,2
	Augmentation nette de passifs	16,6	118,4	152,1	191,2	397,2
4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	-0,6	0,2	-1,1	0,2	0,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	-0,1	0,4	0,1	3,3
	Augmentation nette de passifs	0,5	-0,4	1,5	-0,1	2,5
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	-0,6	0,2	-0,4	0,2	0,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-0,1	-0,1	-0,2	0,1	3,3
	Augmentation nette de passifs	0,5	-0,4	0,2	-0,1	2,5
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>3,1</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>2,5</i>
4_N_AL_AL_E	Titres de créance	-16,1	-118,9	-47,0	-27,4	-319,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	-0,1	103,7	185,5	87,6
	Augmentation nette de passifs	16,1	118,8	150,6	212,9	406,7
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-16,1	-119,4	-152,9	-186,3	-393,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9
	Augmentation nette de passifs	16,1	119,4	152,9	186,3	394,7
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,5	0,5	-192,6	2,4
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	-0,1	0,2	0,0	0,9
	Augmentation nette de passifs	0,0	-0,6	-0,3	192,6	-1,4
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-5,2</i>	<i>0,9</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,9</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>5,0</i>	<i>0,0</i>
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>1,4</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-1,4</i>

Code SDMX	Nom du poste	2017	2018	2019	2020	2021
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres investissements	-82,4	-22,7	-211,2	52,8	-385,7
	Acquisition nette d'actifs financiers	116,8	72,5	24,6	75,6	75,3
	Augmentation nette de passifs	199,2	95,2	235,9	22,8	461,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4_N_AL_AL_E	Autres titres de créances	-82,4	-22,7	-215,9	-10,8	-119,5
	Acquisition nette d'actifs financiers	116,8	72,5	160,3	64,6	42,4
	Augmentation nette de passifs	199,2	95,2	376,2	75,3	161,9
4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	-121,2	-25,0	-286,0	-51,2	-10,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
	Augmentation nette de passifs	121,2	25,0	286,0	51,2	10,2
4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	38,8	2,3	70,1	40,4	-35,1
	Acquisition nette d'actifs financiers	116,8	72,5	160,3	64,6	0,0
	Augmentation nette de passifs	78,0	70,2	90,2	24,1	35,1
4_N_FC_AL_E	<i>Autres sociétés financières</i>	<i>1,5</i>	<i>-4,5</i>	<i>1,2</i>	<i>0,2</i>	<i>8,3</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>0,0</i>	<i>3,8</i>	<i>-2,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>-8,2</i>
4_N_NC_AL_E	<i>Sociétés non financières, ménages et ISBLSM</i>	<i>37,3</i>	<i>6,8</i>	<i>68,9</i>	<i>40,2</i>	<i>-43,4</i>
	<i>Acquisition nette d'actifs financiers</i>	<i>115,3</i>	<i>73,1</i>	<i>161,3</i>	<i>64,5</i>	<i>0,0</i>
	<i>Augmentation nette de passifs</i>	<i>78,0</i>	<i>66,3</i>	<i>92,4</i>	<i>24,3</i>	<i>43,4</i>
5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	35,3	35,8	33,9	32,5	27,1
	Crédit	-2 994,2	-3258,7	-3 541,1	-3 704,7	-3 634,7
	Débit	-3 029,5	-3294,5	-3 575,0	-3 737,2	-3 661,7
0_N_N_N_E	Solde global	-41,3	104,9	264,2	450,8	-57,8
	Crédit	68,6	204,1	123,2	419,4	392,0
	Débit	109,9	99,2	-141,0	-31,3	449,8
	Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	41,3	-104,9	-264,2	-450,8	57,8
	Acquisition nette d'actifs financiers	-68,6	-204,1	-123,2	-419,4	-392,0
	Augmentation nette de passifs	-109,9	-99,2	141,0	31,3	-449,8
4_N_CB_AL_E	Banque centrale	-73,9	-115,0	-181,0	-193,6	-43,2
	Acquisition nette d'actifs financiers	-98,1	-178,4	-154,8	-223,0	-316,1
	Augmentation nette de passifs	-24,3	-63,4	26,2	-29,4	-272,9
4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	115,2	10,1	-83,2	-257,2	101,0
	Acquisition nette d'actifs financiers	29,6	-25,7	31,6	-196,5	-75,9
	Augmentation nette de passifs	-85,6	-35,8	114,8	60,7	-176,9

Source : BCEAO

Tableau A16 : Position extérieure globale- MALI

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
Position extérieure global nette	-4 465,5	-5 218,7	-5 149,2	-7 416,1
Avoirs	1 513,6	1 830,1	2 183,8	2 902,9
. - - Investissement direct	8,0	6,9	29,1	71,3
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	1,5	4,9	24,9	64,6
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	1,5	4,9	24,9	64,6
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1,5	4,9	7,2	40,1
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)				0,0
. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	17,7	24,5
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
. - - - - Instruments de dette	6,4	2,0	4,3	6,7
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct		0,0	0,0	0,0
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)		0,0	0,0	0,0
. - - - - - Entre entreprises soeurs		2,0	4,3	6,7
. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
. - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
. - - - - Titres de créance :				0,0
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct				0,0
. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)				0,0
. - - - - - Entre entreprises soeurs				0,0
. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
. - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
. - - Investissements de portefeuille	544,1	588,1	805,3	921,9
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	2,2	4,6	13,6	10,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1,6	2,9	11,6	4,1
. - - - - Autres secteurs	0,5	1,7	2,0	6,1
. - - - - - Autres sociétés financières	0,5	0,8	0,4	1,2
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	1,0	1,5	4,9
. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement				0,0
. - - - - - Cotés en bourse				0,0
. - - - - - Non cotés en bourse				0,0
. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement				0,0
. - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires				0,0
. - - - Titres de créance	541,9	583,5	791,7	911,8
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0		0,0
. - - - - - À court terme				0,0
. - - - - - À long terme				0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0		0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0		0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	541,7	581,7	790,1	906,0
. - - - - - À court terme	84,0	181,3	146,3	185,1
. - - - - - À long terme	457,7	400,5	643,7	721,0

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme	0,0	0,0		0,0
.----- À long terme	0,0	0,0		0,0
.----- Autres secteurs	0,2	1,8	1,6	5,8
.----- À court terme	0,2	0,8	0,7	0,0
.----- À long terme	0,0	1,0	0,9	5,8
.----- Autres sociétés financières				5,8
.----- À court terme				0,0
.----- À long terme				5,8
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
.----- À court terme				0,0
.----- À long terme				0,0
.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des emp	0,0	0,0	0,0	0,0
.---- Banque centrale				0,0
.---- Autorités monétaires (le cas échéant)				0,0
.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale				0,0
.---- Administrations publiques				0,0
.---- Autres secteurs				0,0
.----- Autres sociétés financières				0,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
.----- Dérivés financiers (autres que réserves)				0,0
.----- Options				0,0
.----- Contrats à terme				0,0
.----- Options sur titres des employés				0,0
.-- Autres investissements	432,1	551,5	452,9	664,1
.---- Autres titres de participation				0,0
.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	223,6	232,2	177,7	352,7
.----- Banque centrale	0,0	0,0		0,0
.----- À court terme				0,0
.----- À long terme				0,0
.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0		0,0
.----- À court terme				0,0
.----- À long terme				0,0
.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	131,1	107,2	153,0	98,9
.----- Dont: positions interbancaires				0,0
.----- À court terme				98,9
.----- À long terme				0,0
.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
.----- À court terme				0,0
.----- À long terme				0,0
.----- Autres secteurs	92,6	125,0	24,7	253,7
.----- À court terme		125,0	1,1	51,9
.----- À long terme		0,0	23,6	201,9
.----- Autres sociétés financières		0,9	1,0	0,0
.----- À court terme		0,9	1,0	0,0
.----- À long terme		0,0	0,0	0,0
.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM		124,0	23,7	253,7
.----- À court terme		124,0	0,1	51,9
.----- À long terme		0,0	23,6	201,9

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
- - Autres investissements	3 214,5	3 964,2	3 681,6	5 556,6
- - - - Autres titres de participation	0,0	0,0		0,0
- - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	177,2	173,1	149,8	243,4
- - - - - Banque centrale	16,2	16,2	15,6	14,2
- - - - - - À court terme	16,2	16,2	15,6	14,2
- - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - À court terme	0,0	0,0		0,0
- - - - - - À long terme	0,0	0,0		0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	160,9	156,9	134,1	229,1
- - - - - - Dont: positions interbancaires				0,0
- - - - - - - À court terme				229,1
- - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Autres sociétés financières				0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - Prêts	2 748,6	3 466,6	3 343,2	4 818,0
- - - - - Banque centrale	181,2	186,3	297,5	331,2
- - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que le FMI)	181,2	186,3	297,5	331,2
- - - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - Crédits et prêts du FMI	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	276,2	247,9	211,0	308,4
- - - - - - - À court terme	158,1	155,3	106,8	206,5
- - - - - - - À long terme	118,1	92,6	104,2	101,9
- - - - - Administrations publiques	2 094,1	2 574,2	2 625,4	3 449,8
- - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que le FMI)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - Autres à long terme	2 094,1	2 574,2	2 625,4	3 449,8
- - - - - Autres secteurs	197,1	458,3	209,2	728,7
- - - - - - À court terme	59,0	147,8	41,0	41,4
- - - - - - À long terme	138,1	310,5	168,2	687,3
- - - - - - Autres sociétés financières	7,5	7,0	5,4	9,1
- - - - - - - À court terme	7,5	6,2	4,9	9,1
- - - - - - - À long terme	0,0	0,8	0,5	0,0
- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	189,6	451,3	203,8	719,6
- - - - - - - À court terme	51,5	141,6	36,1	32,3
- - - - - - - À long terme	138,1	309,6	167,7	687,3
- - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standard	0,4	0,0	4,1	3,2
- - - - - Banque centrale				0,0
- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)				0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale				0,0
- - - - - Administrations publiques				0,0
- - - - - Autres secteurs				3,2
- - - - - - Autres sociétés financières				3,2
- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
- - - - - - Réserves techniques d'assurance hors assurance vie				0,0
- - - - - - Droits à assurance vie et à annuités				0,0
- - - - - - Droits à pension				0,0
- - - - - - Créances des fonds de pension sur les sponsors				0,0
- - - - - - Droits à prestations autres que des pensions				0,0

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
. ---- Prêts	145,7	122,2	87,4	129,8
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)				0,0
. ----- Autres prêts à court terme				0,0
. ----- Autres prêts à long terme				0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)				0,0
. ----- Autres prêts à court terme				0,0
. ----- Autres prêts à long terme				0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	145,7	121,0	87,2	129,6
. ----- À court terme	145,7	121,0	87,2	129,6
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)				0,0
. ----- Autres à court terme				0,0
. ----- Autres à long terme				0,0
. ----- Autres secteurs	0,0	1,2	0,2	0,2
. ----- À court terme				0,1
. ----- À long terme				0,0
. ----- Autres sociétés financières				0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,1
. ----- À court terme				0,1
. ----- À long terme				0,0
. ---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	1,5	0,0	0,0	0,0
. ----- Banque centrale				0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)				0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale				0,0
. ----- Administrations publiques				0,0
. ----- Autres secteurs				0,0
. ----- Autres sociétés financières				0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
. ----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie				0,0
. ----- Droits à assurance vie et à annuités				0,0
. ----- Droits à pension				0,0
. ----- Créances des fonds de pension sur les sponsors				0,0
. ----- Droits à prestations autres que des pensions				0,0
. ----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées				0,0
. ---- Crédits commerciaux et avances	0,0	0,0	0,0	45,3
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme		0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme		0,0	0,0	0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme		0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme		0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	45,3
. ----- À court terme	0,0	0,0	0,0	45,3
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme		0,0	0,0	0,0
. ----- À long terme		0,0	0,0	0,0

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
. ---- Autres comptes à recevoir/ à payer	43,0	42,2	169,7	136,4
. ----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	16,0	7,4	6,3	7,7
. ----- À court terme	16,0	7,4	6,3	7,7
. ----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Autres secteurs	27,0	34,8	163,3	128,6
. ----- À court terme	27,0	34,8	72,3	71,6
. ----- À long terme	0,0	0,0	91,0	57,0
. ----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	27,0	34,8	163,3	128,6
. ----- À court terme	27,0	34,8	72,3	71,6
. ----- À long terme	0,0	0,0	91,0	57,0
. ---- Droits de tirage spéciaux				0,0
. -- Avoirs de réserve	529,5	683,7	896,5	1 245,5
. ---- Or monétaire	0,0			0,0
. ----- Or métal				0,0
. ----- Comptes en or non affectés				0,0
. ---- Droits de tirage spéciaux	126,4	132,2	256,7	446,5
. ---- Position de réserve au FMI	28,9	24,5	18,6	32,0
. ---- Autres avoirs de réserve	374,2	526,9	621,2	767,1
. ----- Monnaie fiduciaire et dépôts	374,2	526,9	621,2	767,1
. ----- Créances sur les autorités monétaires	2,5	2,1	1,9	3,5
. ----- Créances sur d'autres entités	371,6	524,8	619,3	763,6
. ----- Titres	0,0			0,0
. ----- Titres de créance	0,0			0,0
. ----- À court terme				0,0
. ----- À long terme				0,0
. ----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0			0,0
. ----- Dérivés financiers	0,0			0,0
. ----- Autres créances	0,0			0,0
	0,0			
Engagements	5 981,0	7 051,5	7 336,9	10 319,0
. -- Investissement direct	2 251,4	2 377,1	2 730,8	3 258,4
. ---- Titres de participation et parts de fonds de placement	1 290,4	1 291,6	1 811,4	2 210,6
. ----- Titres de participation autres que le réinvestiss	1 289,2	1 291,3	1 807,6	1 862,5
. ----- Investisseur direct dans des entrep	0,4	0,0	0,4	1 847,1
. ----- Entreprises d'investissement direct	0,8	0,3	3,3	6,7
. ----- Entre entreprises soeurs				8,8
. ----- - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
. ----- - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
. ----- - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
. ---- Instruments de dette	961,0	1 085,6	919,4	1 047,9
. ----- Créances d'un investisseur direct sur des entrep	864,6	942,9	799,9	948,8
. ----- Créances des entreprises d'investissement dire	90,0	105,1	77,9	46,4
. ----- Entre entreprises soeurs	6,4	37,6	41,6	52,6
. ----- - si le contrôle ultime est détenu par un résiden				0,0

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
- - - - Crédits commerciaux et avances	61,2	123,2	77,8	110,3
- - - - - Banque centrale				0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)				0,0
- - - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale				0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Administrations publiques				0,0
- - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Autres secteurs	61,2	123,2	77,8	110,3
- - - - - - À court terme	60,6	119,6	74,3	86,0
- - - - - - À long terme	0,6	3,6	3,6	24,2
- - - - - - Autres sociétés financières	0,7	0,0	0,8	0,8
- - - - - - - À court terme	0,7	0,0	0,8	0,8
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - Sociétés non financières, ménages	60,5	123,2	77,1	109,5
- - - - - - - À court terme	59,9	119,6	73,5	85,2
- - - - - - - À long terme	0,6	3,6	3,6	24,2
- - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	155,9	130,1	37,4	164,0
- - - - - - Banque centrale	155,9	123,9	28,0	160,3
- - - - - - - À court terme	155,9	123,9	28,0	136,5
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	23,8
- - - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	0,0	0,7	0,5	0,8
- - - - - - - À court terme	0,0	0,7	0,5	0,8
- - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - - - À court terme		-1,6		0,0
- - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - Autres secteurs	0,0	5,5	8,8	2,9
- - - - - - - À court terme				2,9
- - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - - Autres sociétés financières				0,0
- - - - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				2,9
- - - - - - - - À court terme				2,9
- - - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - Droits de tirage spéciaux	71,2	71,2	69,4	217,7
- - - - - Avoirs de réserve				0,0
- - - - - - Or monétaire				0,0
- - - - - - - Or métal				0,0
- - - - - - - Comptes en or non affectés				0,0
- - - - - - Droits de tirage spéciaux				0,0
- - - - - - Position de réserve au FMI				0,0
- - - - - - Autres avoirs de réserve				0,0
- - - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts				0,0
- - - - - - - - Créances sur les autorités monétaires				0,0
- - - - - - - - Créances sur d'autres entités				0,0
- - - - - - - Titres				0,0
- - - - - - - - Titres de créance				0,0
- - - - - - - - - À court terme				0,0
- - - - - - - - - À long terme				0,0
- - - - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement				0,0
- - - - - - - Dérivés financiers				0,0
- - - - - - - Autres créances				0,0

Libellé poste	2018	2019	2020	2021
- - - - - Entre entreprises sœurs	6,4	37,6	41,6	52,6
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
- - - - - Titres de créance :				0,0
- - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct				0,0
- - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (i				0,0
- - - - - Entre entreprises sœurs				0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident				0,0
- - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident				0,0
- - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu				0,0
- - Investissements de portefeuille	515,1	710,2	924,5	1 503,9
- - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	14,0	17,0	19,4	22,3
- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	10,1	11,6	11,5	15,8
- - - - - Autres secteurs	1,9	2,7	4,0	6,5
- - - - - - Autres sociétés financières				0,7375
- - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				5,8
- - - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement				0,0
- - - - - - Cotés en bourse				0,0
- - - - - - Non cotés en bourse				0,0
- - - - - - Actions/Parts de fonds de placement				0,0
- - - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires				0,0
- - - - Titres de créance	501,2	693,2	905,1	1 481,6
- - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Établissements de dépôts autres que la banque	8,1	49,6	71,2	77,8
- - - - - À court terme	0,0	5,1	2,6	6,0
- - - - - À long terme	8,1	44,5	68,7	71,8
- - - - - Administrations publiques	489,7	642,6	828,9	1 380,1
- - - - - À court terme	117,3	122,9	116,6	106,6
- - - - - À long terme	372,5	519,7	712,3	1 273,5
- - - - - Autres secteurs	3,3	1,0	5,0	23,7
- - - - - À court terme				0,0
- - - - - À long terme				23,7
- - - - - Autres sociétés financières				0,0
- - - - - À court terme				0,0
- - - - - À long terme				0,0
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				23,7
- - - - - À court terme				0,0
- - - - - À long terme				23,7
- - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des e	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - Banque centrale				0,0
- - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)				0,0
- - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale				0,0
- - - - Administrations publiques				0,0
- - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
- - - - - Autres sociétés financières				0,0
- - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM				0,0
- - - - - Dérivés financiers (autres que réserves)				0,0
- - - - - Options				0,0
- - - - - Contrats à terme				0,0
- - - - - Options sur titres des employés				0,0

Source : BCEAO

Tableau A17 : Autres produits d'exportation

Autres produits d'exportation (suite)	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)	Valeur (en millions FCFA)
Machines et Véhicules	13 103 721 246	14 487 262 161	19 620 526 881	18 623 698 622	35 865 111 035
Machines, appareils et matériels	2 773 418 446	3 776 518 346	5 515 196 892	4 349 577 371	15 170 225 125
Véhicules et matériels pour voie ferrée	62 707 157	113 365 598	527 958 870	143 260 170	3 215 623 551
Voitures automobiles, tracteurs, cycles	9 893 933 121	10 045 770 094	11 920 060 141	11 132 236 675	14 257 692 306
Navigation aérienne ou spatiale	352 562 522	548 188 123	1 641 567 577	2 994 488 708	3 211 070 053
Navigation maritime ou fluviale	21 100 000	3 420 000	15 743 400	4 135 698	10 500 000
Produits chimiques et pharmaceutiques	7 392 355 633	11 126 144 288	10 357 478 703	11 796 261 974	9 214 550 568
Produits chimiques inorganiques	1 163 962 956	1 489 169 310	1 683 241 225	754 837 278	1 321 113 032
Produits chimiques organiques	483 456 915	499 201 315	383 723 218	124 578 929	98 290 435
Produits pharmaceutiques	2 692 948 298	5 945 837 100	5 031 191 358	6 178 585 709	3 840 688 309
Extraits tannants ou tinctoriaux	1 445 155 278	1 150 169 964	1 077 749 968	564 181 086	447 840 270
Huiles essentielles et résinoïdes	560 170 720	504 484 566	393 989 371	478 767 819	205 899 561
Savons, agents de surface organique	646 186 479	732 566 950	976 297 095	433 633 338	588 823 065
Matières albuminoïdes	48 996 810	43 498 951	75 519 548	90 898 414	111 742 220
Produits photographiques, cinématograph.	0	150 000	0	12 830 400	
Produits divers des indus.chimiques	351 478 177	761 066 132	735 766 920	3 157 949 001	2 600 153 676
Divers	4 724 831 415	9 006 035 450	8 554 385 006	7 541 592 854	4 383 219 127
Papiers et cartons	447 824 940	602 436 533	1 478 932 667	1 003 616 865	1 325 561 424
Produits de l'édition, de la presse	8 098 116	209 997 994	136 240 024	189 177 639	123 105 000
Vêtements et accessoires en bonneterie	35 574 623	87 680 907	36 715 718	32 639 485	12 258 974
Autres vêtements et accessoires	53 958 121	326 502 741	29 059 394	36 916 718	27 751 758
Autres articles, textiles confectionnés	845 178 790	500 727 162	146 042 183	143 706 159	152 985 859
Chaussures, guêtres, article analogue	87 291 000	43 975 947	37 542 628	36 883 742	68 303 621
Coiffures et paties de coiffures	45 000	463 499	2 232 456	4 660 775	950 000
Parapluies, ombrelles, parasols	0	0	70 588 800	0	
Plumes et duvets	2 271 000	245 000	350 000	0	
Outils et outillages	81 334 691	463 587 499	389 368 421	476 694 339	229 346 669
Instruments et appareils d'optique	509 742 826	881 884 265	3 688 643 401	688 622 354	676 564 788
Horlogerie	0	0	0	12 816 566	
Instruments de musique	41 985 488	13 240 299	27 073 679	12 258 750	10 009 750
Armes et munitions	271 161 778	3 099 572 950	262 123 657	0	90 000 000
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	2 304 555 971	2 116 654 753	2 154 700 456	3 620 423 942	1 572 966 515
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	940 900	28 902 818	67 325 622	34 638 336	30 452 807
Ouvrages divers	25 411 006	15 144 973	6 589 016	20 639 499	21 099 095
Objets d'art, de collection, d'antiquité	9 457 165	615 018 110	20 856 883	1 227 897 684	41 862 867
Crayons à billes					
Effets personnels					
TOTAL INSTAT	69 835 534 312	84 535 197 480	111 818 877 405	97 169 046 755	121 969 637 608
Ajustement de la Cellule sous régionale	21 108 924 029	62 387 879 742	14 503 128 661	78 854 451 983	77 031 640 867
TOTAL BDP	90 944 458 341	146 923 077 222	126 322 006 066	176 023 498 738	199 001 278 476

Source : INSTAT/BCEAO

Tableau A18 : Autres produits d'importation

Produits Divers	2017	2018	2019	2020	2 021
	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)	Valeur (FOB) (en millions FCFA)
Divers	101 399	102 808	156 882	115 783	139 656
Papiers et cartons	10 471	15 981	19 704	19 407	23 848
Produits de l'édition, de la presse	3 154	2 516	10 883	1 137	1 896
Vêtements et accessoires en bonneterie	4 287	5 092	4 897	4 368	6 315
Autres vêtements et accessoires	1 919	2 485	2 857	2 880	3 370
Autres articles, textiles confectionnés	14 652	15 017	19 291	21 604	21 306
Chaussures, guêtres, article analogue	6 329	8 709	10 167	9 970	10 125
Coiffures et parties de coiffures	546	574	817	561	629
Parapluies, ombrelles, parasols	147	79	75	49	26
Plumes et duvets	351	512	447	340	296
Perles fines ou de culture	405	659	768	3 184	2 011
Outils et outillages	5 792	6 998	6 355	6 886	6 854
Instruments et appareils d'optique	12 950	15 957	20 353	18 020	20 979
Horlogerie	125	143	136	125	202
Instruments de musique	10	23	62	28	15
Armes et munitions	2 145	1 228	5 528	3 515	5 540
Meubles, mobiliers médico-chirurgical	34 479	21 753	48 607	17 149	28 689
Jouets, jeux, articles pour divertiss.	1 001	920	1 456	1 781	1 810
Ouvrages divers	2 528	4 123	4 385	4 707	5 683
Objets d'art, de collection, d'antiquité	108	36	93	70	63
Crayons à billes					
Effets personnels					
TOTAL INSTAT	101 399	102 808	156 882	115 783	139 656
Ajustement de	4 236	3 982	2 641	443	18 278
TOTAL BDP	105 635	106 789	159 523	116 226	157 934

Source : INSTAT/BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int